



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 8 novembre 2017

Le huit novembre deux mille dix-sept à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 31 octobre 2017, s'est réuni Salle du Royal, 12 avenue Anatole France, sous la présidence de Monsieur Didier GUILLAUME, Maire.

Étaient présents :

MM. GUILLAUME Didier, DIGUET Patrice, BRAHIMI Nadia, ID ELOUALI Ali, AOUMMIS Hassan, MASSÉ Elodie, ARNAUD Anne Marie, LUC Nadine, BENKAHLA Malika, ENNAOURA Hafid, TISLER Frédéric, HERVY Patrick, BOIVIN Bernard, GUINERY Annick, MORO Christiane, ATHÉA Bernard, CATOIRE Marion, DUPUY Gilles, BLOUIN-VALENTIN Anne, NEUVILLE Christophe, GRASSET-PRIAN Chantal, RIFFAUD Isabelle, BELLIER Carole, MELY Laurent, LEONCE Vanessa, ALIROL Béatrice, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BERCIER Corinne, PERYAGH Yves, OSTERMEYER Sushma, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, BARON Monique.

Étaient représentés :

Mme Catherine DESPRES	mandat à Mme Anne-Marie ARNAUD
Mme Françoise JUHEL	mandat à Mme Nadia BRAHIMI
M. Gabriel ROCHE	mandat à M. Christophe NEUVILLE
Mme Sylvie LEROY	mandat à M. Bernard BOIVIN
M. Laurent ZIEGELMEYER	mandat à M. Patrice DIGUET
M. Ludovic GILLERY	mandat à Mme Anne BLOUIN-VALENTIN
M. Jean-Marc BRIENNON	mandat à Mme Béatrice ALIROL
Mme Malika SALIM	mandat à M. Tonino PANETTA
M. Moustapha THIAM	mandat à M. Frédéric DRUART

Était absent :

Secrétaire de séance : Mme Vanessa LEONCE

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 27 septembre 2017	4
CULTURE – PATRIMOINE - ARCHIVES.....	6
→ 1. Approbation de la création d'un Conseil d'établissement à La Tannerie	6
→ 2. Demande d'autorisation pour solliciter le Préfet concernant la désaffectation du Pavillon du Roi attaché à la Cathédrale Saint-Louis Saint Nicolas.....	7
→ 3. Approbation de la convention de dépôt d'œuvre d'art et d'entretien entre la commune de Choisy-Le-Roi et la Ville de Paris concernant la sculpture Éléphants attaqués par un tigre exposée au parc Maurice Thorez.....	11
RESSOURCES HUMAINES	11
→ 4. Modification du tableau des effectifs du personnel communal	11
→ 6. Approbation du recrutement d'un médiateur santé dans le cadre du dispositif ADULTES RELAIS.....	14
→ 5. Approbation des modalités de remboursement des frais de mission et de formation.....	15
STATIONNEMENT	15
→ 7. Modification du périmètre et des tarifs du stationnement payant : application de la réforme du stationnement payant sur voirie - Forfait Post Stationnement	15
TRAVAUX – URBANISME – CADRE DE VIE – RENOUVELLEMENT URBAIN	20
→ 8. Approbation du contrat d'intérêt national (CIN) sur le quartier du Triage.....	20
→ 9. Dénomination de la nouvelle voie de la ZAC des Troènes : allée Simone Veil	23
→ 10. Approbation des nouveaux statuts du SAF'94	25
→ 11. Approbation de la Convention de gestion des espaces extérieurs de la dalle Barbusse Clémenceau	25
→ 12. ZAC des Hautes Bornes : approbation de l'avenant n°3 du contrat de concession entre la Ville de Choisy-le-Roi et la SADEV 94	25
→ 13. Approbation du compte-rendu d'activité de la ZAC des Hautes Bornes pour l'année 2016.....	27
→ 14. Approbation du compte-rendu d'activité de la ZAC du Port pour l'année 2016.....	28
Administration générale	31
→ 21. Demande d'adhésion au Syndicat intercommunal pour la restauration collective (SIRESCO).....	31
HABITAT	58
→ 15. Projet de renouvellement urbain des Navigateurs : approbation du protocole de relogement	58

DEVELOPPEMENT DURABLE	59
→ 16. Approbation de la convention de superposition d'affectations du domaine public pour les stations Vélib'	59
DEVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETÉ.....	59
→ 17. Répartition de la subvention municipale aux associations locales - 3 ^{ème} répartition.....	59
→ 18. Répartition de la subvention municipale aux associations locales pour réservation d'un transport collectif (3 ^{ème} affectation)	59
→ 19. Adhésion de la ville au Centre Hubertine Auclert, dans le cadre de la signature de la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes	60
ENFANCE.....	61
→ 20. Fixation des tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2018	61
ADMINISTRATION GENERALE.....	62
→ 22. Compte rendu des Décisions L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales	62

La séance est ouverte à 19h30 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Mes chers collègues, vous avez été convoqués dans les formes légales en vue de cette nouvelle séance du Conseil municipal.

→ Désignation du secrétaire de séance

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, il convient de désigner un secrétaire de séance. Nous avons l'habitude de demander à la plus jeune d'entre nous d'assurer cette mission. Je propose donc que Vanessa LEONCE soit notre secrétaire de séance.

(Madame Vanessa LEONCE est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : Je passe la parole à Monsieur le Directeur général des services pour procéder à l'appel nominal.

→ Appel

(M. Christophe Richard procède à l'appel.)

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 27 septembre 2017

M. le Maire : Je vous remercie. Vous avez reçu avec la convocation le procès-verbal de la séance du 27 septembre dernier. Y a-t-il des observations concernant ce procès-verbal ? Je n'en vois pas. Nous l'adoptons donc.

Lors de la conférence des présidents de groupes, lorsque nous avons évoqué l'ordre du jour de cette séance, nous avons été attentifs à un certain nombre de délibérations et vous avez pu voir que sur table vous avez une nouvelle version de la délibération concernant l'approbation du contrat d'intérêt national de Triage. Il y a une modification dans cette délibération, conformément à la demande des présidents. Nous en parlerons bien évidemment tout à l'heure.

De plus, nous avons convenu à la conférence des présidents qu'au regard de l'ordre du jour et de certains émois dans la population devant l'un des sujets que nous allons aborder lors de ce Conseil, nous allons modifier l'ordre de passage des projets de délibération. Je vous propose donc que la délibération concernant la demande d'adhésion au SIRESCO passe au 15^{ème} rang dans cette séance.

De plus, afin de permettre une prise de parole, je vais faire quelque chose d'exceptionnel, nous venons d'en convenir avec l'ensemble des présidents de groupes. Je vous propose une suspension de séance de deux minutes afin de permettre une intervention du collectif « Bien manger à Choisy-le-Roi ». Conformément à l'article 19 du règlement de notre Conseil municipal, cette proposition doit être soumise au vote.

Qui est pour la suspension de séance de deux minutes ?

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je vous remercie.

(La séance est suspendue pendant quelques minutes)

M. le Maire : Après ce rappel au règlement, permettez-moi de vous informer, au regard de la démarche pétitionnaire qui vient d'être évoquée, que nous sommes dans un processus qui a été validé en partie par le Bureau municipal. Dans la commune, lorsque des pétitions rassemblant au moins 400 signatures vérifiées, identifiées, seront déposées, nous proposons le droit aux personnes qui ont pétitionné de pouvoir s'exprimer devant le Conseil municipal. Ce sera d'ailleurs mentionné, ainsi que le droit de pétition, dans le travail qu'est en train de faire sur ces questions une adjointe, Elodie Massé, à savoir l'élaboration d'une charte de la participation citoyenne. C'est donc à titre exceptionnel que nous l'avons fait ce soir, comme nous l'avons fait dans le mandat précédent pour accueillir les salariés de l'Imprimerie nationale, mais je souhaite pour ma part que cette démarche soit inscrite dans notre volonté démocratique.

Pour cela, bien évidemment, le travail sera fait aussi en conférence des présidents et sera inscrit à l'ordre du jour d'un Conseil municipal où nous aurons à voter les modifications de notre règlement intérieur qui permettront cette démarche. Je proposerai d'ailleurs que ce soit dans le même Conseil municipal que nous puissions adopter et voter, si tu en es d'accord, bien évidemment, Elodie, la charte de la participation citoyenne.

Ce sera à ce moment-là, je pense, que nous aurons les éléments pour être dans cette démarche de participation. Vous savez qu'actuellement dans la ville nous avons beaucoup d'outils et de moyens permettant l'implication citoyenne et nous pouvons en être fiers. Je souhaite donc que cette démarche soit fortement inscrite dans nos pratiques.

Je vous propose de poursuivre notre ordre du jour en ayant quand même une pensée pour toutes les victimes des attentats de ces dernières semaines. Cela devient très pénible et malheureux parce qu'à chaque Conseil municipal nous avons cette pensée.

Je souhaiterai aussi l'élargir à tous ceux qui sont aujourd'hui militants associatifs, journalistes, militants d'opinion, syndicaux ou politiques, qui sont enfermés pour leurs opinions. Nous avons la chance, en France, d'avoir le droit de pétitionner, de pouvoir exprimer nos opinions.

À travers cela, permettez-moi évidemment d'avoir une pensée particulière pour mon ami franco-palestinien, choisyen et avocat, Salah Hamouri. Cela fait 77 jours qu'il est emprisonné. Nous avons, lors du dernier Conseil, voté un vœu demandant aux plus hautes sphères de l'Etat de réagir concernant sa situation. Je peux vous informer que des membres du comité de soutien de Salah ont été reçus à l'Élysée et que les plus hautes autorités de l'Etat ont fait part de leur engagement pour créer toutes les conditions d'un travail de négociation avec le gouvernement israélien.

Vous comprendrez que je ne suis pas autorisé à en dire plus mais ce seul fait nous permet de considérer que c'est déjà une bonne chose que le gouvernement français s'engage dans cette démarche.

Je vous propose donc de démarrer notre ordre du jour avec les sujets concernant la culture, le patrimoine et les archives et, sans plus attendre, la première délibération concernant l'approbation de la mise en place du conseil d'établissement à La Tannerie.

CULTURE – PATRIMOINE - ARCHIVES

→ 1. Approbation de la création d'un Conseil d'établissement à La Tannerie

M. le Maire : Y a-t-il des demandes d'explications ou des réactions sur cette délibération ?
Madame Baron.

Mme Baron : Bonsoir à tous. S'agissant de la création d'un Conseil d'établissement à La Tannerie, je trouve que c'est un projet ambitieux. Les familles sont représentées dans cette instance consultative qui permet de répondre au mieux aux besoins éducatifs des enfants. Il y a notamment, c'est nouveau, le CHAM qui a été créé, c'est-à-dire les classes à horaires aménagés musicales. Je vois une facilitation pour l'inclusion des enfants touchés par le handicap, moi-même présidente d'une association de handicapés, l'association Jade, et également des adultes.

Bien entendu nous allons voter pour, mais si je puis me permettre une petite proposition, parce qu'un élu peut aussi faire des propositions, je souhaiterais que dans la liste de tous les professeurs responsables – je dis cela pour tous ceux qui ne l'ont pas – du secteur de musique, professeurs responsables du département secteur des arts plastiques, de la danse, etc., figure un professeur spécialisé représenté.

En effet, en ce moment, à part pour les personnes à mobilité réduite qui ont l'accessibilité parfaite au conservatoire, les personnes handicapées sont pratiquement exclues, sauf quelque cas, comme toujours. Le handicap est assez large mais je m'en suis occupée, je suis allée voir au conservatoire les différentes directrices et j'ai eu toujours la même réponse pour la musique, le chant, etc. Les handicapés sont exclus. Je me disais donc que depuis la loi de 2005 la personne handicapée doit être respectée, l'objectif ici étant l'inclusion des personnes handicapées dans toutes les structures de la commune comme le prévoit le législateur. C'est ma proposition. Merci.

M. le Maire : Merci. Carole Bellier.

Mme Bellier : Merci, Monsieur le Maire, Mesdames Messieurs, bonsoir. Merci beaucoup, Madame Baron, de montrer votre intérêt pour les classes à horaires aménagés musicales de La Tannerie, et de La Tannerie dans sa généralité. Merci aussi de rajeunir ces classes à horaires aménagés, qui ont quand même été fondées en 2006. Elles ont donc une certaine antériorité.

Je suis assez surprise de vos propos et je ne peux bien sûr qu'être indignée de ce que vous soulignez si c'est effectivement le cas. J'ai souvenir de discussions complètement informelles sur des enfants autistes, des enfants sourds qui étaient accueillis à La Tannerie et, l'an dernier, d'une petite fille dont la salle de cours avait été déplacée pour qu'elle puisse être accueillie au rez-de-chaussée et non au premier étage. Je ne peux donc que vous assurer de notre vigilance si des cas étaient avérés et de notre plus grande ouverture d'esprit, bien évidemment, pour accueillir les enfants ou des adultes porteurs de n'importe quel handicap.

M. le Maire : Merci. D'autres demandes d'intervention ? Il n'y en a pas. Je sou mets donc au vote cette délibération.

La délibération n° 1 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Je vous remercie.

→ 2. Demande d'autorisation pour solliciter le Préfet concernant la désaffectation du Pavillon du Roi attaché à la Cathédrale Saint-Louis Saint Nicolas

M. le Maire : Nous continuons, toujours dans le domaine de la culture, avec la demande d'autorisation pour solliciter le Préfet concernant la désaffectation du Pavillon du Roi attaché à la Cathédrale Saint-Louis. Y a-t-il des remarques ou demandes d'explication sur cette délibération ? Madame Alirol.

Mme Alirol : Oui. Ce que j'avais dit en conférence des présidents de groupe, c'est mon étonnement concernant la non-désacralisation de l'oratoire. Je voudrais savoir si vous vous êtes intéressés au cas et si vous pouvez m'en dire plus. Merci.

M. le Maire : L'oratoire en tant que tel n'est pas un lieu servant au culte. Ce qui est consacré, c'est le lieu servant du culte par lui-même, c'est-à-dire l'église. Nous ne sommes donc pas régis là par le droit canonique, Madame Alirol, et cela depuis la loi de 1905. Il faut faire référence aux articles 2 et 3 de cette loi et à l'article 13. Vous pourrez voir dans la délibération que nous sommes soumis, déjà, à cette loi de 1905 mais aussi au code des collectivités territoriales. J'ai donc bien peur que le droit canonique n'intervienne pas dans ce domaine.

De plus, historiquement, vous savez que cela a servi de salle de réunion, de commissariat, etc., ce n'est donc pas un lieu considéré comme consacré. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Bonsoir Mesdames, bonsoir Messieurs, chers collègues, Monsieur le Maire.

Lors de la commission, j'avais émis quelques réserves sur cette délibération et posé des questions. Les réponses nous ont été apportées mais nous ne sommes pas convaincus par ces réponses et nous restons sur la position que nous avons expliquée en commission, à savoir qu'il existe déjà une association sur Choisy-le-Roi, et je tiens à souligner son remarquable travail, l'association Louis Luc sur le patrimoine choisyen. C'est une nouvelle association, qui va avoir quand même, à 80 %, le même but, c'est-à-dire, d'après ce que j'ai lu sur la notice, mettre en exergue le patrimoine choisyen.

Depuis longtemps nous défendons l'idée dans d'autres domaines de fusionner les associations qui poursuivent un même but, parce que cela existe dans d'autres domaines. C'est le premier point et nous sommes donc très réservés sur cette création d'une nouvelle association.

Il nous a été répondu aussi que c'était pour une plus grande facilité d'appel aux dons. Je me suis bien renseigné, l'association Louis Luc reçoit des dons et elle est tout à fait à même, par elle-même, de demander des dons pour aider à la mise en route de ce musée.

L'autre réserve, et c'est plus général à Choisy-le Roi, c'est que cela manque d'ambition. Il y a beaucoup de choses qui se font, on saupoudre et je vois mal le lieu choisi et la place disponible. Le succès public, en dehors de notre ville, parce qu'il y a les Choisyennes et les Choisyens mais nous aimerions aussi qu'un projet ramène des citoyens et des citoyennes extérieurs à Choisy-le-Roi dans notre ville. Il y aura grosso modo peut-être 200 m² exploitables. Aussi nous nous interrogeons.

Pour toutes ces raisons, nous allons nous abstenir, parce qu'après tout vous avez peut-être des modalités de réussite que nous n'avons pas dans ce projet et ce sera peut-être une totale réussite, mais nous avons de sérieux doutes. Merci.

M. le Maire : Madame Baron, et je donnerai ensuite la parole à Carole Bellier.

Mme Baron : Je voudrais rebondir sur ce que vous avez dit, concernant le fait que ce n'était pas le droit canonique. Néanmoins, cela représente une dimension spirituelle, parce qu'il y a eu quand même des messes qui ont été célébrées là.

Vous avez dit aussi, et c'est vrai, que cela a toujours été occupé. Il y a eu la première mairie, la Croix-Rouge, la salle Jean Jaurès, la bibliothèque du Cercle populaire et enfin le commissariat de police, mais à ma connaissance il n'y a jamais eu de demande de désaffectation et cette demande consiste quand même à retirer un bien de l'usage du public auquel il était destiné. Il faut bien le savoir parce que l'on ne pourra pas revenir dessus après, je pense. Cela a suscité un émoi, quand même, chez les paroissiens et même chez les habitants en général. Nous allons nous abstenir.

Egalement, je verrais bien le musée ailleurs. Il y a de belles places aux pavillons, par exemple, du Parc de la mairie, vous avez deux grands pavillons qui seraient tout à fait appropriés pour un musée.

M. le Maire : Merci, Madame Baron. Carole Bellier, pour répondre en partie et nous compléterons s'il le faut.

Mme Bellier : Merci, Monsieur le Maire. Vous parlez, Madame Baron, de l'émoi des paroissiens. Permettez-moi de vous dire qu'à de nombreuses reprises nous avons eu des réunions, à la fois des réunions publiques, des réunions en mairie avec les parties prenantes. Le Père Michel était présent à chacune de ces réunions. En aucun cas il ne nous a fait part de la moindre peur qui pouvait exister au niveau de ce projet.

Bien évidemment, s'agissant de notre collaboration avec cette future association, et je vous répondrai, Monsieur Panetta, là-dessus dans quelques instants, il s'agit d'une triple collaboration qui est engagée entre cette association, les services municipaux, les élus que nous sommes et la paroisse et nous travaillons en étroite collaboration sur la méthodologie, bien sûr, mais sur le fond même et sur la future destination de ce musée. J'espère vous rassurer à ce niveau.

Je ne suis pas experte en architecture mais, Monsieur Panetta, quand vous parlez de 200 m², je crois que vous sous-estimez un peu la dimension utilisable du chevet de la cathédrale. De mémoire, c'est un peu plus de 300 m². Je pense, pour avoir eu la chance de visiter ce lieu lors d'une rencontre ouverte à tous au mois de septembre, que nous avons pu nous rendre compte de ses dimensions extrêmement importantes.

Dire que ce n'est pas un lieu dont on pourrait faire un lieu muséal, pourquoi pas ? La subjectivité est évidemment le propre de chacun. Je me permets juste, comme vous l'avez fait, Madame Baron, de vous demander quel autre lieu choisyen pourrait être plus à même d'accueillir ce nouveau lieu. Vous l'avez dit, un commissariat, une mairie et, je l'espère, pourquoi pas, dans quelque temps, un futur lieu muséal. Je ne vois pas où se situe la contradiction, au contraire.

Monsieur Panetta, je ne suis pas en charge des associations et si Malika Benkahla veut intervenir, si Monsieur le Maire l'y autorise, je lui céderai la parole. Néanmoins, vous connaissez bien la spécificité du milieu associatif. Vous avez évidemment raison sur le fait qu'une grande part des personnes qui font partie de l'association Louis Luc sont, bien évidemment, intéressées par la vie et l'histoire choisyennes, mais en aucun cas on ne peut demander à l'ensemble d'une association de se mobiliser sur un nouveau projet.

Il s'agit d'un nouveau projet et à nouveau projet, nouvelle association. Dans le milieu associatif, il y a des personnes qui font partie de plusieurs associations, ce sera peut-être le cas, je ne peux en dire plus.

M. le Maire : Merci, Madame Bellier. Pour des éléments complémentaires, peut-être, Patrice Diguët.

M. Diguët : Bonsoir à tous. Concernant la problématique d'une deuxième association, comme l'a fait remarquer Monsieur Panetta, une centaine de Choisyens ont souhaité devenir adhérents de la nouvelle association. On ne peut pas obliger des Choisyens à adhérer à l'association Louis Luc pour pouvoir participer au musée. Ce qui les intéresse est en effet de participer à la construction d'un musée et c'est sur ces bases qu'ils se sont préinscrits à l'association qui va déposer ses statuts dans peu de temps.

Je voulais revenir sur le fait que nous avons travaillé en très étroite collaboration non seulement avec la paroisse mais aussi avec Mgr Santier, l'évêque de Créteil, qui s'est montré très enthousiaste sur le lieu destiné à faire le musée. Lui nous dit : « nous aussi, nous avons des œuvres quelque part, dans l'évêché, à la cathédrale de Créteil, qui sont des œuvres liturgiques que nous aimerions pouvoir redonner à voir à la population choisyenne ». Vous voyez donc qu'il y a également cet aspect-là. Il y aura peut-être une partie du musée où nous exposerons les œuvres de la paroisse.

M. le Maire : Malika Benkahla, puisque Madame Bellier vous a invitée à prendre la parole et que vous l'avez aussi demandée, mais très rapidement, peut-être.

Mme Benkahla : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les conseillers, Mesdames et Messieurs, très rapidement, puisque beaucoup de choses ont déjà été dites, en ce qui concerne le lieu, le choix par le prêtre de désacraliser le lieu lui appartient. S'il souhaite désacraliser ce lieu pour la mise en place du musée, nous n'avons rien à y dire.

Concernant les associations, en effet l'association Louis Luc fait un gros travail de mémoire et d'histoire sur la ville de Choisy-le-Roi. Sur la question de ce musée, les membres même de l'association Louis Luc souhaitent que soit constituée une association sur ce projet unique. De ce fait, comme cela a été dit par Patrice Diguët, ceux qui souhaitent uniquement participer pour faire vivre ce musée ne sont pas obligés d'adhérer à tous les projets proposés par l'association Louis Luc.

Concernant la mutualisation et le fait de fusionner, cela n'a rien à voir avec le nombre d'associations. Des projets peuvent être travaillés dans le cadre d'une mutualisation entre associations. Il n'est pas nécessaire de réduire le nombre d'associations pour favoriser cette mutualisation. Merci.

M. le Maire : Monsieur Panetta.

M. Panetta : si vous permettez, Monsieur le Maire, cette petite délibération, l'air de rien, contient quand même des éléments de fond extrêmement importants. Tout ce que vous venez d'expliquer amène de l'eau à mon moulin. Il n'est pas interdit à une association de grossir. C'est comme cela, d'ailleurs, qu'elles arrivent à avoir des projets, comme je le disais précédemment, ambitieux. C'est en se réunissant et non en se divisant que l'on fait de grandes choses. Ensuite, si je suis votre raisonnement, si des Choisyennes et des Choisyens ne souhaitant pas adhérer à une association existante qui a le même objet créent leur association – c'est ce que vous avez dit, que certains ne souhaitent pas rejoindre l'association Louis Luc mais préfèrent avoir leur propre association, Madame Benkahla, c'est ce que vous venez de nous expliquer –, si des Choisyennes et des Choisyens ne souhaitent pas rejoindre cette association qui parle de patrimoine mais désirent eux aussi faire œuvre de connaissance du patrimoine choisyen et demandent un local et les subventions qui vont avec, j'espère que vous respecterez un traitement égal pour tous et la démocratie qui veut que ce qui vaut pour l'un vaut pour l'autre.

M. le Maire : Vous m'aviez dit très court, Monsieur Panetta.

M. Panetta : Evidemment, tout le monde veut être président de son club... Prenons l'exemple sportif. Tout le travail a consisté à amener les clubs sportifs à travailler ensemble et à fusionner et là, nous faisons l'inverse. Ce n'est pas le même objet, c'est du sport et c'est de la culture, mais nous sommes à l'opposé.

M. le Maire : J'entends, c'est votre point de vue.

M. Panetta : Chacun a son point de vue sur cette question.

M. le Maire : On pourrait prendre la question, Monsieur Panetta, permettez-moi de rebondir à propos des associations de commerçants. Vous avez été le premier à vous réjouir qu'il y ait une deuxième association de commerçants, qu'il n'y en ait pas qu'une seule sur la Ville de Choisy-le-Roi. Je crois que nous n'avons pas ici à fédérer la démarche de la vie associative, il faut la laisser vivre, c'est cela l'essentiel.

Je vous propose de soumettre au vote cette délibération.

M. Panetta : Monsieur le Maire, je ne peux pas vous laisser dire cela, il y a du public dans la salle. Si j'étais favorable à une nouvelle association, vous n'êtes pas sans savoir que l'association des commerçants thésaurisait des sommes importantes et elle ne dépensait pas l'argent pour les commerçants. C'est donc différent, et d'ailleurs nous n'avons toujours pas le projet de cette association qui s'était engagée à dépenser pour les commerçants les 20 000 euros qu'elle avait. Nous n'avons toujours pas leur projet, alors que nous nous y étions engagés au Conseil municipal. Vous voyez, il faut dire les choses exactes. Il y avait une association qui ne travaillait pas.

M. le Maire : Avec vous, Monsieur Panetta, il suffit d'appuyer sur le bouton et nous avons l'ensemble des éléments. C'est bien, vous me permettez de dire qu'il faut que l'association rembourse les 20 000 euros. Ce sera au moins inscrit au procès-verbal, une autre fois, comme cela a été fait à de multiples reprises ici.

Je pense que ce n'est pas un projet minimaliste, au contraire, il faut se réjouir au regard de l'histoire de cette Ville. Nous avons fait un gros travail, et je salue d'ailleurs le travail du service sur le château en 3D. Il y a l'histoire royale, mais il ne faut pas oublier toute une histoire, aussi, industrielle et humaine, de cette ville. Dans cet espace muséal qui verra le jour demain, en tout cas je l'espère, quand il y aura beaucoup de gens qui donneront et que nous pourrions améliorer cet oratoire qui est aujourd'hui inutilisé, ce sera un atout supplémentaire pour la Ville.

Je sou mets donc aux voix cette délibération.

La délibération n° 2 est adoptée à l'unanimité (12 abstentions)

M. le Maire : Nous passons à la troisième délibération, l'approbation de la convention de dépôt d'œuvre d'art et d'entretien.

→ 3. Approbation de la convention de dépôt d'œuvre d'art et d'entretien entre la commune de Choisy-Le-Roi et la Ville de Paris concernant la sculpture Éléphants attaqués par un tigre exposée au parc Maurice Thorez

M. le Maire : Il s'agit de la sculpture l'Éléphant attaqué par un tigre, qui nous avait été offerte suite à l'exposition coloniale de 1931, que tout le monde connaît et qui se trouve dans le parc Maurice Thorez. Elle sera déplacée et renouvelée.

Vous avez pris connaissance de la délibération. Y a-t-il des demandes d'explications ? Non, je soumetts au vote cette délibération.

La délibération n° 3 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Nous passons aux questions des ressources humaines, avec quelque chose qui est assez récurrent ici, la modification du tableau des effectifs du personnel communal.

RESSOURCES HUMAINES

→ 4. Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : Y a-t-il des remarques sur cette délibération ? Madame Baron.

Mme Baron : En 2^{ème} page, il est question de constituer une équipe de cinq policiers municipaux, en plus des 10 agents de l'ASVP que vous avez et qui sont d'ailleurs tous assermentés, je pense, devant le tribunal de police, c'est obligatoire.

Concernant cette équipe de policiers municipaux – je dis bien policiers municipaux puisque vous ne créez pas de police municipale, il s'agit d'agents communaux – vous dites que vous allez en créer trois et qu'il y en avait deux, déjà, qui montent de grade. Sur ces deux existants, j'en connais une – sur son blouson, il est indiqué PM, police municipale – mais je n'ai jamais vu une deuxième personne dont le blouson comporte la même mention. Par conséquent selon nous, dans les effectifs existants, il n'y a qu'une personne et j'aimerais savoir qui est la seconde.

J'aimerais bien avoir une explication parce que je trouve que c'est un peu confus. Une police municipale, c'est autre chose, on parle de local approprié, on parle de véhicules, de police armée. Là, ce sont simplement des policiers municipaux et non une police municipale. Merci, donc, de m'éclairer, s'il vous plaît.

M. le Maire : Quelle est la question, Madame Baron ?

Mme Baron : La question, c'est déjà que je ne vois pas les deux postes existants dans les effectifs dont vous parlez. L'une des personnes a toujours mis son blouson PM, mais je ne n'ai jamais vu la deuxième.

M. le Maire : Sur mon costume, je n'ai jamais mis non plus le mot Maire. Madame Luc, peut-être.

Mme Luc : La réponse est très claire, ce fameux deuxième poste était gelé, c'est tout.

M. le Maire : Ce qui est important dans cette délibération, ce n'est pas une histoire de tableau des effectifs et d'avoir un blouson avec écrit telle ou telle chose. C'est la démarche de fond qui est engagée, que j'ai souhaitée et qui a été conduite sur une période très courte

par notre collègue Marion Catoire qui a animé le groupe de travail. Celui-ci continue d'ailleurs en tant que groupe de suivi de tout le travail que nous voulons faire sur l'espace public, avec une volonté d'être dans une démarche qui associe à la fois les questions de prévention, de médiation, de dissuasion et de sanction.

L'objectif est dans une démarche forte de sens. C'est pour cela qu'au regard des dispositifs que nous avons actuellement, il n'était pas possible, pour certains agents, de disposer de toutes les assermentations nécessaires pour exercer les pouvoirs de police du maire. D'où le fait que des agents seront assermentés et seront identifiés, de fait, comme des policiers municipaux. Il ne s'agit pas de créer une police municipale mais dans l'ensemble de cette démarche, au même titre qu'il y a des APSP et des ASVP, il y aura des agents de police municipale pour garantir l'ensemble du secteur que je viens d'identifier – médiation, prévention, dissuasion et, évidemment, sanction. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Quant à moi, je me réjouis que petit à petit...

M. le Maire : Si nous pouvons vous faire plaisir, Monsieur Panetta...

M. Panetta : ... les problèmes de sécurité fassent écho. Nous n'allons donc pas être mécontents, c'est un premier pas. Mais il faudra aller vers une police municipale pleine et entière, parce que c'est une priorité absolue. Nous avons dans notre groupe deux marottes sur lesquelles nous ne transigerons pas, et nous le verrons dans les prochaines délibérations, c'est la santé et la sécurité. On pourrait ajouter l'éducation, mais celle-ci peut être partagée avec le privé alors qu'au niveau municipal, la sécurité et la santé – en dehors de la question de la cantine scolaire, la santé en général – il faut assurer pleinement nos prérogatives et là, nous ne regarderons pas aux dépenses. Elles devront être maîtrisées, mais ce sont deux secteurs qui méritent une augmentation des dépenses.

Dans notre programme, nous voulions une police municipale non armée qui faisait, en effet, ce que vous venez d'expliquer, qui remplaçait, dans ce que nous imaginions, la défunte police de proximité tant brocardée mais qui avait quand même une utilité. Les temps malheureusement ont changé et nous avons maintenant une réflexion sur ce que doit être une police municipale, notamment armée ou pas. J'observe que toutes les Villes qui avaient une police municipale non armée l'ont armée.

J'ajouterai un sentiment personnel, malheureusement. Vous avez évoqué au début du Conseil municipal les tragédies que nous vivons. Je ne fais pas partie des Messieurs Musclor, je ne fais pas partie des Messieurs Yakafokon, je ne fais pas partie des Messieurs, comme aux États-Unis, et il y en a un qui se profile en France, qui disent « avec moi tout va changer, avec moi ce ne sera pas comme avant, ce sera plus fort, etc. » Je ne fais pas du tout partie de cette tendance. C'est une question extrêmement délicate, difficile, mais qui est prioritaire et présente tous les jours dans l'esprit de nos concitoyens.

Nous voterons pour, bien sûr, et nous espérons que vous irez plus loin.

M. le Maire : Merci. D'autres demandes de prise de parole ? Madame Luc.

Mme Luc : Je risque d'être longue...

M. le Maire : Soit vous vous ajoutez, soit vous ne vous ajoutez pas, Madame Luc, sinon, ne me demandez pas la parole.

Mme Luc : Je voulais dire que la création de ces postes s'inscrit dans notre volonté d'améliorer la qualité de vie sur l'espace public. Monsieur Panetta, c'est une priorité, c'est

notre priorité municipale. C'est un engagement que nous avons pris devant les Choisyens et que nous tenons, la preuve.

Ces créations de postes font partie d'une politique beaucoup plus globale, qui passe aussi par d'autres moyens que nous mobilisons et qui sont importants, dans d'autres domaines, et cela fait partie de la sécurité au sens large. Je veux parler de la rénovation de l'éclairage public, je veux parler de l'entretien de la voirie, de la création de voies de circulation douce, de stationnement, notamment dans le quartier des Gondoles sud, et aussi d'autres choses sur l'espace public, l'aménagement de lieux de vie tels que les conviports, ou ce qui s'est passé cet été, l'animation Anim'été.

Améliorer la qualité de vie sur l'espace public, c'est cela qui fait de la sécurité, mais cela nécessite, évidemment, et c'est ce que nous faisons aujourd'hui, ce que nous vous montrons aujourd'hui, une présence humaine sur le terrain qui soit plus importante qu'elle ne l'était pour davantage agir sur les comportements inciviques de certains. C'est pourquoi, et je suis un peu étonnée que personne ne l'ait relevé – c'est écrit dans la notice – nous avons décidé une réorganisation globale pour redéployer et faire évoluer les moyens actuels en les complétant au sein d'une nouvelle direction de l'Espace public qui va se structurer autour de deux services, le service Cadre de vie et le service Prévention sécurité, auxquels sera rattaché le service Développement durable pour tout ce qui concerne, j'en ai parlé à l'instant, des animations et des circulations douces. Cette direction de l'Espace public va être constituée autour de deux pôles, un pôle que l'on appellera, même si cela risque d'évoluer, SVP espace public. Ce n'est pas top, on ne sait pas trop ce que cela veut dire, mais pour le moment c'est tout ce que nous avons trouvé, Monsieur le Maire, nous allons essayer d'améliorer la chose.

L'objectif, en tout cas, est de prendre en charge l'ensemble des demandes en lien avec l'espace public, une espèce de veille générale. C'est la création de quatre postes de patrouilleurs, des agents de terrains qui vont signaler tous les dysfonctionnements – graffiti, dépôts sauvages, bacs non rentrés. S'y ajoutera un poste d'assistant administratif, évidemment responsable.

Pour le deuxième pôle que l'on appellera pôle Tranquillité publique, à l'équipe actuelle des dix ASVP s'ajoute, Madame Baron, effectivement une équipe de cinq policiers municipaux dont nous venons de parler à l'instant et dont l'un existe déjà. Ces policiers municipaux, pour compléter ce que Monsieur le Maire a dit tout à l'heure, s'intègrent dans un dispositif qui est global. Ils viennent renforcer une équipe de tranquillité publique à laquelle ils apportent un plus, des moyens complémentaires au rôle des ASVP qui est plus limité, notamment en matière de stationnement. Ils vont pouvoir verbaliser le double-file, le stationnement dangereux. Ils ont aussi un pouvoir contraventionnel plus important, notamment pour faire respecter les arrêtés du Maire ou pour faire respecter la propreté. Mais ce sont surtout des agents de proximité qui vont être en contact avec la population et qui vont être à son écoute.

Ils complètent aussi – nous en avons parlé – les gilets jaunes que nous avons mis en place depuis la rentrée de septembre pour assurer la sécurité des enfants aux abords des écoles et dans un prochain temps ils compléteront, nous l'espérons, une équipe de médiateurs. Le travail est en train d'être réalisé avec les bailleurs sociaux.

M. le Maire : Et pour conclure...

Mme Luc : Je conclurai peut-être avec le ministre de l'Intérieur ?

M. le Maire : Oui, ce n'est pas mal.

Mme Luc : Le ministre de l'Intérieur veut aujourd'hui mettre en place une police de sécurité du quotidien et il a lancé une large concertation aussi bien auprès de la police que des élus. Nous attendons cette invitation. Il promet de recruter 10 000 policiers pendant le quinquennat, il promet d'augmenter le matériel de la police qui, vous le savez, est dans un état piteux, notamment avec une augmentation de 30 000 véhicules de police. Je pense que le commissariat de Choisy-le-Roi va être très content, avec ses cinq voitures de police qui tombent en panne régulièrement. Nous attendons donc de voir.

M. le Maire : Et nous sommes prêts à nous inscrire dans cette démarche, s'il est besoin, de ville pilote.

Mme Luc : Je crois qu'un courrier est en préparation et peut-être déjà fait pour nous inscrire, en effet, comme ville pilote pour cette sécurité du quotidien.

M. le Maire : Merci, Madame Luc, pour ces explications. Nous passons au vote.

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : Honnêtement, je ne pensais pas que ces cinq délibérations nous prendraient autant de temps mais en même temps, c'est intéressant parce que cela permet au public présent de voir ce qu'est un Conseil municipal. C'est déjà une démarche civique et je souhaiterais d'ailleurs que lors de chaque Conseil nous ayons autant de public pour que vous puissiez voir ce qu'est la démocratie locale et comment sont abordés les sujets, ici, à Choisy-le-Roi. Je sais que souvent, lors du débat d'orientation budgétaire, il y a un peu plus de public, mais parfois nous nous trouvons bien seuls sur l'ensemble des autres Conseils. C'est donc une invitation aux uns et aux autres de venir et d'assister à cette démarche de démocratie locale.

→ 5. Approbation du recrutement d'un médiateur santé dans le cadre du dispositif ADULTES RELAIS

M. le Maire : Nous passons encore une délibération sur les ressources humaines, à savoir l'approbation du recrutement d'un médiateur santé dans le cadre du dispositif spécifique qu'est le dispositif Adultes Relais. Y a-t-il des observations sur cette délibération ?

Nous allons mettre aux voix cette délibération.

[Hors micro, il est fait remarquer qu'une délibération a été omise.]

M. le Maire : Ah oui ! Je passe celle-ci, puis nous reviendrons à la délibération sur les frais de mission. Y a-t-il des remarques sur le dispositif Adultes Relais ?

M. Panetta : Une explication de vote : sur le fond, c'est une bonne idée. Nous nous abstenons, nous l'avons fait remarquer en commission. C'est un poste important, cela a été dit tout à l'heure et j'ai exprimé le fait que la santé est une priorité pour nous. Cette personne va sûrement se former mais nous aurions aimé une personne qui aurait pu se former pour se perfectionner, mais avec déjà une certaine expérience dans la santé et quelques connaissances de santé. Il semble que ce n'est pas le cas mais, attention, cela peut être un choix judicieux et cette personne peut se révéler tout à fait idoine. Nous ne faisons pas de procès d'intention mais nous aurions préféré quand même avoir d'entrée une sécurité à ce sujet. C'est pour cela que nous nous abstenons.

M. le Maire : Renseignement pris, Monsieur Panetta, les recrutements sont en cours, puisqu'il nous faut anticiper. Les personnes qui postulent sont soit des gens qui sont répertoriés dans les situations où ils peuvent postuler comme Adultes relais, soit qui ont déjà

eu des expériences dans la santé et, surtout, qui ont déjà eu un certain nombre d'expériences dans la médiation et qui se trouvent aujourd'hui en situation de chômage. Ce sont les informations que j'ai eues par le service Prévention santé.

Nous revenons au vote.

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité (12 abstentions)

→ 6. Approbation des modalités de remboursement des frais de mission et de formation

M. le Maire : Je présente mes excuses à l'administration, mais je reviens à la cinquième délibération, à savoir l'approbation des modalités de remboursement des frais de mission et de formation. C'est un sujet qui a été abordé en Comité technique paritaire, Madame Arnaud. Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas, je mets donc aux voix.

La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité

M. le Maire : Je vous remercie. Nous allons passer à un sujet important sur les questions de stationnement et je pense que vous avez dû tous lire de manière attentive la notice, au-delà de la délibération. Je ne vais pas demander à ceux qui ont tout compris du dispositif de lever la main mais, Madame Luc, peut-être pouvez-vous nous expliquer la spécificité de la nouvelle démarche qui nous est imposée par l'État et qui est fortement intéressante.

STATIONNEMENT

→ 7. Modification du périmètre et des tarifs du stationnement payant : application de la réforme du stationnement payant sur voirie - Forfait Post Stationnement

Mme Luc : Je vais essayer d'être claire. Cette réforme du stationnement payant, uniquement sur voirie, votée en 2014 dans le cadre de la loi MAPTAM, entre en vigueur en janvier prochain.

Il s'agit d'une réforme majeure qui se caractérise par le passage d'une organisation pénale, identique sur tout le territoire, à une organisation décentralisée et dépenalisée.

M. le Maire : Cela, on pourrait croire que c'est bien, mais poursuivez.

Mme Luc : L'objectif affiché de cette loi est un paiement spontané plus important et une meilleure efficacité en termes de rotation des véhicules. Le Maire continue d'exercer la compétence qui lui permet de déterminer par arrêté les lieux, les jours, les heures où le stationnement est réglementé en fonction de la réalité locale.

La nouveauté réside dans le fait que l'automobiliste ne s'acquitte plus d'un droit de stationnement dont le non-paiement est une infraction – c'est la fameuse amende à 17 euros. Il va payer une redevance d'occupation du domaine public et il aura donc le choix entre le paiement immédiat au début du stationnement, au réel, en fait, pour la durée du stationnement souhaité, et le paiement différé ultérieur via un forfait post stationnement, que tout le monde appelle le FPS. Chaque Ville doit fixer le barème de ce FPS et c'est l'objet du vote de ce soir.

Comment a été élaboré ce barème ? Il doit tenir compte de la politique de mobilité et de la politique de stationnement. A Choisy-le-Roi, compte tenu de nos spécificités, notre politique se traduit par l'existence de deux zones distinctes, avec des tarifs et des horaires différenciés. La première zone est l'hyper centre parce qu'elle offre un nombre de places en parkings souterrains extrêmement important. Je vous rappelle que dans le précédent mandat, ce sont plus de 700 places de parking que nous avons mises à disposition des Choisyens. La deuxième zone se situe dans le quartier du Port, avenue Louis Luc, dans le centre nord, avenue Demanieux et dans les Gondoles, en tête de pont. Ce barème doit tenir compte aussi, outre ses spécificités, du montant des amendes pour stationnement gênant qui, lui, reste à 35 euros.

Pour ce barème du FPS, il vous est proposé de maintenir le coût horaire, mais en étendant les durées maximales autorisées de façon à atteindre le forfait post stationnement de 25 euros. Pourquoi 25 euros ? D'abord parce que c'est le montant recommandé par le GART pour les communes de la petite couronne – le GART est un groupement d'élus de différentes sensibilités, sur différents territoires, qui a pour objectif d'agir en faveur du développement des transports – et surtout parce que cela correspond, pour nous, localement à Choisy, à une durée, selon les zones, de 4 h 15 pour la 1^{ère} zone et de 5 h 45 pour la zone 2.

L'avantage de ce forfait post stationnement limité à 25 euros, c'est qu'au-delà de trois heures, le stationnement devient dissuasif puisque l'on passe de 8 euros pour 3 heures à 25 euros pour 4 h 15 ou 5 h 45.

M. le Maire : C'est beaucoup plus clair, maintenant !

Mme Luc : Je voulais préciser qu'il y a une erreur, et je m'adresse à l'administration, dans la délibération où il est noté 2 h et 4 h au lieu de 4 h 15 ou 5 h 45.

Pour les modalités de paiement, deux cas de figure : en cas de non-paiement, le montant du FPS sera de 25 euros, c'est-à-dire le tarif de la durée maximale autorisée. En cas d'insuffisance de paiement, le montant déjà réglé sera soustrait au forfait post stationnement. Pour le règlement, ce sera sans majoration si c'est payé dans les trois mois, avec une majoration due à l'État via une procédure de recouvrement émise par l'ANTAI au-delà de trois mois. C'est pourquoi pour favoriser un règlement rapide nous proposons un paiement minoré à 20 euros si le règlement en mairie a lieu dans les cinq jours.

M. le Maire : En gros, c'est 25 euros, minoré à 20 euros si c'est payé dans les cinq jours. Nous retenons cela ?

Mme Luc : Il y a autre chose, parce que dans le cadre de notre politique de stationnement pour une ville durable, nous proposons d'étendre le stationnement payant à la place Brossolette dans les Gondoles, pour lutter contre le stationnement abusif, tout comme cela s'est fait dans les Gondoles en pied de pont, pour redynamiser le petit commerce dans le centre commercial qui se trouve à proximité. Nous espérons que cela va apporter un peu de respiration au quartier. Et je crois, mais Monsieur Tisler va peut-être nous le confirmer, que cela a été discuté et validé, si l'on peut dire, par le conseil de quartier.

M. le Maire : Merci Madame Luc. Frédéric Tisler, comme adjoint de quartier.

M. Tisler : Monsieur le Maire, en effet, et je remercie Madame Luc d'avoir mentionné cela, j'aurai deux remarques à faire. La première, c'est que ce dispositif, tel qu'il nous a été exposé, n'est pas le seul qui concerne le stationnement et pour ma part, je considère qu'il y a deux axes vraiment importants. C'est d'abord les zones où le stationnement est payant et il est évident, par exemple, qu'une zone en face de Mouloudji serait tout à fait nécessaire, parce que nous pensons qu'elle aurait les mêmes effets que ceux que nous avons constatés

sous le pont, à savoir une fluidification du stationnement. Elle nous l'a d'ailleurs été explicitement demandée lorsque Monsieur le Maire et moi-même avons fait une visite des commerçants et, en effet, dans le cadre des conseils de quartier, les débats sont allés exactement dans le même sens.

Par contre, après une discussion sur cette notice au sein du groupe socialiste, et également après notre participation à un certain nombre de réunions de travail internes, je voudrais aussi répéter ici ce sur quoi nous avons toujours insisté. La mise en place de ce système, joint également à l'agrandissement des zones où le stationnement devient payant, nous apparaît nous amener très rapidement à mettre en place un tarif résident pour les Choisyens. Je pense qu'il faudrait que nous annoncions le principe de ce tarif résident ce soir parce que l'une des difficultés auxquelles se heurte la Ville est, bien évidemment, le fait que notre voirie n'est pas extensible à l'infini. Elle ne suffit d'ailleurs pas à tous les besoins potentiels de tous les Choisyens, dont certains ménages possèdent deux ou trois voitures. Nous pouvons d'ailleurs aussi nous interroger sur cette société dans laquelle nous vivons, où la priorité doit rester, bien évidemment, à la réduction du nombre de voitures, et nous nous y employons avec d'autres moyens, les pistes cyclables, par exemple.

En tout cas, l'une des difficultés auxquelles nous nous heurtons, c'est le fait qu'en journée, toutes les voitures qui stationnent à Choisy-le-Roi ne sont pas forcément celles de Choisyens, notamment non loin de la gare. Même si nous ne pouvons que saluer l'effort financier que nous avons fait pour demander et obtenir plus de places de parking, et il y a encore beaucoup de travail à faire avec les bailleurs sociaux, je pense que pour le moment, la pièce manquante au dispositif, c'est ce tarif résident. A mon avis, le principe réunit ici un consensus et je pense intéressant que cela soit confirmé préalablement au vote.

M. le Maire : Bien, d'autres remarques ? Madame Baron.

Mme Baron : Nous allons voter contre. La réforme du stationnement est en effet assez compliquée et Madame Luc nous a éclaircis d'un côté mais a compliqué un peu plus de l'autre. Nous étions contre l'extension de ces zones réglementées payantes.

Pour les commerçants, les zones bleues étaient très bien aussi, parce qu'il y avait un turnover et des places libérées. À présent, avec les ASVP, comme vous en avez beaucoup maintenant avec les policiers municipaux, je pense que nous allons avoir quand même des places grâce à l'enlèvement des voitures ventouses, parce qu'il y en a beaucoup, en centre-ville et partout, qui restent des mois et des mois. Je pense que cela va donc vraiment assainir.

D'autre part, il n'est pas besoin d'augmenter les PV, c'était à 11 euros, c'est passé à 17, maintenant à 25 euros, je trouve que ce n'est pas la peine de charger encore la mule, mais tout cela va dans le bon sens parce qu'il faut mettre une rigueur dans le stationnement qui est parfois horrible. Vous parlez aussi des bailleurs, mais énormément de gens mettent leur voiture à l'extérieur, je l'ai déjà dit plusieurs fois lors de toutes les réunions à Valophis, etc., parce qu'ils ne peuvent pas payer leur parking. C'est quand même aberrant.

Il y a aussi le fait d'étendre ces zones réglementées. On fait un peu la chasse aux voitures, qui se mettent un peu plus loin, là où ce n'est plus payant, sur les trottoirs, et c'est une horreur.

Nous devons donc voter contre, mais s'il y a un tarif résident, c'est très intéressant et si vous nous promettez que ce tarif résident va se mettre en place assez rapidement, plus le travail avec le bailleur, c'est intéressant.

M. le Maire : Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je me réjouis que Monsieur Tisler reprenne des propositions que j'avais faites en son temps.

M. le Maire : Elles avaient été évoquées en Bureau municipal aussi, ne vous en faites pas, Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je vous en remercie. J'avais même dit qu'à l'heure des tablettes, du wi-fi, des GPS, il est très facile de savoir si une voiture est résidentielle ou pas. A partir du moment où l'on sait cela, il est très facile de mettre dans certaines rues, comme le font de nombreuses Villes, « stationnement réservé aux résidents » ou « stationnement résidentiel », je ne sais plus le terme exact, ce qui implique aussi qu'il ne sera pas nécessaire de mettre des rues supplémentaires en paiement. En effet, certaines rues actuellement, où l'on ne paye pas, sont des rues dont les résidents payent énormément d'impôts locaux. Nous serons donc drastiquement contre le fait que certaines rues se voient imposer un paiement pour stationner. En effet, elles sont encombrées des voitures des villes voisines, qui stationnent pour aller à la gare. Mais comme je vous l'ai dit, il est facile de les repérer et de les verbaliser. Merci.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Monsieur Hervy.

M. Hervy : C'est un peu le maire adjoint de quartier qui va évoquer cette question, mais je crois, et Nadine Luc pourrait le dire ainsi que Nadia Brahimi, que nous faisons un travail assez prononcé sur la question du stationnement dans cette ville, avec une commission qui se réunit assez souvent, dans laquelle ces questions sont largement évoquées et où les élus font remonter les réclamations justifiées de nos concitoyens qui, dans certains quartiers, rencontrent des difficultés de stationnement, mais qui ont aussi des voisins qui sont dans l'incivilité parce qu'ils ne respectent pas non plus les règles. J'ai eu un exemple encore, dernièrement, sur les Hautes Bornes, et nous avons eu l'occasion d'échanger sur cette question. Nous avons jusqu'ici quelques difficultés à assurer une régulation pendant le week-end, parce que nous manquons sans doute d'effectifs et d'amplitude sur la ville. C'est quelque chose qui va être réglé avec la délibération précédente, puisque nous allons aussi réorganiser un peu les amplitudes horaires, etc., ce qui va permettre d'être plus présents sur le terrain et de réguler beaucoup mieux.

J'ai été un peu surpris en écoutant Madame Baron parce que je vous avoue, Madame Baron, que je n'ai absolument rien compris de ce qu'il faudrait faire ou ne pas faire pour essayer de régler les problèmes. Vos propos sont un peu ambigus. Ce que nous disons très clairement, c'est que nous créons des postes, aujourd'hui, pour essayer de mieux réguler les choses. Nous travaillons depuis deux ans sur un certain nombre de quartiers. Petit à petit, rue par rue, une extension est faite parce qu'il y a aussi un travail qui a lieu localement avec les habitants, parce que nous intégrons aussi le fait qu'il y a des gens qui habitent sur place.

Frédéric Tisler l'a souligné tout à l'heure et je sais que dans la salle nous avons sans doute tous autour de nous quelqu'un qui est un peu concerné, nous avons souvent deux ou trois véhicules. La voie publique n'est pas un garage et les gens concernés sont aussi des Choisyens. Nous avons dans la journée le problème des gens qui viennent sur Choisy parce que nous avons en effet un centre de transport multimodal qui est important. Nous devons le réguler, il faut que nous y travaillions, c'est le centre-ville, mais nous avons aussi des difficultés avec nos propres résidents dans la ville et il faut considérer que lorsque nous avons trois voitures, deux se retrouvent dehors. Ce sont aussi ces questions que nous devons intégrer.

Nadia Brahimi le dirait sans doute mieux que moi, et je vais la pousser à intervenir, mais nous sommes souvent aussi sur la discussion concernant l'arrivée du tram et le

développement des transports en commun. Nous avons parlé du vélo mais je ne pense pas que le vélo règlera forcément toutes les questions des véhicules. Mais en tout cas celle du transport en commun qui va desservir notre ville avec l'arrivée du tram et des différents nouveaux espaces va aussi nous aider, dans les années à venir, à avoir peut-être moins besoin des véhicules et par conséquent moins besoin d'espaces de stationnement. Il faut donc réfléchir un peu plus largement que le simple fait de dire que qu'une voiture me gêne.

Sur les véhicules ventouses, Madame Baron, nous les signalons à la police et il faudrait qu'elle fasse son travail. En effet, s'il y a une « police » municipale – je suis pour ma part très dubitatif sur le nom – que nous sommes obligés de faire à Choisy, c'est aussi parce que la police régaliennne est beaucoup moins présente aujourd'hui sur le terrain. C'est ce travail que nous faisons aussi, mais les voitures ventouses, c'est à eux de les enlever, ce n'est pas à la Ville, et il faut peut-être s'adresser aux bonnes personnes.

M. le Maire : Je suis sûr que Madame Brahimi va vouloir intervenir.

Mme Brahimi : Merci, Monsieur le maire, c'est parce que Patrick Hervy m'a invitée à participer à la discussion. Ce que je peux vous dire, c'est qu'avec Ali Id Elouali nous avons travaillé à élaborer un schéma de mobilité qui comprend plusieurs axes : les modes de déplacement doux, c'est-à-dire en aménageant des itinéraires cyclables, des pistes cyclables. Là-dedans s'intègre aussi le projet du Département d'élargissement du pont, les pistes cyclables qui accompagneront les nouvelles infrastructures de transport que sont le tram et le TZen 5, sachant que les offres de transport nouvelles que nous aurons à partir de 2021, 2022, 2023 contribueront aussi à faciliter les déplacements dans la ville.

Tout cela s'accompagne d'un réaménagement de l'espace public. Comme le dit Patrick Hervy, l'aménagement des itinéraires cyclables – par exemple dans le quartier des Gondoles Sud et dans le quartier des Gondoles Nord, puisque nous avons décidé de phaser d'abord sur ces quartiers – s'accompagne d'une réorganisation du stationnement. L'objectif pour nous est de permettre, justement, – vous avez raison Tonino – aux riverains de pouvoir se garer, d'éviter qu'il y ait du stationnement de rabattement de tous les usagers des transports en commun. D'où l'aménagement d'itinéraires cyclables. Vous avez vu que nous avons aussi des accroches à vélo sur toutes les grandes stations du TVM.

Donc à l'horizon de 2020-21, à Choisy-le-Roi tous les habitants bénéficieront, dans un rayon de 500 m autour de chez eux, d'un mode de transport en site propre qui garantira la régularité et la fréquence de ce mode de transport. C'est donc une démarche totalement globale, cohérente, que nous construisons progressivement.

M. le Maire : Merci, Madame Brahimi. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je sou mets aux voix cette délibération.

La délibération n°7 est adoptée à la majorité (2 votes contre)

M. le Maire : Je vous remercie. Je retiens la proposition de Frédéric Tisler. Je pense qu'en effet, il faut que la commission et le groupe de travail intègrent cette demande et que nous y travaillions très sérieusement. Je ne pense pas que cela aura d'incidence sur le travail concernant les linéaires stationnés et il est important d'intégrer cette demande. Je voulais le dire avant de faire voter, et je le fais après, mais je l'affirme.

TRAVAUX – URBANISME – CADRE DE VIE – RENOUVELLEMENT URBAIN

→ 8. Approbation du contrat d'intérêt national (CIN) sur le quartier du Triage

M. le Maire : Nous passons aux délibérations concernant l'urbanisme et le cadre de vie, avec une première délibération qui ne porte pas sur la ville mais qui la concerne fortement. Je veux parler de l'approbation qui nous est demandée du contrat d'intérêt national sur le quartier du Triage. Y avait-il des demandes d'explications sur ce sujet ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Ce n'est pas sur le sujet mais je voudrais vous demander une interruption de séance parce que je voudrais appeler ma femme, à qui j'ai dit que c'était un petit Conseil et que je serais rentré vers 22 heures. Je vois le temps que nous avons passé sur les premières délibérations. Là, cela risque aussi de prendre du temps. Cela me réjouit pour le public, venez souvent, mais ce n'était pas prévu au programme.

M. le Maire : Il n'y a pas d'interruption de séance, Monsieur Panetta. Vous pouvez sortir pour différentes raisons et pas uniquement pour donner un coup de téléphone. Le changement de lieu y fait peut-être, mais je trouve l'ensemble de mes collègues très en verve ce soir.

Sur le sujet du Triage, pour être plus sérieux parce que je crois que c'est une délibération importante, pour vous donner quelques éléments sur cette opération, Patrice Diguët, peut-être.

M. Diguët : Monsieur le Préfet nous a informés d'un projet de contractualisation sur un contrat d'intérêt national sur le secteur du Triage à Villeneuve-Saint-Georges. Les premiers ateliers techniques qui se sont tenus début octobre sous l'égide de l'EPA ORSA ont permis d'engager les premières réflexions avec la SNCF pour que nous soyons, nous, Choisy-le-Roi, un acteur partie prenante dans le schéma de déplacement et de mobilité du secteur de Triage et par voie de conséquence, de l'avenue de Villeneuve-Saint-Georges.

Effectivement, nous pouvons nous féliciter de ce processus en cours qui va dans l'intérêt des Choisyens et des Val-de-marnais. Créer de l'activité et donc des emplois dans l'enceinte de Triage, revitaliser cette zone économique en déshérence est une bonne chose.

Mais nous avons insisté, en tant qu'élus, sur la nécessité de créer les conditions d'un désenclavement du secteur Triage et de permettre ainsi aux poids-lourds liés aux activités économiques de ce secteur d'emprunter une voie de desserte les reliant au carrefour Pompadour, permettant ainsi de désenclaver totalement l'avenue de Villeneuve-Saint-Georges. C'est un vieux dossier qui se voit ainsi réactivé mais cette fois-ci, il est clairement acté par l'ensemble des acteurs territoriaux que la création de cette voie de desserte est une condition *sine qua non* à toute réalisation sur ce secteur. Il est d'ailleurs clairement acté dans l'article 3.2 du contrat d'intérêt national.

Il vous est donc proposé ce soir d'approuver le contrat d'intérêt national en affirmant le désenclavement du secteur de Triage vers le carrefour Pompadour ainsi que les besoins en équipement de nos territoires en adéquation avec les projets urbains.

M. le Maire : Merci. Madame Baron, puis Monsieur Panetta et Monsieur Id Elouali.

Mme Baron : Ce désenclavement, comme le disait Monsieur Diguët, est très important. J'ai vu qu'il était acté. C'est très important pour libérer la RD 138. Nous exigeons que ce soit le cas, que la desserte, qui est mise en exergue d'ailleurs, soit bien réalisée. Il est bien dit, d'ailleurs « mis en avant comme condition *sine qua non* du développement économique ».

Il faut absolument libérer avant de créer toutes ces activités économiques qui, en effet, apporteront du travail, mais cela va encore bétonner cet endroit, il y aura une activité de fret, il y aura 800 logements, il y aura une plate-forme d'échanges, ce sera très gros, mais il ne faut absolument pas que cela passe sur Choisy-le-Roi. Il y a assez de place de l'autre côté, Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, etc. Merci de m'avoir entendu.

M. Panetta : Monsieur le Maire, effectivement, c'est un peu l'Arlésienne qui revient. Au départ, nous voulions voter contre parce que c'est en effet la déviation qui prime sur tout. Nous nous sommes mis d'accord en réunion des présidents pour acter de manière ferme, mais je voudrais ici le réaffirmer, que tous ensemble, tous groupes confondus, si un début de programme, d'aménagement, appartements, économiques ou autres devait voir le jour sans cette déviation, nous serons tous unis pour lutter contre ce projet. Je voudrais que ce soit dit de manière solennelle. C'est une priorité absolue pour notre ville, c'est un combat de 30 ou 40 ans, cela mérite donc que nous soyons unis.

Je voudrais aussi donner une explication pour le public, qui est sensible, dont des représentants d'associations. Je voudrais dire que l'on ne peut pas ne pas voter cette résolution puisque cela va donner quand même une importance à cette réalisation. Ce n'est pas possible de voter contre un avis du Préfet qui place cela comme une priorité nationale, non, bien que nous ne donnions pas un blanc-seing. J'ajouterai aussi que le Territoire aura peut-être son mot à dire, s'il existe toujours d'ici là sous cette forme, puisque nous allons discuter du PLUI.

Pour le public, sur Choisy-le-Roi nous avons le PLU, qui remplaçait le POS. Le Territoire ayant pris la main, il va falloir édifier ces nouvelles normes qui s'appliqueront à notre ville, même si nous garderons, je l'espère, la main sur ce que nous avons décidé au préalable pour nos constructions. Mais rien n'est sûr, donc il faut que les Choisyennes et Choisyens comprennent qu'il faudra, si un impair devait voir le jour, une forte mobilisation de tout le monde parce que beaucoup de choses risquent de nous échapper et l'on voit qu'avec les Territoires, nous risquons de perdre la main. C'est la principale et grande inquiétude pour l'avenir et la faisabilité de ce projet. Merci.

M. Id Elouali : Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir chers collègues. Très rapidement, je souscris totalement à ce qui vient d'être dit. Je voudrais souligner que nous avons là une situation très ancienne, très complexe. On comprend qu'une activité économique doive voir le jour, ce qui est très normal. Pour autant, cette activité économique ne devrait surtout pas se faire au détriment du cadre de vie des Choisyens. C'est pour cela que je me réjouis du terme même des réserves, parce que nous exigeons – c'est un terme beaucoup plus fort que ce qui a été présenté initialement. Cela montre bien notre volonté d'être extrêmement vigilants. J'aimerais, Monsieur le Maire, que nous soyons très vigilants et que nous soyons presque dans une démarche proactive en termes d'information, que nous soyons dans une information continue auprès des instances et des acteurs, des parties prenantes du projet, mais que nous soyons aussi des relais d'information auprès des riverains et des quartiers concernés, aux Gondoles Sud. Merci.

M. le Maire : Madame Brahimi.

Mme Brahimi : Cela fait plusieurs années que nous sommes confrontés à ce sujet. Il y a eu énormément d'études. Pour ma part, j'ai toujours été convaincue que nous n'arriverions à sortir de ce sujet et à obtenir la déviation que s'il y avait en effet un projet d'intérêt national sur le site de Triage, et c'est le cas.

Je voulais répondre à Tonino Panetta et lui dire que nous étions tout à fait favorables à sa proposition de nous opposer fermement à tout projet s'il n'y a pas une voie de desserte

dédiée à ce projet et si nous n'obtenons pas la déviation de la RD 138. Au nom de mon groupe, je souscris donc pleinement à sa proposition.

M. le Maire : Quelques éléments d'éclairage, parce que tout le monde n'a pas la notice ni le contrat sous les yeux. L'article du CIN auquel faisait référence Patrice Diguët, c'est le 3.2, dit ceci :

« Une voie de desserte pour désenclaver le site et permettre le projet.

Le projet économique de logistique urbaine, qui contribuera au développement du Territoire et des communes, devra se raccorder au réseau routier existant afin de desservir Paris et les communes environnantes. Ce raccordement ne sera pas possible par les accès existants, (RD 138), ni par la RN6 en raison de la saturation de ces axes, particulièrement en termes de trafic poids lourds.

Ainsi, la réalisation du projet suppose la construction d'une nouvelle voie de desserte pour désenclaver le site en évitant les traversées des quartiers d'habitation.

Cette voie de desserte permettra également de faciliter le fonctionnement de la nouvelle base arrière de maintenance que la SNCF souhaite construire sur le site. »

Je me suis permis de vous lire le texte lui-même parce qu'il est très important, comme cela a été signifié par les uns et par les autres. Par rapport à ce que vous évoquiez, notamment les signataires de ce CIN, il faut dire qu'il n'y a pas que la Ville de Choisy-le-Roi qui signe, regardez l'ensemble des signataires. Il y a l'État, la Région, le Département, Grand Orly Seine Bièvre, la Ville de Choisy-le-Roi et la Ville de Villeneuve-Saint-Georges.

C'est l'ensemble de ces partenaires qui sont liés à la signature pour la réalisation du CIN. Ce que nous votons ce soir est donc un acte fort. Nous sommes ici attentifs à la question de la RD 138, mais à travers l'ensemble du projet, c'est la question aussi de la logistique et du développement économique de cette partie du territoire. C'est aussi cela qui est en jeu. Il y a la question de nos riverains mais il y a aussi le désenclavement du site et l'activité économique que cela peut générer au regard de la spécificité de Choisy-le-Roi et de la perte des 10 000 salariés de l'époque industrielle que nous avons sur notre ville. Cela participe aussi à cette démarche économique.

Permettez-moi aussi, il est rare que je le fasse, de changer de casquette et de parler en tant que Vice-président du Conseil Départemental. Au Département, avant que la délibération passe, j'ai discuté avec mon Président. Il fallait que cet article soit inscrit. En effet, le Conseil Départemental a déjà voté cette délibération du CIN et c'était suspendu à la décision choisyenne que ce soit inscrit. Puisque mon collègue Id Elouali nous invite à être proactifs, j'ai dit déjà que nous avons été proactifs deux fois. La première fois, au moment des ateliers qu'avait convoqués le Préfet, où à l'époque nous avons déjà prévenu que nous bloquerions la RD 138 si la démarche du désenclavement n'était pas mentionnée et si la nouvelle route n'était pas mentionnée.

Nous avons été plus loin, de manière à la fois sérieuse et ironique. Je m'excuse pour la personne qui est parmi nous dans la salle, mais lui avons dit : « et si vous voulez, nous allons vous faire connaître quelqu'un qui sera d'accord avec nous et, croyez-moi, elle saura défendre le projet. » Elle se reconnaîtra. Nous l'avons dit au Préfet, parce qu'il ne connaît pas encore cette dame – excusez-moi, j'ai dit que c'était une dame – cette personne.

Deuxième chose : j'ai créé un petit émoi auprès de ma collègue Maire de Villeneuve-Saint-Georges, parce que j'ai écrit une lettre en mentionnant que la Ville de Choisy-le-Roi s'opposerait et ne signerait pas le CIN si cette question n'était pas mentionnée. Certains qui

sont dans la salle étaient présents lorsqu'il y a eu les discussions avec Madame la Maire de Villeneuve-Saint-Georges et ont pu voir que cela a été électrique.

Cela a donc été réglé. C'est inscrit, nous sommes contents d'être parvenus à ce processus et nous continuerons. Il reste, cela étant, un petit détail important.

C'est pour cela que la Maire de Villeneuve-Saint-Georges, le Président du Conseil départemental et moi-même, nous avons cosigné une lettre à la SNCF. En effet, la SNCF est actuellement en train de faire des travaux de décaissage et nous lui demandons d'être très attentive à ces travaux pour que les transports ne se fassent pas par la RD 138 mais par ferroutage. Nous attendons toujours la réponse. Je ne crois pas que les travaux aient démarré, mais c'est dans la suite de la démarche. Même si ce sont deux choses un peu différentes, c'est aussi sur le site du Triage.

Soyez donc assurés en ce qui concerne le Maire, la Majorité et, plus largement, l'ensemble des élus présents dans notre Conseil, que nous serons aux côtés de la population et que nous appellerons même la population à être à nos côtés s'il faut bloquer la route, et nous la bloquerons. Je veux être à la fois solennel et très ferme, parce que l'on ne peut pas, lorsque l'on est à côté, dire « ce n'est pas grave, c'est à Choisy-le-Roi ». Ce n'est pas possible, tout ne peut pas passer par la RD 138.

Excusez-moi de m'être un peu emporté, mais je voulais quand même affirmer ce point de vue. Nous passons au vote, si vous en êtes d'accord.

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.

→ 9. Dénomination de la nouvelle voie de la ZAC des Troènes : allée Simone Veil

M. le Maire : Nous poursuivons avec la dénomination d'une nouvelle voie dans la ZAC des Troènes. Vous savez que chaque fois qu'il y a des opérations d'aménagement, il y a de nouvelles rues, de nouveaux accès qui sont créés. Nous vous proposons le nom de Madame Simone Veil pour cette nouvelle allée dans le quartier des Troènes. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, une fois n'est pas coutume, je félicite le Bureau municipal, ou ceux qui ont participé au choix du nom à donner à cette voie. A titre personnel, j'admire profondément Madame Simone Veil. Je crois d'ailleurs que c'est partagé par l'ensemble des Françaises et des Français, quelle que soit leur appartenance politique. Son combat est toujours d'actualité, ce qui nous fait mesurer, à l'époque où elle s'est emparée de certains sujets, les risques qu'elle a pris. Je suppose que tout le monde ici connaît son histoire et l'exemple qu'elle doit être pour nous.

Car Madame Simone Veil, bien qu'elle ait appartenu à un certain parti, a toujours eu comme point de mire l'intérêt supérieur de ses concitoyens et je me réjouis que dernièrement beaucoup de personnes prennent à leur compte cette façon de faire de la politique. Cela ne veut pas dire que nous serons d'accord sur tout mais son exemple de courage, d'objectivité, de don de soi doit être un exemple, et notre groupe est particulièrement heureux que Choisy-le-Roi puisse l'accueillir, bien que ce soit une allée. Mais nous n'avons pas d'avenue à baptiser et en commission on nous a dit très justement qu'il y avait des avenues dans lesquelles il y avait peu d'habitants, voire personne, et c'est une allée où il y a aura de nombreux habitants qui se réjouiront d'avoir sur leur courrier leur adresse mentionnant Madame Simone Weil, et nous tous avec.

M. le Maire : Merci. Madame Baron.

Mme Baron : C'est un peu ce que je voulais dire aussi. C'est très honorable pour cette grande dame. C'est une icône de la lutte pour les droits de la femme. Elle a été aussi, cela n'a pas été dit, une des figures de la construction européenne, présidente du Parlement. Comme pour Madame Rosa Parks, j'aurais préféré que, plutôt qu'une voie ou une petite allée, ce soit une rue ou une avenue, mais c'est très honorable. Merci.

M. le Maire : Merci, sachant que cela s'inscrit dans un nouveau quartier. Cette allée va donner sur la Seine avec un *deck* qui devrait ouvrir aussi la vision sur la Seine. Il n'y a pas d'autre demande d'intervention ? Madame Élodie Massé, avec qui nous allons signer mercredi prochain la charte Égalité hommes/femmes ici, vous pouvez voir que cela fait de nombreuses fois que nous donnons des noms de femmes, et de femmes engagées, dans cette ville, pour équilibrer un peu les noms de rues.

Mme Massé : Excusez-moi, Monsieur le Maire, je pense qu'il y a du chemin avant de rattraper le retard. C'est ce que dit ma collègue Nadine Luc. D'ailleurs, puisque nous sommes très nombreux ce soir, nous vous invitons, évidemment, à revenir au Royal la semaine prochaine assister à la table ronde qui aura lieu avec Françoise Héritier et Frédérique Matonti, à 19 heures. J'en profite pour faire un peu de publicité.

M. le Maire : C'est bien pour cela que je vous ai donné la parole, c'était un tremplin pour le faire. Monsieur Panetta, pour une intervention très courte.

M. Panetta : Vous évoquiez, et j'ai lu dans l'éminent journal Choisy Infos sur la signature de cette charte. J'en profite pour poser une question à Madame Massé. C'est vous, Monsieur le Maire, et Madame Massé, qui la signez, ce qui est très bien, mais je m'interrogeais : où l'ensemble des conseillers municipaux peuvent-ils la signer ? J'aurais été ravi de signer une telle charte.

M. le Maire : Il faut attendre 2021, éventuellement, Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je pose une question. Ce ne sera pas 2021, puisque ce sera vraisemblablement 2020 aux dernières nouvelles, *a priori* il y a un problème de constitutionnalité. Cela dit, il n'est pas question ici de Majorité, de ceci ou cela. C'est quand même quelque chose qui touche l'ensemble de nos concitoyens et concitoyennes, c'est un combat auquel je suis très sensible et je pense qu'une charte signée par l'ensemble du Conseil municipal à l'unanimité, sauf si, bien sûr, quelqu'un ou quelqu'une s'y opposait, aurait une force assez considérable, surtout si l'ensemble des Villes françaises faisait la même chose. Merci.

M. le Maire : Élodie Massé.

Mme Massé : Je vais vous répondre, Monsieur Panetta. Vous avez déjà eu une précédente note en Conseil municipal donnant délégation au Maire. Donc c'est l'ensemble du Conseil municipal qui a donné délégation au Maire pour qu'il signe. Par conséquent tout le monde a été associé à cette signature lors de cette délibération qui a, il me semble, été votée à l'unanimité.

M. le Maire : Merci. Je sou mets aux voix cette délibération.

La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité

M. le Maire : Je vous en remercie. L'allée des Troènes s'appellera donc allée Simone Veil.

→ 10. Approbation des nouveaux statuts du SAF'94

M. le Maire : Nous poursuivons avec les nouveaux statuts du SAF'94 que nous avons à approuver et également la désignation d'un suppléant. Peut-être, Monsieur Diguët, pouvez-vous nous expliquer la démarche ?

M. Diguët : Lors de la dernière séance du comité syndical du SAF, au mois de juin dernier, nous avons été amenés à modifier les statuts pour permettre au Territoire nouvellement créé de pouvoir adhérer au SAF. Parallèlement à cela, nous avons également pris la décision d'instituer la désignation de suppléants aux titulaires présents, en sus des représentants titulaires, ce qui permettra notamment de pallier les questions de quorum pour les réunions du comité syndical.

En même temps, nous précisons dans ces nouveaux statuts comment sont couvertes les dépenses de fonctionnement, mais c'est un détail technique qu'il serait un peu trop long de développer.

Ce soir, il est simplement demandé au Conseil municipal d'approuver la modification des statuts du SAF tels que je viens de les présenter et la désignation d'un suppléant que nous vous proposons d'être Monsieur Bernard Athéa, sachant que je suis moi-même titulaire.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je n'en vois pas, je sou mets donc au vote cette délibération.

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.

→ 11. Approbation de la Convention de gestion des espaces extérieurs de la dalle Barbusse Clémenceau

M. le Maire : Nous arrivons donc à la 11^e délibération – je dis cela pour les personnes de l'assistance – l'approbation de la convention de gestion des espaces extérieurs de la dalle Barbusse Clémenceau. Ce sont des adaptations avec Valophis sur des répartitions et des mises à jour. S'il n'y a pas d'observation, je sou mets au vote cette délibération.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.

→ 12. ZAC des Hautes Bornes : approbation de l'avenant n°3 du contrat de concession entre la Ville de Choisy-le-Roi et la SADEV 94

M. le Maire : Nous partons à la ZAC des Hautes Bornes, avec l'approbation de l'avenant n°3 du contrat de concession entre la Ville de Choisy-le-Roi et la SADEV, et le compte rendu d'activité de la ZAC. Nous présentons les deux en même temps mais les votes seront dissociés. Monsieur Diguët.

M. Diguët : Le document qui vous a été remis fait état de l'ensemble des actions menées par l'aménageur au cours de cet exercice 2016. Je ne vais donc pas y revenir dans la mesure où il est très explicite.

Le point le plus marquant de cette année 2016 a été l'approbation de la modification du programme des équipements publics, consistant à acter la surface, le montant de l'investissement et le financement de l'équipement sportif qui a fait l'objet d'une présentation publique dans le cadre de l'opération « Un projet dans mon quartier » par l'agence Mars Architectes.

Je vous rappelle que le périmètre de la ZAC est intégré aux études préliminaires du NPNRU auxquelles l'aménageur sera associé. De même, l'enfouissement et le financement des lignes à haute tension ont été actés. Une grande partie des logements prévus dans cette ZAC a été livrée au cours de l'été et de l'automne 2016. Le montant des dépenses réalisées au 31 décembre 2016 s'élève donc à 18 926 087 euros hors-taxes et le montant des recettes à 18 631 023 euros hors-taxes. Ce budget devrait s'équilibrer en finalité puisque le montant des recettes et dépenses prévisionnelles s'élève à 24 527 818 euros hors-taxes.

Pour finir, le contrat de concession que nous avons actuellement avec la SADEV étant initialement prévu pour se terminer le 5 juin 2018, il est nécessaire de proroger cette durée de quatre années supplémentaires afin de permettre l'aboutissement des derniers programmes de construction qui sont, je vous le rappelle, l'équipement sportif, la résidence senior, le lot d'activités et les logements du lot n°6.

Il vous est donc demandé de voter ces deux délibérations.

M. le Maire : Le vote de ces deux délibérations est dissocié. Y a-t-il des remarques sur l'approbation de l'avenant du contrat de concession entre la Ville de Choisy-le-Roi et la SADEV sur la ZAC des Hautes Bornes ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : C'est juste une explication de vote. J'ai une méfiance sur le fonctionnement de la SADEV, relayée par la Cour des comptes. De plus, il y a cette histoire avec la SEMORLY où la SADEV a remboursé des études à la SEMORLY, ce qui ne m'a pas du tout convaincu.

Techniquement, il est peut-être obligatoire de votre part de reconduire ce contrat pour terminer le projet, je suppose, mais sur certaines questions posées par la Cour des comptes les réponses n'ont pas toutes été apportées, notamment le fait de se réunir à l'étranger pour délibérer sur les comptes. À croire que l'air à l'étranger rend plus intelligent ou plus incisif sur les comptes. Nous allons donc nous abstenir.

M. le Maire : Monsieur Druart.

M. Druart : J'ai une petite remarque au sujet du lot n°6, qui n'est pas encore livré et qui apparemment est à destination de logements, ce qui densifierait encore plus ce quartier. Ce lot n°6 est-il toujours à destination de logements, y a-t-il un permis de construire valable actuellement ? Si c'est le cas, ce serait bien malheureux parce qu'ayant rencontré les habitants. Ce serait bien que ce lot soit transformé en parking souterrain avec un parc de proximité en surface. C'est une suggestion. Merci.

M. le Maire : Merci. Je crois que cela fait partie de votre tribune, que tous les Choisyens ont pu lire, parce qu'ils lisent tous les sept tribunes avec beaucoup d'attention. Monsieur Diguët, une réponse ?

M. Diguët : Le lot n°6 est toujours à destination de logements parce que c'est l'équilibre financier de la ZAC, Monsieur Druart, on ne modifie pas la règle du jeu entre-temps. Il y a un équilibre financier à réaliser, il y a un programme qui a été voté, qui a été entériné par le Conseil municipal et c'est ce programme qui doit être terminé.

J'ai lu en effet dans la tribune qu'il fallait choisir entre le parking ou les terrains de jeux d'enfants. Vous me dites maintenant qu'il faut faire les deux. Je vais vous expliquer. Il était initialement prévu la création d'un parc pour enfants mais compte tenu du fait qu'il y avait les lignes à haute tension, nous avons sursis à cela. Comme nous avons obtenu l'enfouissement des lignes, c'est quelque chose qui redevient d'actualité et nous en avons informé les habitants de ce quartier. Il y aura effectivement un parc de jeux d'enfants après l'enfouissement des lignes à haute tension.

Nous en avons discuté longuement et nous nous rencontrons relativement fréquemment, Patrick L* et moi-même, mais nous avons décidé en commun, d'ailleurs, la création d'un groupe de suivi avec les habitants du quartier, composé d'un certain nombre d'élus qui rencontreront régulièrement les représentants des habitants de ce quartier pour étudier avec eux les possibilités d'amélioration et les griefs que nous devons prendre en compte pour améliorer la situation.

M. le Maire : Sachant d'un travail de proximité est déjà fait avec les habitants, et les démarches architecturales y ont répondu notamment.

Je sou mets aux voix l'approbation de l'avenant n°3.

M. Panetta : Explication de vote, nous allons nous abstenir sur l'ensemble.

La délibération n° 12 est adoptée à l'unanimité (12 abstentions)

→ 13. Approbation du compte-rendu d'activité de la ZAC des Hautes Bornes pour l'année 2016

M. le Maire : Je mets aux voix la deuxième délibération, sur le compte rendu d'activité.

M. Panetta : Abstention. Il faut savoir que ce sont des sommes considérables. Il faut que le public sache que dans l'Opposition nous n'avons pas de commissaire aux comptes, nous sommes bénévoles. Nous ne pouvons pas engager notre responsabilité sur des opérations aussi importantes en votant de telles résolutions. C'est pour cela que j'aurais plus apprécié un porté à connaissance. Je ne pensais pas que nous voterions. D'ailleurs, la plupart des personnes qui votent autour de la table n'ont pas lu le rapport. Je ne leur en veux pas, vu la complexité. C'est donc une responsabilité, une grosse responsabilité et vu les moyens que nous avons pour travailler, je ne vois pas comment nous pouvons sereinement nous prononcer sur des sommes et des engagements d'une telle importance avec le peu de moyens que nous avons. Nous faisons ce que nous pouvons et lorsqu'en plus, comme je l'ai dit tout à l'heure, la chambre régionale des comptes épingle la SADEV'94 qui pilote tous ces projets, nous avons plus que de la méfiance.

M. le Maire : Nous n'allons pas parler de la chambre régionale des comptes. C'est sur un sujet et c'est une recommandation, Monsieur Panetta. Ne faites pas peur aux gens, parce que vu la situation actuelle, on peut croire des choses, etc.

M. Panetta : C'est vrai, mais elle est importante et il faut que les gens sachent que nous sommes responsables et que nous n'allons pas nous aventurer dans des dossiers aussi importants, sauf lorsque l'on nous donnera les mêmes moyens que vous pour travailler. C'est ce fameux statut de l' élu dont tout le monde parle, c'est un peu comme la RD 138, peut-être qu'un jour il viendra. Merci.

M. le Maire : Sur le combat du statut de l'élu, nous sommes tous d'accord parce que c'est délicat et peut-être que les gens se rendent compte de ce que c'est que d'être élu dans une ville, que l'on soit d'ailleurs de l'Opposition ou de la Majorité. C'est une démarche très éphémère, volontaire et militante.

La délibération n° 13 est adoptée à l'unanimité (12 abstentions)

M. le Maire : Je vous remercie. Nous passons à l'autre compte rendu d'activité, celui concernant la ZAC du Port. Toujours Patrice Diguët.

→ 14. Approbation du compte-rendu d'activité de la ZAC du Port pour l'année 2016

M. Diguët : De même, le compte rendu d'activité de la ZAC du Port pour l'année 2016 a pour objet essentiel de faire le bilan de l'exercice comptable de l'année 2016 en tenant compte des différentes opérations réalisées au cours de cet exercice.

Vous avez pu le lire, malgré tout, dans la note jointe, le montant des dépenses réalisées s'est élevé à 265 629,33 euros TTC, qui correspondent pour l'essentiel au règlement de la finalisation des travaux réalisés sur le quai Fernand Dupuy et au décompte global et définitif des travaux réalisés par la société Eurovert sur le parc de la Grande Mademoiselle.

Le montant des recettes au cours de cet exercice se monte à 495 078,03 euros TTC, correspondant en majeure partie au solde de la participation de la Ville à la réalisation des équipements publics et à la location à l'entreprise Pichet des emprises de chantiers ainsi qu'au montant des travaux correspondants à la nécessaire réfection des espaces publics après travaux. Globalement donc à la fin de l'année 2016, le bilan de la ZAC est équilibré puisque le montant des dépenses et des recettes s'équilibre à 81 907 110 euros hors-taxes.

M. le Maire : Je vous remercie. Il s'agit ici aussi d'un rapport d'activité, comme pour la ZAC des Hautes Bornes et il nous est légalement demandé d'approuver ce rapport d'activité, étant non pas maître d'œuvre mais partie prenante de la démarche.

Y a-t-il des remarques ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous allons aussi nous abstenir, parce que cela concerne aussi des chiffres. Par contre, sur la réalisation nous pouvons être en désaccord sur beaucoup de choses mais à mon sens il y a eu deux réalisations qui méritent d'être relevées et nous avons d'ailleurs voté pour. Il s'agit de la résidence étudiante et hôtelière, qui est de qualité et constitue une belle réussite. Nos réserves portaient sur le fait qu'ils peuvent transformer cela en logements, c'est venu après coup parce qu'il leur fallait cette garantie s'ils ne la remplissaient pas. Or elle est remplie, donc très bien. Nous sommes là pour que Choisy-le-Roi avance, pour que cela s'améliore et, comme je vous le dis souvent, nous avons des idées dont nous sommes persuadés qu'elles feraient avancer Choisy-le-Roi et nous serions heureux que vous les repreniez. Vous en avez repris un peu pour la pseudo police municipale et lorsque vous faites des choses bien, nous vous le disons, parce que nous habitons Choisy, nous aimons notre ville. Cela fait 50 ans que je l'habite et je n'ai pas envie que cela empire.

Cela pour dire que la résidence Pichet seniors, d'après les maquettes que nous avons vues, et pour le dire à la salle, me semble effectivement un bel outil qui permettra à des personnes âgées qui aiment Choisy d'y rester. Là aussi, nous l'avons évoqué, nous y tenons, nous y sommes sensibles dans notre programme et ce sera dans notre prochain programme – et vous pouvez reprendre cela à votre compte.

Malheureusement, beaucoup de Choisyennes et de Choisyens déménagent, cela ne nous a pas échappé, mais certains restent très attachés à notre ville et souhaitent y rester à leur retraite. Or soit il y a des équipements trop chers, soit il n'y en a pas. Donc cette réalisation va dans le bon sens.

M. le Maire : Monsieur Tisler, s'il vous plaît, restez calme. Je vous donne la parole si vous voulez après.

M. Panetta : Il a le droit de réagir, c'est ainsi. Si même lorsque l'on dit que c'est bien, cela énerve Monsieur Tisler, c'est peut-être parce que ce n'est pas lui qui l'a piloté...

M. le Maire : je vous rappelle ce que nous nous sommes dit en réunion des présidents, Monsieur Panetta.

M. Panetta : il faut le dire à Monsieur Tisler.

M. le Maire : Il n'était pas en réunion des présidents, mais vous, vous y étiez.

M. Panetta : Son président devrait le lui dire.

M. le Maire : Peut-être le lui a-t-elle dit.

M. Panetta : Je ne vois pas pourquoi il s'énerve. Je n'ai pas dit que vous n'aviez rien fait, puisque je viens de dire que ces deux réalisations vont dans le bon sens. Mais il reste de nombreux Choisyennes et Choisyens qui souhaiteraient rester sur Choisy-le-Roi quels que soient leurs revenus. C'est donc pour dire que c'est bien, que cela va dans le bon sens et qu'il en faudra peut-être une autre, c'est tout. Merci

M. Tisler : Monsieur le maire, je demande calmement la parole. Si Madame Després avait été là, nous aurions été deux à nous énerver. Je viens quand même d'entendre Monsieur Panetta dire que pour des personnes âgées – nous parlons bien de personnes âgées – il n'y a aucune solution pour qu'elles puissent rester sur la ville autre que des choses qui coûtent trop cher. Je rappelle à Monsieur Panetta qu'il y a deux résidences de personnes âgées gérées par la Ville, qu'elles ont été complètement refaites dans le précédent mandat et que cela a été ma responsabilité et ma fierté, que les tarifs de location des studios de ces résidences sont entre 400 et 450 euros, de mémoire.

On reverra le verbatim de votre intervention. Devant le public nombreux de ce soir, moi je dirai que sous vos propos il y a souvent des approximations et des contrevérités, et vous venez de le montrer, Monsieur Panetta. Parce que lorsque l'on relira votre phrase, tout le monde pourra voir que vous avez dit qu'il n'y avait rien pour que ces personnes âgées restent en ville.

Nous avons une politique importante de maintien à domicile et nous avons deux établissements qui, au total, comportent autour de 150 studios et qui permettent aux personnes âgées de la ville d'y rester. Nous avons contribué à la création de l'EHPAD Léger. Nous avons également contribué à la création de l'EHPAD Chantereine. Ils ne sont pas gérés par nous et parfois leur gestion nous pose problème, mais ils ont en tout cas le mérite d'exister. Donc les personnes âgées de la ville, Monsieur Panetta, qui n'ont pas forcément des moyens financiers ne sont pas obligées de la quitter. Elles ont des solutions pour y rester et c'est un programme important de la municipalité. Madame Després n'est pas là. Si elle avait été là, je l'aurais laissé intervenir mais elle serait certainement intervenue avec la même passion qui est la nôtre, qui est de gérer cette ville. Notre passion, ce n'est pas le mensonge.

M. Panetta : Monsieur le Maire, cela demande réponse, sinon nous quittons la salle.

M. le Maire : Mais non !

M. Panetta : On vient de me traiter de menteur !

M. le Maire : Ce serait dommage pour la délibération qui vient ensuite, votre vote ne serait pas compté, Monsieur Panetta.

M. Panetta : Nous sommes en démocratie, Monsieur Tisler est coutumier du fait.

M. le Maire : Peut-être a-t-il mal compris vos propos. Si vous pouvez mieux les expliciter...

M. Panetta : Il a plus que mal compris. Je vais les expliciter.

M. le Maire : ...d'une manière très claire, concrète et concise.

M. Panetta : Je vais répondre d'une formule que je n'aime pas utiliser. Monsieur Tisler est un politicien qui se voudrait habile et qui essaye, par certains propos au Conseil municipal...

M. le Maire : Soyez sur le sujet et non sur la personne, Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, je suis sur le sujet. Lorsque la vérité, lorsque des choses importantes sur Choisy-le-Roi sont exprimées, Monsieur Tisler, cela fait maintenant sept ans que je le pratique, qui a des désaccords profonds avec vous, à chaque Conseil municipal essaye de faire croire à une majorité de façade, de faire corps avec cette Majorité municipale...

M. le Maire : Je ne vois pas le rapport avec les personnes âgées, Monsieur Panetta.

M. Panetta : C'est le sujet. Il est prêt, et Madame Després est coutumière du fait aussi, à nous traiter de menteur. Si j'ai mal exprimé une idée, je veux peut-être bien l'admettre. Monsieur Tisler vient de nous dire qu'il y a une place pour chaque personne âgée à Choisy-le-Roi. Toutes les demandes que j'aurai, je les présenterai à Monsieur Tisler et croyez moi que si elles ne sont pas satisfaites il va entendre parler du pays, et on verra qui est le menteur.

Je n'ai pas dit qu'il n'y a rien à Choisy le Roi. J'ai dit qu'à l'heure actuelle nous connaissons tous l'existence de ces deux EHPAD, j'habite Choisy-le-Roi depuis plus longtemps que vous, Monsieur Tisler et je suis plus dévoué à votre ville que vous et je l'aime plus que vous, votre ville.

M. le Maire : Monsieur Panetta, ne tombons pas dans ces excès.

M. Panetta : Les excès, c'est Monsieur Tisler qui les a proférés. Lorsqu'on traite un conseiller municipal de menteur à seule fin de manipulation politique, c'est scandaleux et je vous attends sur le sujet du SIRESCO, Monsieur Tisler, où vous avez de nouveau tiré votre veste pour aller dans le sens de vos partenaires de la Majorité dont vous ne faites plus partie.

M. le Maire : Ah bon. Je ne vais pas commenter vos propos parce que je suis, moi, sur le sujet, mais je vois, de fait, que quand il y a du monde il y a beaucoup de spectacle. J'en suis satisfait parce que l'on voit qu'il y a une démarche démocratique, d'engagement, de conviction, qui va au fond des choses et qui donne un sens fort à la démarche politique.

Cela étant, ce qui nous préoccupe n'est pas cela, c'est le vote du rapport d'activité, ce que l'on appelle le CRACL, de la ZAC du Port, où il y a peut-être des personnes âgées qui habitent et qui seront peut-être satisfaites d'aller dans nos RPA ou dans les résidences EHPAD.

Nous passons donc au vote. Je vous rappelle que nous en sommes à la délibération sur le CRACL du Port. Normalement, vous devriez vous abstenir si j'ai bien suivi la séance que je préside.

La délibération n° 14 est adoptée à l'unanimité (12 abstentions)

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ 15 Demande d'adhésion au Syndicat intercommunal pour la restauration collective (SIRESCO)

M. le Maire : Nous passons à la délibération 21, qui devient la 15^{ème}, concernant la demande d'adhésion au Syndicat intercommunal pour la restauration collective. Madame Arnaud, pour une explication de la délibération.

Mme Arnaud : En 2014, l'exécutif municipal a entamé une réflexion sur le mode de gestion de certains de nos services et au vu des contraintes budgétaires et de la baisse des dotations qui pèsent de plus en plus lourd sur les budgets des collectivités territoriales.

Depuis 2015 nous avons donc réfléchi sur l'amélioration de la qualité de notre restauration. C'est dans cet état d'esprit que nous avons étudié la possibilité d'une mutualisation et ce, dans le cadre d'une optimisation budgétaire.

Aujourd'hui, la restauration collective, c'est la production de plus de 3500 à 3800 repas par jour, servis en direction des scolaires, les enfants et leurs encadrants, en direction des personnes âgées, soit livrés à domicile, soit servis aux résidences Frachon et Brossolette midi et soir ou à la cuisine centrale, ainsi qu'aux agents communaux au self.

Cette démarche en vue d'une mutualisation de notre restauration collective porte sur le processus de fabrication et de livraison des repas.

Comme nous l'avons toujours dit, cette démarche ne relève pas uniquement de préoccupations budgétaires. Si notre démarche d'économie est importante, voire primordiale, nous sommes sur une approche globale de la restauration collective : rester et maintenir en gestion publique la production culinaire, garantir l'avenir du personnel qui garde son statut et des conditions de travail comparables à celles qu'il a aujourd'hui, maintenir le site de production à Choisy-le-Roi, améliorer la qualité des repas dans l'assiette de nos enfants sans impact sur les tarifs payés par les parents – produits bio, Label Rouge, circuits courts, et je rappelle à ce propos que dans le circuit court il n'y a pas de notion géographique mais une notion de vente directe ou au maximum avec un intermédiaire – également se mobiliser dans la lutte contre le gaspillage alimentaire. La Ville garde la politique tarifaire des repas, la Ville reste le seul interlocuteur dans la relation aux usagers, telle que par exemple les commissions restauration avec les parents et la communauté éducative, la Ville continue de prendre en charge la facturation aux parents, enfin la Ville garde la responsabilité des offices et des réfectoires.

A ce propos, je rappelle que trois commissions restauration – qui regroupent, je le rappelle, les parents d'élèves, la direction des écoles, les responsables de la cuisine, la diététicienne,

le service entretien, le service enfance, la direction générale et les élus – se sont tenues en 2017, en janvier, avril et juin. Tous les sujets concernant les repas, l'organisation de la pause méridienne et même les commandes y ont été abordés.

Au mois d'avril, les parents avaient souhaité rencontrer SIRESCO. Cette rencontre a eu lieu au mois de juin durant plus de deux heures et a permis aux parents de poser toutes leurs questions et leurs interrogations, auxquelles il a été répondu. Les parents avaient même souhaité visiter la cuisine d'Ivry. Le syndicat intercommunal était tout à fait d'accord et avait même envisagé d'y emmener des enfants dans un cadre pédagogique. Malheureusement le retrait du point de l'adhésion au SIRESCO au Conseil municipal du 28 juin n'a pas permis la réalisation de cette visite. J'espère que la délibération de ce soir va nous permettre de reprendre ce processus et de réaliser enfin cette visite.

Je rappelle également que le dossier cuisine centrale a été présenté à chaque réunion de dialogue social depuis le 8 décembre 2016, soit sept réunions.

Je reviens sur les travaux d'études. Une commission de suivi composée des élus de la Majorité municipale a été créée. Une démarche a alors été entreprise vers plusieurs syndicats intercommunaux, dont SIDORESCO et SIRESCO. Ainsi que vous le précisez la notice, il ressort de ces réflexions que la mutualisation et livraison des repas au sein de cette structure intercommunale relevant, je le précise bien et c'est très important, du secteur public répondait à l'ensemble des objectifs fixés dans les échéances de mise en œuvre rapprochée.

Seul SIRESCO se positionne très clairement pour maintenir le site de production de Choisy-le-Roi. Il est, de plus, plus compétitif en termes de coûts de production que SIDORESCO et il est le seul permettant de réaliser une économie substantielle en offrant une qualité supérieure sur les approvisionnements en denrées alimentaires.

Actuellement, la part du bio à SIRESCO est de 14,6 %, dont 21 % de fruits et légumes et 17,95 % sur les produits laitiers. De plus le syndicat travaille avec des coopératives agricoles bio comme par exemple la coopérative bio d'Île-de-France. Il est l'un des quatre établissements pilotes dans la démarche « Mon resto responsable » initiée par la Fondation Nicolas Hulot – engagement social et territorial, assiette responsable et éco gestes.

La commission de suivi s'est réunie cinq fois depuis le mois de janvier, a rencontré SIRESCO, a posé moult questions.

Suite à cette rencontre, les élus ont eu la totalité des réponses à leurs questionnements et ce, dès le mois de mai. Il a alors été proposé de continuer cet échange avec les élus de la commission. Est-il besoin aussi de rappeler que l'ensemble des élus au Bureau municipal ont été destinataire des réponses ?

Suite à sa rencontre en juin avec les personnels de la cuisine et les organisations syndicales, Monsieur le Maire a proposé qu'une étude comparative soit menée par un cabinet extérieur entre une gestion en régie directe municipale et une gestion avec un syndicat public. Les résultats de l'étude menée par le cabinet Agriate montrent que seule la mutualisation permet, premièrement, des économies budgétaires significatives, deuxièmement, l'introduction de marqueurs qualitatifs, troisièmement, le maintien d'une restauration collective en gestion publique et le maintien d'un site de production sur notre Ville.

L'adhésion au syndicat intercommunal signifie le transfert de la compétence de restauration, qui prendrait donc en charge la fabrication des repas scolaires, celle pour les personnes âgées et celles en direction des personnels communaux.

La mutualisation des moyens signifie une transformation de notre site de production culinaire puisque mutualisé avec les autres sites de production du syndicat intercommunal. C'est donc une unité supplémentaire de production pour le syndicat, qui lui permettrait de fluidifier la production et de répondre au mieux au souhait de diversification formulé par ses adhérents.

Cela signifiera, suite à la demande d'adhésion officialisée, une réorganisation de l'ensemble des activités maintenues sur notre site choisyen – production, livraison, logistique, direction, etc.

Un travail très pointu devra être effectué pour le transfert de personnel, sur les conditions de travail, la rémunération, les droits acquis des fonctionnaires, les droits acquis des personnels territoriaux non titulaires.

L'ensemble de ce travail fera l'objet d'une nouvelle délibération au Conseil municipal ainsi qu'au comité syndical du SIRESCO. Dans le cadre de cette adhésion, la cuisine centrale est mise à disposition du syndicat intercommunal. Il faudra mettre en place entre la Ville et SIRESCO une convention de gestion, partager des lieux puisque, chacun le sait, sur ce lieu il y a la salle des fêtes, il y a les locaux administratifs du service entretien et il y a également le gardiennage du site.

Durant ces derniers mois, des craintes ont été exprimées pour savoir quelle serait la place de notre Ville dans le cadre de ce projet. Nous n'aurions, ai-je entendu, plus notre mot à dire dans les évolutions politiques, sur les projets nutritionnels, sur les menus.

Cela n'est pas exact puisque la Ville comptera trois délégués titulaires au sein du comité syndical. Nos élus administrateurs auront donc un rôle essentiel concernant la gestion, les coûts, les contrôles de qualité, etc.

A côté de nous, et comme nous, d'ailleurs, d'autres élus de tous horizons sont convaincus du bien et mieux manger pour tous. Pour assurer pleinement leur rôle au sein du comité syndical SIRESCO, nous vous proposons de créer un pôle restauration au sein de l'administration communale.

Quelques mots sur l'échéancier. Le processus complet entre la demande d'adhésion et le début de sa mise en œuvre opérationnelle nécessite presque une année entre le consentement du syndicat jusqu'à l'aval des différents préfets et, alors, une nouvelle délibération de notre Conseil municipal devra être faite conjointement à celle du comité syndical SIRESCO.

Il vous est donc demandé ce soir de délibérer pour présenter la demande d'adhésion de la commune de Choisy-le-Roi au comité syndical du SIRESCO et donc d'autoriser Monsieur le Maire à engager les démarches administratives nécessaires et signer tous les actes afférents à ce dossier.

Cela signifie qu'à l'issue de cette délibération un lourd travail nous attend – discussions approfondies avec SIRESCO afin de garantir la mise en œuvre de ce transfert dans le cadre de nos orientations et de nos objectifs, associer l'ensemble des parties prenantes et, comme je l'ai dit précédemment, veiller scrupuleusement sur tout ce qui touche au transfert des personnels, rémunérations, droits, conditions de travail ainsi que, dans le cadre de la commission restauration, continuer à associer tous les acteurs de la communauté éducative, coordonnateur, parents, diététicienne, concernant la qualité des repas servis aux enfants mais aussi les repas servis aux personnes âgées avec le comité d'usagers des RPA.

Voilà donc quelle est la démarche politique de la Majorité municipale. Ce chantier, à l'heure du bien manger, nécessite la réelle volonté de tous et, comme l'a écrit à la population

Monsieur le Maire, l'amélioration significative de la qualité des repas est bien ce qui anime aujourd'hui la volonté de la municipalité. J'espère avoir respecté mon temps de parole mais si quelque chose m'avait échappé, je vous rappelle que vous avez une notice explicative qui est extrêmement détaillée et complète, à laquelle vous pouvez vous référer. Je vous remercie de m'avoir écouté

M. le Maire : Merci, Madame Arnaud, pour cet exposé des motifs et l'explication de la délibération que nous avons à prendre ce soir. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Madame Baron, Madame Guinery, Monsieur Diguët.

Mme Baron : Je remercie beaucoup Madame Arnaud parce qu'elle nous éclaire sur beaucoup de choses. Ce dont je vais vous parler sera, après, vraiment détaillé lors de cet engagement fort qu'elle a pris devant nous.

Je tiens à signaler qu'en tant qu'élus, notre groupe n'a jamais été concerté. Informés, certes, nous le sommes souvent, nous recevons des e-mails, etc. mais pour ce qui est de la concertation, non, et nous ne faisons pas partie de cette commission. Nous apprenions donc que cette adhésion intègre un processus de mutualisation de moyens qui permettent au syndicat d'installer son site de production supplémentaire dans les cuisines de la Ville.

Madame Arnaud vient de corriger en précisant qu'il y aura une convention de partage. Nous avons effectivement le droit de nous poser la question du regard sur ces activités. Le but, vous l'avez dit aussi, n'est pas que de réaliser des économies et de lutter contre le gaspillage, mais il ne faut pas que cela se fasse au détriment de la qualité des repas de nos enfants. Madame Arnaud vient donc de prendre des engagements qui sont très clairs et je pense que cela sera respecté.

Quant au personnel de cuisine, je voulais aussi en parler. Nous apprenons que c'est seulement après l'officialisation de cette adhésion que l'on s'occupera de leur sort, de leurs conditions de travail. En attendant, je comprends mieux à présent tout le stress qu'ils ont éprouvé et pourquoi ils ont fait grève pendant 10 jours.

Par ailleurs, il est noté sur la délibération que la communauté éducative sera associée sur la question de la qualité du repas et plus largement sur les perspectives et les progrès à accomplir. Nous aimerions aussi que les parents d'élèves soient associés. C'est avant l'adhésion qu'il fallait en discuter. Si nous pouvons le faire, si c'est suspendu... je n'en sais rien. Il serait même indispensable qu'ils puissent visiter – je ne sais pas si cela a été fait pour Ivry – un ou deux sites.

[réactions dans le public]

M. le Maire : Je ne vais pas rappeler le règlement. Merci.

Mme Baron : Pardon ?

M. le Maire : Ce n'était pas à vous que cela s'adressait, Madame Baron. Poursuivez.

Mme Baron : Ah, d'accord. Mais c'est normal qu'ils soient émus et qu'ils s'expriment aussi. Il serait donc indispensable qu'ils puissent visiter un ou deux sites. Mais je ne comprends pas pourquoi il y a ces tensions. Ils vous demandent de visiter et vous disiez lundi, Monsieur le Maire, en conférence des présidents, qu'il n'y avait rien à cacher. Eh bien justement, montrez-leur qu'il n'y a rien à cacher. Discutez. Ils veulent visiter, ils visitent un, et si cela ne suffit pas, deux sites et ainsi, il y aura discussion, au lieu, et c'est d'ailleurs votre habitude, de nous mettre toujours devant le fait accompli. Nous avons des renseignements, nous avons des papiers comme cela, mais nous n'avons pas de discussion. C'est donc vraiment à

sens unique et nous sommes mis devant le fait accompli. Je vous le dis, et la ligne rouge, là, a été franchie, parce qu'il s'agit d'un sujet très important, c'est le repas quotidien de nos enfants. Il faut apaiser les gens, c'est important.

Pour toutes ces raisons, nous demandons de prendre le temps de la concertation, puisque ce sera effectif – nous ne sommes pas trop pressés – au second trimestre 2018, vous l'avez noté et au plus tard au 1^{er} janvier 2019, en attendant les engagements forts que vient de détailler Madame Arnould, ce dont je la remercie.

Nous allons donc nous abstenir en attendant ces engagements.

Ce qui est important aussi c'est que vous avez parlé de la création d'un pôle de restauration. Ils demandaient la création d'un groupe de travail mais si l'on ne les entend pas, cela ne sert à rien, en effet. Je pense donc que là, cela va avancer dans le bon sens.

M. le Maire : Merci, Madame Baron. J'ai inscrit Mme Guinery, Monsieur Diguët, Monsieur Panetta et Madame Brahimi pour le moment.

Mme Guinery : Bonjour à tous, chers collègues, Monsieur le Maire. Merci pour ce long rapport. Tout le monde était d'accord, en effet. Il a été décidé de travailler sur l'évolution des modes de gestion de la restauration collective dans le cadre de prospective financière. La recherche d'un repreneur privé a vite été écartée, effectivement. L'idée était de réaliser des économies tout en étant attentifs à la qualité des repas. Jusque-là, tout le monde est d'accord.

Aujourd'hui on demande au Conseil d'entamer un processus d'adhésion au seul SIRESCO, et cette demande pose différents problèmes à plusieurs égards : la démarche de sélection du repreneur, je passerai rapidement, la question de la qualité de l'alimentation, le devenir de la cuisine centrale et la pertinence budgétaire de ce choix.

Sur le premier point, la démarche de sélection du repreneur, cela a été dit. Après avoir rapidement cessé les discussions avec le SIDORESTO, autre syndicat de restauration, la municipalité s'est donc concentrée sur le choix du SIRESCO. Il existe, nous le savons, d'autres alternatives mais là n'est pas la question. Ce choix unique pose question. Après mobilisation des personnels en juin, l'audit de la cuisine réclamé depuis longtemps par plusieurs élus, y compris de la Majorité, dont notre groupe, a été lancé. Là encore, les méthodes de travail peuvent être discutables et discutées, et mériteraient plus de transparence. Le cahier des charges à destination du cabinet d'études n'a pas été rendu public, l'étude s'est déroulée pendant l'été de manière un peu confidentielle et le rapport produit par le Cabinet Agriate, certes rigoureux, proposant un état des lieux de la cuisine, d'ailleurs considérée comme tout à fait viable, balaye assez vite des pistes plus approfondies et conclut finalement par une démonstration de tous les avantages de ce syndicat.

Je ne reviens pas sur cette démarche, nous venons de le voir d'ailleurs et les parents du collectif « Bien manger à Choisy » l'ont exprimé : pas de visite sur le site tant que la demande d'adhésion n'a pas été faite. Nous pouvons donc nous interroger sur le sens que les uns et les autres nous donnons à la concertation, c'est-à-dire qu'il faut qu'une décision soit prise avant de discuter, mais passons là-dessus.

Ensuite, sur le SIRESCO lui-même, qui a d'ailleurs une démarche de communication très efficace, parlons-en, pourquoi pas. Voyons au niveau de ce qui est proposé.

Concernant le bio, je me fierai donc à son rapport d'activité annuel 2016, qui est très bien fait, d'ailleurs, et que l'on peut consulter sur son site. On nous parle de progression du bio. C'est vrai que par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui, tout est possible. Ce 15 %

de bio – excusez-moi d’être un peu technique, mais je vais être assez rapide – n’est pas en soi très significatif car en regardant de plus près, aux dires mêmes du rapport, la liste des produits bio, on découvre que sur ces 15 %, 14,6 exactement, la moitié concerne du pain. En d’autres termes, sur l’ensemble des produits utilisés par le SIRESCO, la part réelle de produits bio se réduit, en ce qui concerne les fruits et légumes et les produits laitiers, à une peau de chagrin.

Je passe sur le pain. Je crois d’ailleurs me rappeler qu’à un moment nous avons essayé de passer au pain bio, mais ce n’est pas parce que c’est bio que c’est bon et le pain bio n’est pas forcément très bon. Donc je trouve un peu limite de baser le pourcentage de bio sur le pain, mais passons. On peut aussi se poser des questions sur l’usage du pain dans nos cantines.

Ensuite dans ce rapport on parle de fréquence de service. En réalité, les ingrédients bio entrent dans 25 % des repas, mais, là encore, ce chiffre de 25 % est un peu biaisé parce que si j’utilise un ingrédient bio sur quatre pour cuisiner un plat, est-ce que ce plat est bio pour autant. Je passe là-dessus.

Sur la production locale, là encore les chiffres sont assez faibles. On peut lire 7 % de denrées issues de productions locales dont essentiellement, encore, le pain. Je sais que l’on aime le pain en France, et que la farine vient d’Île-de-France. Effectivement, il faut être lucide, le marché bio en Ile de France est limité et l’on ne peut pas faire du bio en Île-de-France partout. Justement, pour le reste on apprend qu’une part des produits vient du Val de Loire, ce qui est encore acceptable, et l’autre de Midi-Pyrénées. Pourquoi pas, une SCIC, de plus, ce qui a tout pour nous plaire. Mais une SCIC Midi Pyrénées pour produire de la viande, c’est-à-dire avec un déplacement de 800 km, est-ce raisonnable ?

En matière de développement durable, ce qui est proposé est effectivement une étape. Mais peut-on livrer 40 000 repas par jour en camion en Ile de France, et même au-delà puisque la structure du SIRESCO va jusqu’à l’Oise ? Donc peut-être moins de pesticides, mais plus de pollution, est-ce un progrès ou bien le contraire ?

Donc de manière générale, il ne faut pas confondre tous ces concepts, bio, circuits courts, proximité, label... il y a une très bonne communication là-dessus et si l’on amalgame le tout, on peut laisser penser que c’est très qualitatif mais l’important est de mettre tous ces termes en relation les uns avec les autres.

Je vais maintenant parler un peu de la cuisine centrale. Les choses sont plus complexes, il ne suffit pas de faire de la communication.

Sur le devenir de la cuisine et la spécialité qu’aurait cette cuisine, il y a eu plusieurs versions, mais le SIRESCO affirme en mai 2017 que la cuisine sera spécialisée dans les repas personnes âgées, selfs communaux et les résidences. On ne parle plus, comme la note du 7 juin, de la petite enfance et j’aimerais, en tant qu’élue à la petite enfance, vous dire quelques mots qui me tiennent à cœur. Il faut savoir que même si Choisy-le-Roi, apparemment, ne sera pas concerné, les repas pour les tout-petits sont très spéciaux. Il y a trois textures, trois grammages, des quantités, il faut tenir compte de nombreux paramètres.

Nous avons un personnel dans les crèches tout à fait formé à ces spécificités. La cuisine de la crèche Eiffel vient d’être refaite, donc aujourd’hui la confection des repas se fait au cas par cas. Est-ce qu’on imagine produire en liaison froide, donc avec moins de goût, plus de risques de manipulation, des repas pour les tout-petits ? Aujourd’hui, le SIRESCO nous dit que trois villes sont concernées, mais demain, que se passera-t-il ? Dans ce même rapport d’activité il est indiqué que la part des repas petite enfance a augmenté de 10 % en un an.

Très bien, c'est donc un secteur que le SIRESCO souhaiterait apparemment développer, d'autant plus – il le dit lui-même dans ce rapport – qu'il est proposé une étude en 2018 pour tenter de déployer les services de restauration petite enfance dans toutes les villes adhérentes. Cela pose question. Or cette hypothèse, qui a été proposée un temps aux crèches d'Ivry a vite été abandonnée pour les raisons que je viens de vous dire et dans les crèches municipales de Champigny, après un essai, la préparation des plats a été totalement abandonnée. Par conséquent, ce point dont on a très peu parlé jusqu'à aujourd'hui nous pose question même si, je le redis, Choisy-le-Roi n'est pas concernée. D'ailleurs, a-t-on parlé de cette question avec le personnel petite enfance ?

Sur la pertinence budgétaire, je vais être assez rapide. La question de la réforme du mode de gestion s'est posée dans le cadre d'une recherche d'économies. L'argument d'une note donne une économie qui serait de 300 000 euros avec l'adhésion au SIRESCO, mais quand on y réfléchit bien, par rapport à un budget de 70 millions d'euros qu'est-ce que cela représente ? Est-ce si vital, aujourd'hui, pour la Ville, de faire des économies précisément sur ce secteur aussi sensible, et nous le voyons ce soir ? La première économie n'est-elle pas déjà d'estimer la part du gaspillage actuel et d'en évaluer le coût ? Donc pour nous ce n'est pas encore une condition suffisante pour s'engager dans un tel processus.

Enfin, dernier point, le plus important, quelles sont les garanties pour l'avenir ? Quels seraient les termes du contrat ? Aujourd'hui, la Ville réaliserait des économies, certes, en choisissant la mutualisation. Mais demain, rien ne garantit la pertinence budgétaire, à terme, de ce choix. Quelle maîtrise du choix de l'alimentation, des coûts ? Quel pouvoir de décision, certes, pour les trois élus de Choisy au milieu des 20 villes adhérentes ? Beaucoup d'incertitudes.

Bien sûr, on peut se dire que cette focalisation sur les cantines scolaires vient du fait que la cuisine centrale doit évoluer, tout le monde le dit. Il y a bien longtemps d'ailleurs que cette question de l'alimentation, de l'organisation et de l'adaptation de la cuisine aux nouveaux besoins, de la formation du personnel aux nouvelles pratiques aurait dû être traitée. Mais c'est justement parce que c'est un secteur sensible qui est peut-être resté un moment en suspension que cela demande d'être traité avec le plus grand soin et avec surtout le consensus et l'adhésion de tous les acteurs. Et là, la pédagogie n'y est pas.

Mais revenons à cette question : pourquoi adhérer au SIRESCO ? Pourquoi le SIRESCO souhaite-t-il notre adhésion ?

Il faut le dire, même si le vote d'aujourd'hui ne serait apparemment qu'une simple formalité préalable à des concertations qui devraient s'engager, cette fois avec tous les acteurs, sur les conditions d'adhésion – donc rien ne serait joué finalement – il semble évident que le SIRESCO a beaucoup à gagner avec l'adhésion de Choisy-le-Roi, la cuisine centrale devenant la troisième unité de production du syndicat et lui permettant de développer davantage son offre. Mais vers quoi ? Nous en avons une petite idée avec ce que j'ai évoqué sur la petite enfance mais cela, nous n'en savons rien.

Donc, en conclusion, sur le fond si la mutualisation des moyens et des compétences n'est pas une démarche mauvaise en soi, encore faut-il que ce soit à une échelle raisonnable, au niveau d'un territoire pertinent et pas, comme cela nous semble être le cas, à l'échelle de ce syndicat aux structures un peu surdimensionnées qui s'étend jusqu'au département de l'Oise.

Il nous semble que cela va un peu à contre-courant de la tendance actuelle, du souci de démocratie directe, de meilleure proximité avec les citoyens, de maîtrise de l'alimentation. Retour aux produits locaux, développement de l'agriculture pour notre santé, pour

l'environnement, limitation des intermédiaires pour un lien plus direct entre consommateurs et producteurs, limitation des distances pour réduire de façon significative l'empreinte carbone, élaborer un vrai plan d'alimentation durable pour la ville de Choisy-le-Roi avec tous les acteurs, certes, se fixer des objectifs réalistes mais volontaristes en matière de lutte contre le gaspillage devrait être notre feuille de route en la matière, d'ici 2020 et après, fournissant ainsi un cadre commun à tous pour une alimentation de qualité dans la restauration collective.

Au vu, donc, des éléments précédemment développés, il n'est possible pour nous d'accepter un blanc-seing pour un organisme qui ne présente pas aujourd'hui de garanties suffisantes malgré des intentions affichées. Pour toutes ces raisons, notre groupe votera contre cette demande d'adhésion.

M. le Maire : Merci. Monsieur Diquet.

M. Diquet : Effectivement, il y a des choses qui s'annoncent. Il me semble pourtant important ce soir de bien redéfinir le contexte dans lequel nous allons débattre de cette délibération. Depuis déjà de nombreuses années, tous autour de cette table, nous le savons : les baisses des dotations de l'État grèvent largement notre budget communal et ce n'est pas fini. Puisque l'on peut faire de la politique fiction – on vient d'en faire – je peux également en faire : jusqu'à quand va-t-on grever nos ressources communales ?

À partir de ce constat, dès notre élection en 2014 nous avons pris collectivement au sein de la Majorité le parti de continuer les efforts entamés lors du précédent mandat et de rechercher de nouvelles sources d'économie financière sans remettre en cause, avons-nous dit, la qualité du service rendu à nos populations.

Nous sommes une municipalité de gauche avec à sa tête un maire communiste, un maire et une équipe qui n'entendent pas se résoudre à minorer ou à supprimer des pans entiers du service public pour offrir au privé une manne financière génératrice de profits.

Nous n'entendons pas répondre au vœu de ceux qui nous gouvernent, qui souhaitent ardemment que toutes les villes se ressemblent, que ce qui fait les plus d'une ville dirigée par un maire communiste disparaisse, se noie dans l'uniformité. Faire comme les autres, c'est-à-dire augmenter les impôts, faire payer les services rendus à leur juste prix, faire moins de social. Nous le disons très clairement, ce qui nous importe, c'est la vie au jour le jour de nos concitoyens et leur espoir de vivre mieux, c'est de créer des lendemains qui ne soient pas pour eux ceux des sacrifices, c'est leur donner leur juste place dans la société et dans la cité. C'est cela qui est important pour notre population et c'est cela qu'elle attend, et surtout pas des manœuvres politiciennes, de la politique spectacle ou la mise en œuvre par nos soins d'une politique d'austérité au plan communal.

Ce que nous proposons ce soir, ce n'est ni plus ni moins que le respect de cet idéal. Mutualiser le système de restauration communale nous permet de réaliser, nous l'avons dit, une économie budgétaire conséquente sans remettre en cause le statut de nos agents qui ne seront en rien perdants dans cette opération. Il n'y aura pas de transfert de personnel vers je ne sais quelle destination. Il n'y aura pas de remise en cause de leurs avantages liés à la fonction. Il n'y aura pas de délégation au privé d'une partie de nos savoir-faire. N'oublions pas non plus que nous n'avons eu de cesse, à travers cette proposition, de garder à l'esprit que cette mutualisation ne devait pas avoir d'impact sur la qualité des repas délivrés ni sur les tarifs pratiqués. Cette garantie, nous l'avons obtenue à travers les engagements pris par le SIRESCO. Nous allons de ce fait, par exemple, nous l'avons dit même si cela a fait sourire certains, pouvoir augmenter la part des denrées bio dans la composition des menus élaborés.

A travers l'ensemble de ces propositions nous répondons ainsi aux objectifs que nous nous sommes fixés tous ensemble au sein de cette Majorité au moment d'entamer cette étude : le maintien en gestion publique, ce que nous voulons, la recherche d'économies significatives, ce que nous obtenons, une amélioration de la qualité de l'assiette par un passage de 5 à 15 % de bio et l'introduction d'autres marqueurs qualitatifs – Label Rouge, AOC, circuits courts –, le maintien sur le territoire communal de la cuisine centrale et la garantie de conditions de travail comparables pour le personnel, l'absence d'impact de cette évolution du mode de gestion sur les tarifs payés par les familles et enfin la poursuite du travail sur le gaspillage alimentaire.

Vous l'avez compris, pour notre part nous voterons cette demande d'adhésion au SIRESCO.

Pour finir, cette économie ainsi réalisée, je le rappelle, sera partie intégrante du budget 2019 qui sera débattu au Conseil municipal en fin d'année 2018. Il serait intéressant et primordial de connaître dès maintenant quelle sera la position des élus qui ne voteront pas cette délibération ce soir, au moment de voter ce budget futur. Ce budget, nous, bien sûr, élus communistes, républicains et citoyens, nous le voterons sans état d'âme, même si nous savons qu'il ne nous permettra pas de mettre totalement en œuvre le projet de ville sur la base duquel la population nous a élus. Mais ce que je sais, c'est que cette demande d'adhésion ce soir, préfigurant je l'espère une adhésion définitive, pourra en partie nous aider à maintenir une vie associative riche de ses bénévoles mais ayant besoin de notre soutien financier et surtout nous aider à sauvegarder le quotient familial instauré dans notre ville et qui permet ce nécessaire effort de solidarité. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci. La parole est à Monsieur Panetta. Se préparent ensuite Madame Brahimi, Monsieur Ennaoura et Monsieur Hervy.

M. Panetta : Chers collègues, j'ai écouté attentivement la lecture des notes de chacun, puisqu'il est de bon ton de prendre des notes et de lire ces notes au Conseil municipal, ce que je peux comprendre de la part de Madame Guinery, qui a fait un exposé technique très intéressant, très pointu où, je dois dire, j'ai même appris des choses.

Pour ma part, depuis que je suis élu municipal, je m'exprime sans note, avec mes convictions.

Monsieur le Maire, vous demandez à Monsieur Diguët ou à tout autre conseiller de ne pas m'interrompre. Je n'ai interrompu personne.

M. le Maire : Allez-y, poursuivez. Je crois qu'il était hors micro, personne ne l'a entendu.

M. Panetta : Si, je l'ai entendu, Monsieur.

M. le Maire : Poursuivez, Monsieur Diguët ne dira plus rien pendant que vous parlez.

M. Panetta : Il pourra parler après, il peut répondre, c'est la démocratie. Moi j'écoute religieusement ce que vous dites.

M. le Maire : Nous allons faire de même.

M. Panetta : S'il vous plaît.

Lorsque l'on a des convictions, lorsque l'on aime sa ville, Monsieur Tisler, lorsque l'on aime les gens, Monsieur Tisler, nul besoin de notes. Nul besoin de bureau d'études pour m'indiquer ce que je dois penser. Nul besoin de SIRESCO pour savoir comment avancer,

parce qu'il y a une matière indispensable, c'est l'homme, et ma confiance, je la place dans l'homme.

Ce qui se passe aujourd'hui avec notre cuisine centrale me rappelle le combat des ATSEM. D'emblée, je me suis rangé aux côtés des ATSEM. D'emblée, je n'ai pas compris cet entêtement que vous avez eu à faire durer cette crise pendant deux mois.

Pour revenir sur le bio, est-il besoin de toutes ces notices techniques pour savoir ce que nous mangeons ? Est-ce si difficile que cela ? Les cuisiniers de la cuisine centrale ne savent pas quels sont leurs composants ? Nous avons une diététicienne, nous pouvons savoir où nous achetons les produits et Madame Arnaud nous a dit que ce n'était pas une question économique.

Or maintenant, on nous dit que c'est une question économique. Il faudrait s'entendre !

Pour notre part, notre groupe, je l'ai dit en début de séance, ne mégottera pas sur la santé et sur la sécurité de nos concitoyens. Mais à titre plus personnel, je suis assez effaré de voir que des gens qui se disent de gauche, des gens qui manifestent contre Macron, contre la réforme du code du travail, disant que c'est scandaleux, que cela remet en cause le statut des salariés, appliquent dans leur ville le même traitement aux employés. Moi je suis de tout cœur, depuis toujours et avant que je sois élu, avec les employés, surtout avec des gens qui travaillent de leurs mains. Parce qu'il faut les protéger, parce qu'ils sont attaqués de toute part, parce que le CDI est remis en cause. J'ai une entreprise et jamais en 30 ans je n'ai fait un CDD. Je ne pratique que le CDI et le respect des gens qui travaillent pour moi et si j'ai eu une certaine réussite c'est parce que je m'appuie sur leurs compétences. Nous faisons un travail de confiance qui peut être réalisée à Choisy-le-Roi avec les employés de la cuisine centrale et avec, d'ailleurs, les employés des autres services.

Pour autant, j'ai des désaccords avec certaines de leurs remarques. Nous ne serons pas d'accord sur tout. La mutualisation peut s'appliquer dans certains secteurs, mais certainement pas dans ce domaine. Comment voulez-vous faire croire que vous allez garder une qualité avec des repas noyés dans 40 000 repas, qui vont mettre 10 fois plus de temps pour arriver dans l'assiette de nos enfants ? On nous explique que la cuisine centrale va continuer à produire pour les personnes âgées, Monsieur Tisler, mais d'un autre côté on nous dit qu'elle ne peut pas perdurer parce qu'il faut passer par le SIRESCO pour élever la qualité, sinon, tous seuls, nous n'allons pas y arriver. Cela veut dire quoi ? Nous allons faire une cuisine à deux vitesses ? Vous allez vous insurger, Monsieur Tisler ! On va servir de la mauvaise nourriture aux personnes âgées et les enfants auront la super nourriture du SIRESCO ! Mais je rêve !

Et quel est notre rôle dans ce Conseil municipal ? Pourquoi avons-nous été élus ? Moi, si j'ai voulu être élu, c'est pour rendre service à ma Ville, c'est pour écouter les gens. Avec des divergences de vue, nous ne pouvons donc pas avoir tous les mêmes opinions. Mais ce sujet est un sujet qui me tient à cœur. Messieurs de la Majorité, il faut se retrousser les manches. C'est à nous qu'il appartient de faire fonctionner la cuisine centrale et de l'améliorer si elle doit être améliorée, bien que je m'interroge puisqu'elle nous a toujours été présentée, notamment par Madame Després, que vous avez citée et par vous, Monsieur Tisler, comme étant un fleuron de Choisy-le-Roi.

Que se passe-t-il maintenant ? Tout est à jeter, parce que vous allez faire confiance à un syndicat qui fait monter les prix dans d'autres domaines ? Comme l'a dit Madame Guinery, ils ont un intérêt et ce n'est pas le nôtre. Et en cas d'échec, quel rétropédalage ? Parce qu'elle fermera, la cuisine centrale, contrairement à ce que vous dites. Vous n'allez bien sûr

pas l'annoncer maintenant, mais quel est le but de ces mutualisations ? C'est de faire des économies et de fermer.

Alors, aujourd'hui où l'ensemble de la Majorité se plaint que nous soyons délestés de toutes les compétences communales pratiquement, vous allez volontairement dans ce sens en vous délestant d'une compétence ô combien importante, vous, Maire, Maires Adjoints, Conseillers Municipaux ?

Notre fonction aura tout son sens parce que je fais confiance aux gens qui aujourd'hui travaillent à la cuisine centrale pour nous dire comment améliorer la qualité. Mais peut-être que cela a un coût. Alors il faudra en discuter avec les parents, avec les syndicats, avec le personnel et je suis certain que nous tomberons d'accord parce que l'être humain, Monsieur Tisler, lorsqu'il est sincère, lorsqu'il ne manipule pas, lorsqu'il dit clairement les choses, il en ressort toujours du bon.

Pour nous, il est hors de question de voter cette résolution, et quel que soit le résultat du vote, j'indique dans cette salle que je combattrai pour que la cuisine centrale reste. Je serai auprès des employés et je ne laisserai pas faire que Choisy-le-Roi devienne une ville-dortoir. Parce que l'autre aspect, aussi, c'est que je tiens à ce que l'ensemble des employés reste à Choisy-le-Roi, parce qu'ils font leurs courses Choisy-le-Roi, parce que les commerçants ont besoin ne serait-ce que d'un seul habitant, parce que trop d'habitants partent, et s'ils vont travailler à Ivry, c'est à Ivry qu'ils achèteront leur baguette et non à Choisy-le-Roi, comme le font tous les gens qui sortent du travail et qui sont pressés de rentrer chez eux. Cela aussi, c'est un aspect important à considérer. Nous devons garder de l'activité à Choisy-le-Roi et surtout celle qui dépend de nous.

Nous voterons contre et nous lutterons pour que ce soit maintenu, quelle que soit la décision que vous prendrez.

M. le Maire : Merci Monsieur Panetta. Madame Brahimi. Se préparent Monsieur Hervy et Monsieur Aoummis.

Mme Brahimi : Monsieur le Maire, mes chers collègues, comme on l'a dit à plusieurs reprises, cela fait maintenant plus de deux ans que la Majorité municipale a engagé une réflexion sur l'amélioration du service municipal de la restauration et ceci pour plusieurs raisons.

La première était due, on l'a dit, au contexte budgétaire et aux décisions du gouvernement de diminuer les dotations aux collectivités locales. Ces décisions ont donné lieu à de nombreux débats au sein de la Majorité et au Conseil municipal. Au cours de ces échanges notre groupe a toujours admis et dénoncé le caractère brutal de ces mesures. Cependant, plutôt que de nous lamenter sans cesse, nous considérons qu'il y avait là l'opportunité de nous remettre en question, de revoir nos politiques publiques, de rechercher ensemble des économies possibles en luttant notamment contre le gaspillage, en recherchant des pistes de rationalisation ou de mutualisation de moyens pour maintenir et rendre encore plus efficaces les services rendus aux Choisyens.

La deuxième raison est que depuis de nombreuses années, et déjà au cours du mandat précédent, les élus de notre groupe ont demandé, notamment dans le cadre des discussions budgétaires, qu'il y ait davantage de produits issus de l'agriculture biologique dans les repas servis aux enfants, aux personnes âgées et aux personnels de notre Ville.

Pour des raisons budgétaires, l'intégration de produits bio s'est faite de manière très marginale. Par ailleurs, au mois de février 2013, le Conseil municipal a adopté à l'unanimité un agenda 21, programme de 110 actions de développement durable. Parmi ces 110 actions

plusieurs portent sur la restauration municipale avec l'engagement d'augmenter significativement la proportion de produits issus de l'agriculture biologique, de produits de saison, de produits locaux ou issus des circuits courts.

Enfin, si nous avons décidé de mener cette réflexion, c'est aussi parce que tout le monde s'accorde à reconnaître aujourd'hui que le fonctionnement de la cuisine centrale n'est pas satisfaisant et que la qualité des repas servis n'est pas au rendez-vous et en tout état de cause ne répond pas aux attentes de la municipalité ni aux attentes des usagers.

C'est donc dans ce cadre que nous avons envisagé pour la première fois il y a deux ans une évolution de notre mode de gestion qui pouvait prendre la forme d'une délégation de service public, la création de structure intercommunale, voire une adhésion à un syndicat intercommunal. Toutes les sensibilités de la Majorité municipale étaient alors d'accord pour travailler sur ces pistes. Les exigences que nous avons posées au préalable étaient claires : il n'était absolument pas question de transférer ce service au privé, la restauration municipale doit rester un service public. Il n'était pas non plus question de remettre en cause les emplois et les statuts des fonctionnaires municipaux ni leurs acquis sociaux et enfin, et c'est peut-être l'essentiel, ces évolutions ne devaient en aucun cas peser sur le pouvoir d'achat des ménages car, on le sait, de nombreuses familles rencontrent des difficultés malgré le quotient familial à assumer les frais de cantine pour leurs enfants.

C'est donc ainsi que la proposition d'adhérer au SIRESCO nous a été présentée au Bureau municipal. Le groupe des élus socialistes et républicains a émis alors les plus fortes réserves sur cette proposition. En effet, l'adhésion à un syndicat constitué de 19 villes n'était pas du tout ce que nous avons envisagé au départ. Nous avons donc exprimé notre crainte de voir que les mêmes causes pouvaient produire les mêmes effets, à savoir un fonctionnement rigide et complexe sur lequel nous aurions peu de prise.

Nous nous sommes également interrogés sur les modalités de gouvernance au sein d'un syndicat de cette taille. Enfin, nous avons fait part de nos inquiétudes quant aux conséquences d'une sortie d'un tel syndicat si nous n'étions pas satisfaits du service rendu.

Parallèlement, nous avons demandé qu'une réelle concertation soit engagée avec le personnel de la cuisine centrale, légitimement inquiet sur le devenir de leur statut et de leur emploi.

Dans le même temps, l'information d'une possible adhésion au SIRESCO a circulé parmi les parents d'élèves, suscitant également beaucoup d'inquiétude et d'émotion, car le sujet n'est pas anodin, il est même fondamental. La question de l'alimentation est essentielle.

Au cours de ces dernières années les associations, les médias ont mis en lumière les pratiques scandaleuses de l'industrie agroalimentaire et les mentalités ont évolué. Les citoyens aspirent désormais à une alimentation plus saine, plus respectueuse de l'environnement et de la santé. Ils veulent savoir ce qu'ils mangent et encore plus lorsqu'il s'agit de ce que mangent leurs enfants.

Nous savons aussi que ce sont d'abord les citoyens les plus modestes qui se nourrissent le plus mal et qui n'ont pas accès, pour des motifs économiques, à une alimentation de qualité. Pour certains enfants de notre ville, le repas pris à la cantine constitue le seul repas équilibré de leur journée.

Pour toutes ces raisons nous avons demandé qu'un audit soit réalisé, afin de disposer de tous les éléments nous permettant d'arrêter une décision entre l'adhésion à ce syndicat ou le maintien en régie du service de la restauration.

Une étude nous a été présentée par le Cabinet Agriate, il y a été fait référence à plusieurs reprises. Cette étude a montré la quasi absence de marges de manœuvre pour améliorer la qualité de la restauration, sauf à augmenter le budget et par conséquent augmenter le prix du repas facturé aux familles.

Elle a surtout mis l'accent sur l'absence de marqueurs qualitatifs : moins d'un produit bio par semaine, pas de produits locaux, de circuits courts, pas de produits issus du commerce équitable, pas de viande labellisée, pas de poisson labellisé.

Compte tenu de ces données, nous nous sommes retrouvés face à un choix : rester dans le statu quo sans perspective à court terme d'offrir une alimentation plus saine et de qualité aux enfants, aux personnes âgées et au personnel communal de notre Ville, ou accepter d'engager un processus de négociation avec le SIRESCO afin de lever toutes les interrogations et obtenir toutes les garanties possibles pour atteindre nos objectifs qualitatifs et budgétaires.

Comme nous l'a dit Monsieur le Maire, il ne s'agit pas aujourd'hui d'adhérer à un syndicat. Il s'agit d'engager un processus de négociation. Dans un an, notre Conseil municipal sera appelé à voter définitivement cette adhésion, ce que nous ferons si entretemps toutes les réserves ont été levées. Cela me donne l'occasion, au nom du groupe des élus socialistes et républicains, de vous livrer notre sentiment sur ce qui se passe depuis quelques semaines dans notre ville autour de ce dossier.

Un projet, pour qu'il réussisse, surtout lorsqu'il s'agit d'un sujet aussi sensible que l'alimentation et qui plus est de l'alimentation de nos enfants, se doit d'être largement partagé et concerté. Il doit, pour réussir, emporter l'adhésion du plus grand nombre. Or force est de constater que cela n'a pas été le cas. À plusieurs reprises, les parents d'élèves ont souhaité être associés à la réflexion au-delà de la seule commission restauration. Des demandes multiples ont été faites, notamment de visiter un site de fabrication, d'assister à une commission restauration du SIRESCO, d'échanger avec des parents d'élèves des villes adhérentes. Des courriers ont été envoyés. Alors, forcément, l'absence de réponses claires et précises n'a pu qu'engendrer de la suspicion et du stress chez les personnels et les parents d'élèves car, au bout du compte, nous partageons tous les mêmes objectifs et les inquiétudes émises, notamment par le collectif « Bien manger à Choisy-le-Roi », nous les partageons aussi.

Cependant, adhérer à un syndicat de communes, ce n'est pas adhérer à une structure à but lucratif, à un organisme à but commercial dont l'objectif serait de faire du profit à tout prix. Ce syndicat est dirigé par des élus de toutes sensibilités politiques, qui ont fait le choix de se regrouper pour, justement, améliorer la qualité de leur service de restauration tout en réalisant des économies d'échelle.

Nous avons entendu, ici ou là, que les actions présentées par le SIRESCO, par le biais de son président ou sur son site Internet, ne seraient que du pipeau, que de l'affichage publicitaire. Quel intérêt y aurait-il à employer ce type de manœuvre ? Nous savons bien que les relations entre les politiques et les citoyens ne sont pas au beau fixe, mais sincèrement il nous semble que parfois les actions et les propos dépassent le cadre du projet lui-même, même si, je le redis, les inquiétudes exprimées nous paraissent tout à fait légitimes. Quand un parti politique s'empare du dossier qui est d'abord et surtout un projet municipal, nous comprenons très bien que cela puisse encore aggraver les crispations et les suspicions. Tout cela est bien regrettable et va à l'encontre des intérêts des Choisyens et des objectifs que nous poursuivons dans le cadre de notre projet de ville durable et dans la mise en œuvre de l'Agenda 21.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, le groupe des élus socialistes et républicains votera pour la demande d'adhésion au SIRESCO, c'est-à-dire qu'il votera pour démarrer le processus de négociation.

Nous avons une année devant nous pour approfondir le dialogue avec les parents d'élèves et tous les usagers de la restauration municipale. Nous avons une année pour lever toutes les interrogations et toutes les inquiétudes, vérifier la réalité des 15 % de produits bio, la réalité du partenariat avec le Groupement des agriculteurs d'Île-de-France, la réalité du SIRESCO comme site pilote de la démarche « Mon resto responsable » initiée par la Fondation Nicolas Hulot ou comme animateur du dispositif « De la terre à l'assiette » pour promouvoir une alimentation durable.

Enfin, et c'est important, les personnels doivent pouvoir bénéficier de toutes les garanties de maintien de leur statut et de leurs acquis sociaux. Nous devons avoir la certitude qu'il y aura bien maintien d'un site de production à Choisy-le-Roi et que les agents qui le souhaitent pourront y poursuivre leur carrière. Nous voulons également être sûrs que c'est bien à Ivry-sur-Seine que seront confectionnés les repas et non à Bobigny, ce qui serait une aberration d'un point de vue écologique. Enfin, nous demandons que le prix des repas facturés aux familles ne soit pas impacté et, même, qu'il soit revu à la baisse compte tenu des économies d'échelle qui seront réalisées.

Si dans un an toutes les actions de concertations n'ont pas été menées correctement, si toutes ces demandes, ces interrogations et inquiétudes n'ont pas été satisfaites et levées, le groupe des élus socialistes et républicains n'approuvera pas cette adhésion et, alors, nous aurons perdu beaucoup de temps, de confiance et d'énergie. Nous estimons également qu'il ne faut pas laisser de côté la piste d'une évolution positive de la cuisine centrale en interne, tout en s'assurant qu'elle se fera sans augmentation des prix des repas facturés aux familles et avec l'objectif d'une introduction rapide et significative de marqueurs qualitatifs dans la composition des repas.

Monsieur le Maire, vous nous avez proposé un chemin, une méthode. Vous avez pris des engagements et c'est en vertu de ce chemin proposé et de ces engagements que nous allons approuver cette délibération. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Madame Brahimi. Monsieur Ennaoura.

M. Ennaoura : Monsieur le Maire, mes chers collègues, Mesdames et Messieurs, le sujet qui nous est présenté ce soir est un sujet qui agite nos réflexions depuis au moins deux ans.

Celles-ci sont nées dans un contexte de très grande contrainte budgétaire. Vous le savez pour la plupart d'entre vous, le président Hollande a décidé en 2014 de réduire sur plusieurs années la dotation globale de fonctionnement censée financer nos politiques publiques. Ces décisions continuent à produire leurs effets. Après ces coupes, le président Macron décide lui aussi de réduire les recettes des collectivités territoriales et ce, pour près de 13 milliards d'euros. C'est dans ce contexte de contraintes incessantes réduisant sans cesse nos marges de manœuvre que nous avons dû, en responsabilité, procéder à des ajustements sur l'ensemble des postes budgétaires de la municipalité et rechercher les voies concrètes qui nous permettent à la fois de faire face à la baisse de nos recettes tout en préservant autant que possible les politiques tournées vers la population.

Dans cette quadrature du cercle il nous est apparu qu'il était impératif à la fois d'entendre et de respecter les sollicitations de la population exprimée notamment lors des élections municipales de 2014 sur la question de l'alimentation, et d'engager un processus de transformation de notre cuisine centrale dans un contexte de tensions financières.

Alors, comment répondre à la demande légitime de la population et de la communauté éducative de disposer de repas enrichis de composants bio, d'augmenter significativement la qualité organoleptique tout en devant faire face à un contexte d'austérité budgétaire qui, lui, ne fait que s'aggraver ? Comment répondre, alors, au défi de faire plus et mieux avec moins ? Voilà la problématique à laquelle, nous, élus, avons été confrontés et nous le sommes encore aujourd'hui.

C'est lors du séminaire des élus de juin 2015 que nous avons saisi tout l'enjeu de cette question. C'est à cette date que la Majorité municipale a validé le principe d'une réflexion sur la mutualisation de la production et la livraison des repas. En effet, nous avons saisi que pour servir des repas plus qualitatifs à la population et réaliser des économies qui, elles, sont imposées par ce que j'ai décrit plutôt, nous devons réfléchir un modèle de cuisine centrale mutualisée. Je dis bien mutualisée et non pas privatisée car jamais il n'a été question d'une quelconque privatisation, à aucun moment. Ce sont nos valeurs qui nous ont toujours guidés, qui nous guident et qui nous guideront encore demain dans nos réflexions et les décisions que nous aurons à prendre. C'est parce que nous connaissons les pratiques délétores de certaines entreprises du secteur de la restauration privée que nous voulons conserver notre cuisine centrale dans le giron du public.

Pour avancer dans ce travail, il a été mis en place un comité de suivi des élus dont les membres sont tous présidents de groupes de la Majorité. De nombreuses notes techniques de l'administration nous ont permis d'appréhender la restauration scolaire à Choisy-le-Roi sous de nombreux angles : lutte contre le gaspillage alimentaire, coût réel du repas produit à Choisy-le-Roi, évolution de la composition des repas, coût global de la pause méridienne, impact sur nos finances de l'introduction en proportion importante du bio, etc.

A cela s'est ajoutée l'étude du Cabinet Agriate, étude qui avait pour objectif de nous informer de la façon la plus large possible sur les forces et les faiblesses de notre système de restauration scolaire et ce, dans une perspective de comparaison avec d'autres modèles de fonctionnement.

Cette étude a été présentée au comité de suivi des élus dont je fais partie et au Bureau municipal. Tout a été dit, rien n'a été caché. Alors, qu'apprend-on dans cette dernière étude qui, personnellement m'a interpellé ? Je m'attacherai juste à l'analyse du contenu de l'assiette proposée aux petits et grands Choisyens. Qu'observe-t-on ? Cela a été dit.

D'abord, que les marqueurs de qualité, type viande bovine française, volaille française, agriculture biologique, sont peu présents. Que les produits locaux ou les circuits courts, fléchés, sont absents. Qu'il n'y a pas non plus de poisson labellisé. Mais surtout, quand on connaît le coût du repas produit et livré à Choisy-le-Roi – il est de 3,57 euros – celui-ci est dans la moyenne des villes en Île-de-France. Si nous sommes dans la moyenne des villes en Île-de-France, si nous sommes dans la moyenne des coûts en Île-de-France, alors avons-nous la qualité en face, notamment en termes de présence des composants que j'ai évoqués – bio, Label Rouge ? Eh bien, eu égard à ce coût, nous sommes plutôt en bas de classement.

Alors, la question qui est venue, c'est que si nous avons à garder en gestion directe notre cuisine centrale et si nous souhaitons arriver au moins à 15 % de bio dans le menu, c'est-à-dire le niveau actuel du SIRESCO, combien alors faudrait-il consacrer en budget supplémentaire pour atteindre *a minima* ces proportions ?

L'administration l'a estimé : ce serait 175 000 euros à trouver chaque année en plus pour commencer à avoir du bio dans une certaine proportion. Dans ce cas de figure, il faudrait

ajouter 300 000 euros liés à l'absence d'économies budgétées. Vous le voyez donc comme moi, ce scénario de la mutualisation s'est peu à peu imposé à nous.

Je comprends pourquoi certains parents ont l'impression que les choses sont déjà engagées dans un certain chemin, ce qui est vrai, mais cela trouve son explication dans ce que j'ai exprimé plus tôt.

Notre démarche a toujours été sincère et elle a toujours eu pour objectif d'œuvrer dans l'intérêt de l'enfant, de la personne âgée et du personnel communal.

C'est pourquoi, en tant qu'élus ayant participé à toutes ces réflexions, je suis quand même choqué par le déplacement et le développement de cette réflexion dans la sphère médiatique des réseaux sociaux sous une forme très critique car, selon moi, dans cette réflexion rien n'est caché et tout est sur la table. Les notes sont nombreuses et elles sont très claires. Autant je peux comprendre l'exaspération, l'impatience, la frustration ou la colère des uns et des autres, autant certains propos prononcés à notre endroit et à celui du Maire sont tout à la fois insupportables et inacceptables. Les assertions relayées sont parfois aberrantes et frisent l'indécence. On dit « on veut tuer nos enfants », « ils – en parlant des élus de notre Majorité – veulent favoriser les produits chimiques dans les assiettes de nos enfants ». Tous ces éléments attribués à nos élus sont sans fondement, sans limites et sans scrupules. Je rappellerai ici que nombre d'élus de notre Majorité sont aussi des parents. Nous ne sommes pas à ce point aliénés. Nous voulons le bien pour tous les enfants de Choisy-le-Roi. Alors, autant l'expression libre qui s'incarne dans une pétition est légitime et doit être préservée, car nous sommes tous ici attachés aux principes démocratiques, autant la communication à tout crin, à outrance, les contrevérités, la falsification du réel doivent être combattues pour le bien et la sérénité de notre vie en commun. Et ce qui est propagé dans les réseaux sociaux me semble éloigné de ce qui doit prévaloir dans nos débats et nos rapports avec la population, c'est-à-dire l'éthique de responsabilité.

Quant au procès à charge du syndicat de restauration SIRESCO, il est incompréhensible.

Savez-vous que nous les avons rencontrés à plusieurs reprises et qu'ils ont répondu à toutes nos questions ? Savez-vous que nous avons consulté tous les autres syndicats sur notre territoire, à savoir SIDORESTO, SIRM, SIREV, SEMGEST, et que le SIRESCO était le seul, je dis bien le seul, en capacité de conserver notre site de production avec les emplois à la clé ? Mais cette vérité-là, elle, n'a pas imbibé le réseau social Facebook. Il a même été dit que les employés de la cuisine de Choisy-le-Roi seraient envoyés à Bobigny. Vous comprendrez notre écœurement face à une telle contrevérité. Il n'a jamais été question d'un quelconque transfert du personnel à Bobigny mais ce qui a toujours été vrai, c'est la conservation de notre outil de production sur Choisy-le-Roi, plus une production sur la cuisine d'Ivry.

J'en viens à ma conclusion, Monsieur le Maire. Désolé si mon propos était un peu long mais au vu des développements malheureux il m'est apparu impératif de témoigner du très gros travail qui a été réalisé pour bâtir notre projet de restauration.

Ce projet est bâti, je le rappelle, dans une double perspective. La première, gagner en qualité dans l'assiette, c'est-à-dire plus de bio, plus de marqueurs qualité, plus de goût. La deuxième, faire face en responsabilité au resserrement de nos recettes en optimisant nos dépenses.

Vous l'aurez compris, notre groupe Union pour une écologie solidaire se refuse au statut quo eu égard aux engagements pris devant la population en 2014. C'est pourquoi nous

soutenons aujourd'hui la demande d'adhésion au syndicat de coopération et de mutualisation SIRESCO.

Avant de redonner la parole, Monsieur le Maire, j'aimerais, au nom de mon groupe, remercier vivement les agents de l'administration qui ont travaillé et produit des notes à la fois claires, riches, utiles à notre réflexion. Je remercie donc Monsieur J. M.* et Madame C.J.* ainsi que la direction générale, mais je tiens à saluer le travail, l'investissement et l'engagement de ma collègue Anne-Marie Arnaud dans ce dossier très difficile, d'autant que je la sais très attachée au bien-être des personnes. Ce dossier, par sa complexité, a été âpre, surtout lorsque l'on sait les attentes des parents et les conditions du débat mais je sais qu'elle sera très attentive au bien-être du personnel et à leurs conditions de travail. Je tiens donc à la remercier tout particulièrement. Je vous remercie

M. le Maire : Merci Monsieur Ennaoura. Monsieur Ali Id Elouali.

M. Id Elouali : Je ne savais pas que j'allais avoir la parole.

M. le Maire : Vous êtes président de groupe, Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Oui. Juste un complément d'information, tout ou presque a été dit.

Je me félicite, si vous me permettez, Monsieur le Maire, une auto-félicitation collective, de la sérénité du débat.

Très simplement, tout est dit. Il y a deux choix dont je respecte la sincérité, et cela montre bien également le pluralisme qui anime notre Majorité. Il y a un choix, qui est le nôtre, de dire que, sauf à indiquer et à considérer que la question démocratique n'est pas un critère qualitatif également dans le choix que nous allons faire d'adhérer ou non, sauf à indiquer que la concertation n'est pas un critère de qualité, sauf à considérer que la prise en compte des craintes du personnel et aussi des interrogations des parents n'est pas un critère, pour notre groupe, le premier préalable au choix est d'abord l'ouverture et la concertation.

J'entends ma collègue Anne-Marie Arnaud ainsi que d'autres dire que nous avons rencontré à plusieurs reprises – c'est un peu beaucoup dire, moi je ne les ai rencontrés qu'une fois – les responsables du SIRESCO. Évidemment, ils ont apporté un « porté à connaissance ». Informer n'est pas concerter. Ce n'est pas parce que nous sommes informés que *de facto* nous sommes contents ou satisfaits de la réponse qui est apportée.

Très franchement, j'ai fait part aussitôt à Frédéric de mes grandes réserves parce que je voyais bien qu'il y avait des réponses du SIRESCO très approximatives. Cela ne m'a pas donné satisfaction. Mon amie et collègue Annick Guinery a sondé de plus près le rapport d'activité, et en sortant tout simplement la calculette nous avons bien vu que ces 15 % de bio, par exemple, sont assez illusoire quand on les ramène à la réalité du plateau. Nous allons entrer dans le débat technique, que le public me pardonne, mais quand on entre dans la répartition des 15 % de bio, ce sont 15 % des achats qui sont bio – si, on peut sortir le rapport – et non 15 % de ce que l'on mange, du plateau. Il faut bien le savoir.

Autre chose, j'entends les questions d'économies. Pardonnez-moi, mais à ce jour nous n'avons pas fait de réel travail sur la recherche d'économies via par exemple un plan de lutte contre les gaspillages alimentaires dans notre ville pour savoir quels sont les marges d'économies qu'il est possible d'investir sur un éventuel maintien de la cuisine centrale. Voici un élément qu'il faudrait ajouter au débat. L'étude d'Agriate, vous lui avez fait dire ce que vous vouliez le faire dire. Moi, je la lis autrement, cette étude. Elle dit que la cuisine centrale est dotée d'un bon fonctionnement, c'est rassurant, qu'elle répond aux critères d'hygiène, c'est rassurant. En revanche, évidemment, il y a des critères de qualité qui sont encore

déficitaires mais, sincèrement, est-ce une découverte ? Même le personnel, ici, est d'accord pour aller vers plus. Il est d'accord pour que l'on évolue, il est d'accord pour des plans de formation, de valorisation des compétences pour aller vers plus. Ils savent très bien que les circuits courts, ce n'est pas encore cela, que le bio, ce n'est pas encore cela, de même que les labels.

S'agissant de ces questions de label, je vous rappelle que le SIRESCO, à ce jour, n'a pas de démarche de poisson issu de la pêche durable. Le SIRESCO, aujourd'hui, ne propose pas d'alternative végétarienne au régime carné. Nous savons que dans notre ville, il faut le reconnaître, pour des questions confessionnelles, pour des questions également philosophiques, pour des questions aussi de tendance, il y a des gens qui mangent de moins en moins de viande et le SIRESCO ne propose pas d'alternative végétarienne au repas.

Je disais donc qu'il y a deux choix, deux chemins qui se dessinent. Le nôtre est de dire d'abord la concertation. Ensuite, autour de cette concertation avec les parents d'élèves et avec le personnel et, plus largement, la communauté éducative, on trace un véritable plan alimentation durable pour Choisy-le-Roi, à l'instar de ce qui se fait par exemple dans la ville de Rennes ou à Paris. Et puis après, nous choisirons le mode le plus approprié.

[propos hors micro]

Ce qui me semble être trop tard, c'est de s'engager, Madame Brahimi, dans un syndicat, que nous soyons liés et que ce soit quasiment irrémédiable. Cela, ce serait trop tard. Merci, restons sereins.

M. le Maire : Monsieur Aoummis, Monsieur Hervy et Monsieur Tisler, et je vous proposerai ensuite de conclure et de passer au vote.

M. Aoummis : Monsieur le Maire, je vais lire mon texte, parce que la prise de notes est nécessaire pour éviter la dispersion du propos, le bavardage et les effets de manche.

Monsieur le Maire, chers collègues élus, je vais axer mon intervention sur un point qui me semble très important, c'est celui qui est à la base de notre engagement politique collectif, au-delà des antagonismes idéologiques et des particularités partisans des uns et des autres, à savoir le sens des responsabilités.

Pourquoi nous sommes-nous présentés devant la population, certes avec des programmes opposés mais dont la finalité, néanmoins, demeure le service de l'intérêt général ? Pourquoi avons-nous fait preuve d'autant de pugnacité pour nous faire élire ? A ces deux questions il n'y a qu'une seule réponse pour la majorité écrasante d'entre nous, à savoir notre disposition à faire valoir dans toutes nos démarches le sens des responsabilités.

C'est pour cela qu'à travers le choix que la Majorité municipale a formulé en faveur d'une mutualisation de notre cuisine centrale avec d'autres municipalités aussi diverses dans leurs tonalités politiques et dans leurs réalités sociales et humaines, nous avons fait preuve, là encore, d'un grand sens des responsabilités.

Cette décision n'est l'émanation d'aucune ordonnance de notre Maire car ce n'est pas la marque de fabrique de l'homme à la tête de notre exécutif, pour qui sait apprécier son attention inclusive et bienveillante.

Bien au contraire, cette décision est l'expression d'une décision quasi unanime des élus de la Majorité, construite autour de débats et de discussions aussi riches que contradictoires.

Que ceux qui veulent réduire ce choix hautement stratégique dont la finalité ultime est de mieux servir nos enfants et nos seniors à des diktats ou des oukases se détrompent. Notre choix est celui de la réflexion collective et de la maturation des décisions. Le sens des responsabilités nous a guidé dans notre volonté d'installer un mieux dans notre service public de cantine, un mieux que d'aucuns nous reprocheraient de n'avoir pas envisagé plus tôt. Ce mieux est assorti d'éléments contractuels avec le Syndicat intercommunal pour la restauration collective dont SIRESCO est un acronyme.

Ces réflexions sont en adéquation totale et sans équivoque avec nos valeurs tant politiques que morales, à savoir le maintien en gestion publique, l'introduction de marqueurs qualitatifs, le maintien sur la commune de la cuisine centrale et la garantie des conditions de travail pour le personnel.

On voit bien ici qu'il n'y a pas de place pour l'inconséquence ni pour la légèreté. Il n'y a que le sens des responsabilités qui prédomine, sans complaisance ni condescendance. Notre mandat électif inclut la totalité des Choisyennes et des Choisyens et par honnêteté à leur égard nous refusons toutes les démarches de désinformation et de manipulation mal intentionnées et orientées.

Avec notre vote aujourd'hui, nous ouvrons la démarche de négociations vigilantes avec le syndicat, renforcée par une démarche participative impliquant tous les acteurs éducatifs et parentaux en lien avec la question de la restauration, dans le respect des périmètres et des prérogatives des uns et des autres.

Quant à moi personnellement, si j'avais l'ombre d'un doute que notre choix ne soit pas en concordance avec nos valeurs ou, pire encore, aille à l'encontre de l'intérêt de nos enfants et de nos anciens, je n'aurais pas hésité l'ombre d'un instant à présenter ma démission pour ne pas cautionner une orientation de l'exécutif qui ne serait pas la mienne. Le sens des responsabilités, mes chers collègues, est celui qui exige de nous, élus de la République, d'être en conformité avec nos prises de position et ce, pour préserver notre dignité d'élus et la crédibilité de notre parole politique qui fait office de pacte avec les citoyens. Merci.

M. le Maire : Merci. Monsieur Hervy, puis Monsieur Tisler, et ensuite, je...

M. Panetta : Je suis désolé, Monsieur le maire...

M. le Maire : Ne soyez pas désolé, c'est moi qui donne la parole, Monsieur Panetta. Je ne vous ai pas donné la parole, j'ai vu que vous aviez levé la main, vous attendez votre tour. Monsieur Hervy.

M. Hervy : Ne soyez pas désolés, Monsieur le Maire, l'essentiel est que nous arrivions tous à nous exprimer. Merci Monsieur le maire.

Chers collègues, Mesdames et Messieurs, je vais certainement être redondant sur certaines choses qui ont été dites par un certain nombre de collègues autour de cette table mais je vais quand même en rappeler quelques-unes qui me semblent importantes.

Évidemment, ce sujet, en introduction, n'est pas dissociable des orientations prises par la municipalité dans bien d'autres domaines intéressant la vie publique et quotidienne de nos concitoyens et qui mériteraient tout autant que l'on s'y intéresse, vous l'avez rappelé, Monsieur le Maire, tout à l'heure et c'est toujours bien quand nous avons des salles où les citoyens viennent participer à nos débats.

Nous ne traitons pas ici des questions façon « puzzle » pour parler un peu trivialement, mais de manière cohérente et réfléchie avec comme fil conducteur les valeurs portées par votre Majorité.

Patrice Digue et Hafid Ennaoura, tout à l'heure, l'ont évoqué dans leurs interventions : le simple fait de vouloir ne suffit pas pour réaliser. Un sujet ne peut pas être séparé du contexte général pour comprendre le cheminement technique, économique et politique qui est engagé. Si nous entendons ne rien lâcher sur nos valeurs et nos engagements, le chemin pour les atteindre, cela a été dit, est semé d'embûches dans un contexte budgétaire rendu incertain depuis 2014, et ce n'est pas près de s'arranger, c'est utile de le rappeler, avec la réduction des dotations des collectivités qui a été rappelée par Hafid tout à l'heure, de 13 milliards d'euros en cinq ans annoncée par Monsieur Macron. J'ajouterai, avec une mise sous tutelle possible des collectivités qui entre dans le débat aujourd'hui.

Cette situation, nous sommes un certain nombre d'élus ici à l'avoir combattue. Elle oblige à rationaliser nos dépenses et, lorsque c'est possible, à envisager la mutualisation d'activités tout en ne perdant pas de vue nos objectifs de service public et d'intérêt général, surtout, comme c'est le cas ici sur une compétence obligatoire de la Ville aussi importante. Notre Majorité est diversifiée, pour ne pas dire colorée. Ce qui pourrait apparaître comme une difficulté, me semble-t-il, est en fait une richesse propice à l'élaboration de projets et à la recherche de compromis faisant appel à l'intelligence collective. Du coup, personne n'a complètement raison et personne n'a complètement tort. C'est forts de compromis, avec toujours comme fil rouge – ou comme ligne rouge puisque ce terme a été employé tout à l'heure – la solidarité sociale, générationnelle et culturelle qui constitue l'ADN de notre Ville, que nous avançons. C'est le principe même de la démocratie.

Je préside – sur délégation de Monsieur le Maire, évidemment – le syndicat intercommunal informatique, auxquelles cinq villes sont adhérentes ainsi que cinq autres syndicats intercommunaux. On ne peut pas, évidemment, comparer le numérique et la restauration. Par contre les principes mutualistes et les objectifs des syndicats sont, eux, très comparables. Ce sont des outils devenus aujourd'hui incontournables pour une Ville confrontée à cette réduction de la dépense publique que l'on nous impose. Ils nous permettent de relever le défi qui consiste à toujours trouver le juste équilibre entre l'indispensable maîtrise des coûts, le bon niveau de service, la satisfaction de nos Villes et donc, *in fine*, celle de nos concitoyens sans augmenter la charge qui pèse déjà sur eux.

C'est cette articulation entre la définition des objectifs et la mise en commun de moyens qui est au service de la recherche permanente de la qualité et qui est au cœur du travail réalisé par les élus qui siègent dans ces syndicats. Il me semblait utile de le rappeler.

Ce sont ces principes qui régissent également le SIRESCO. La mutualisation n'a donc pas comme seule vertu d'industrialiser ou d'économiser comme on veut le laisser entendre mais bien de permettre à chaque Ville adhérente de faire mieux que ce qu'elle pourrait mettre en œuvre si elle était seule. C'est donc ce chemin que nous proposons de suivre ce soir et qui, je l'espérais, pouvait rassembler l'ensemble de la Majorité, parce qu'il est crédible.

J'ai présidé une association départementale de parents d'élèves et j'ai souvent pétitionné lorsque j'estimais qu'un projet n'était pas bon. On ne peut donc que se féliciter, ici, autour de cette table et je crois que personne ne contestera que des usagers se saisissent collectivement d'une question pour proposer, co-construire ou même contester. C'est là aussi le jeu démocratique, on l'accepte, du débat d'idées que nous souhaitons d'ailleurs développer dans cette ville, et il revient aux élus d'entendre, d'analyser, d'intégrer les points de vue lorsque c'est possible et que cela correspond à nos valeurs – je souligne ce point – et d'argumenter ensuite notre décision.

On peut nous reprocher de ne pas avoir été suffisamment pédagogues ou de ne pas avoir assez concerté. Dont acte. Pour autant, les espaces d'expression existent et, en effet, il n'y a pas de secret. On ne découvre pas ces dernières semaines un sujet qui est en discussion depuis deux ans.

Je préside aussi la commission Enfance - Petite enfance, où sont représentées toutes les composantes de la municipalité. Je n'ai pas non plus souvenir d'avoir été saisi du souhait de porter cette question à l'ordre du jour par l'Opposition. N'aurait-il donc pas fallu que ceux-là même qui agissent à titre individuel ou à des fins politiques aujourd'hui se soient mis en situation de proposer un projet ou contre-projet construit, argumenté, économiquement viable et donc crédible et durable pour la Ville ? C'est une question.

Celui que nous proposons vise à une introduction significative du bio, quoi qu'on en pense et quoi qu'on en dise – beaucoup de choses ont été dites ce soir, qui sont erronées – mais aussi de produits labellisés ou issus du commerce équitable, donc de la qualité, de s'appuyer sur les circuits courts ou de proximité en permettant de soutenir les exploitations familiales et en pérennisant autant que possible le développement local et régional, d'agir sur le gaspillage alimentaire, le traitement des déchets tout en s'inscrivant dans une démarche écologique visant à minimiser l'impact sur notre environnement. J'y ajoute l'aménagement des espaces, comme nous l'avons fait pour la nouvelle restauration Langevin-Mandela – Monsieur le Maire invitera la population à l'inauguration prochainement, c'est vraiment un espace intéressant à découvrir – et d'agir sur le temps méridien pour en faire un moment de plaisir partagé éducatif pour nos enfants. J'ajoute que la livraison qui est prévue des repas ne viendra pas de l'autre côté de l'Île-de-France. Il est prévu qu'ils viennent d'Ivry-sur-Seine. Je voudrais juste rectifier quand même cette contrevérité.

Or je ne lis ni ne vois rien de tel depuis que nous avons engagé ce débat il y a deux ans en dehors de grandes et belles déclarations d'intention, et là je vais être un peu provocateur, parce que les réseaux sociaux fonctionnent quand même pas mal sur cette question, mais je pense qu'il ne faut pas tromper les gens. Nous ne sommes pas à Mouans-Sartoux, ville méditerranéenne de 10 000 habitants avec trois écoles disposant de plusieurs hectares de terrains à cultiver, mais à Choisy-le-Roi, banlieue parisienne urbanisée de 43 000 habitants et de 16 écoles – la personne concernée n'écoutait pas, ce n'est pas grave, elle ne réagira pas.

Par contre je m'insurge contre cette démarche, suggérée par la pétition, selon laquelle le Maire et les élus que nous sommes de la Majorité seraient en quelque sorte des empoisonneurs en confiant la restauration municipale au SIRESCO. Serions-nous à ce point des gens irresponsables alors que nous accueillons tous les jours 5 000 enfants dont près de 3 500 sont demi-pensionnaires ? Rappelons-le ici ce soir, pour certains de ces enfants ce déjeuner est le seul repas chaud et équilibré de la journée pour un tarif abordable. Nous inscrivons tous les enfants sans distinction selon leur situation sociale ou culturelle, contrairement à d'autres villes autour de nous qui mettent en place des politiques d'inscription discriminantes en fonction des situations familiales. Je ne considère pas être hors sujet et je pense que sur ce point-là nous n'avons pas, ici à Choisy-le-Roi, de leçon à recevoir de l'Opposition.

Le SIRESCO de son côté a à répondre de l'équilibre de l'hygiène alimentaire. Il est géré par des élus responsables des villes adhérentes, dont des écologistes – je fais référence à la ville d'Arcueil, pour ne citer que celle-là. Tous ces gens seraient donc aussi des élus responsables et inconscients des enjeux de santé publique ? Soyons un peu sérieux.

Enfin la restauration ne sera pas privatisée. Vous avez évoqué tout à l'heure, Monsieur Panetta, les élus qui combattaient la réforme Macron. Oui, j'en fais partie, il y en a un certain

nombre autour de cette table et cela continuera parce que cette réforme est mauvaise. Il me semble que c'est plutôt la droite qui privatise que nous, en tout cas, ici à Choisy-le-Roi. Les agents resteront des agents du service public, c'est un engagement que nous prenons et que nous avons pris, et qui a été réaffirmé à plusieurs reprises par Monsieur le Maire, du moins tant que Monsieur Macron et ses amis – ne nous trompons pas d'ennemis – n'en décideront pas autrement, car ce sont eux et ceux qui le soutiennent qui visent la suppression de 120 000 fonctionnaires dans ce pays, pas nous, ici à Choisy-le-Roi.

En votant cette délibération, je ne me considère pas moins écologiste que certains de mes collègues. Comme élu ou simplement citoyen, avec mes amis, mes camarades, je milite quotidiennement pour un modèle de société durable et respectueux de la santé des hommes et de l'avenir de la planète. Ce projet peut apparaître insatisfaisant, mais il va néanmoins dans le bon sens, même si je considère que ce n'est certainement pas une fin en soi.

Pour y parvenir, chers collègues, indépendamment de tout ce qui a été dit comme engagement sur le travail que nous allons réaliser pendant l'année à venir, il va falloir changer de modèle de société.

Si, dans la vie, les mariages sont faits de compromis, ils sont prévus pour être heureux et il est toujours temps de divorcer si les nuages apparaissent. Nous ne donnerons donc pas carte blanche au SIRESCO, mais nous faisons le pari, tout en restant vigilants et exigeants, que les engagements qui sont annoncés ce soir, que ce soit en direction du personnel, des contenus et de la qualité des repas ou du fonctionnement de la restauration en général seront bien respectés. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci. Monsieur Panetta, puisqu'il était pressé de parler.

M. Panetta : Non, Monsieur le Maire, je n'étais pas pressé d'intervenir. Je voulais juste vous demander, justement, l'autorisation d'intervenir puisque, au gré de tous les intervenants qui font partie de votre Majorité cela représente au moins 1h30 d'interventions, comparées aux 15 à 20 minutes de notre groupe. Ajoutez à cela le fait que nous n'avons été associés à aucune commission de travail. Cela a été dit et répété, que ce sont uniquement les membres de la Majorité qui ont participé au suivi de ce dossier. Je souhaitais donc reprendre la parole pour préciser des choses.

Il faut assumer dans votre Majorité et nous dire clairement le but recherché. Est-ce la qualité, est-ce l'économie ? Je suis persuadé que c'est l'économie. Vous vous insurgez tellement à dire le contraire ! Monsieur Ennaoura a dit qu'il faudrait ajouter 300 000 euros au budget pour continuer à faire fonctionner la cuisine centrale. Ce n'est rien, 300 000 euros, dans notre budget. Je voudrais dire aux gens qui nous occupent : nous n'avons pas beaucoup de moyens, mais nous parvenons à décrypter le budget et il y a des sources d'économies importantes. Dans un budget il y a des priorités et les dernières dépenses engagées par votre Majorité sont bien supérieures à 300 000 euros. On peut les multiplier par cinq que l'on peut économiser et je veux dire à tout le monde que l'argent pour faire fonctionner notre cuisine centrale et améliorer la qualité existe, et que c'est une question de priorité.

Je voudrais aussi m'insurger contre le fait qu'à chaque fois que l'on émet un avis contraire, on est taxé d'effets de manche, de politique, etc. Si je mets en avant le courage nécessaire aux conseillers municipaux, c'est parce que dans des affaires comme celle-ci, il faut faire preuve de courage. Pour moi, donner suite à votre proposition d'aller au SIRESCO, c'est fuir ses responsabilités contrairement à ce que l'on vient de nous expliquer. Nos responsabilités, c'est de les assumer pleinement et c'est de garder la main sur quelque chose d'essentiel.

Je voudrais répéter que les parents d'élèves, que les gens qui travaillent à la cuisine centrale, que toute personne qui fait la cuisine chez elle sait ce qui est bon et ce qui n'est pas bon. Où est la difficulté à améliorer la qualité si nous mettons le prix dans les aliments, si nous augmentons la part du bio, si nous n'achetons que du bio ? Est-ce difficile ? Nous avons une diététicienne. S'il faut en payer deux, je suis prêt à en payer deux parce que c'est tellement important.

Une chose qui n'a rien à voir aussi, c'est la mode de se défausser sur les syndicats. Comment Monsieur Hervy peut-il oser comparer le syndicat pour le numérique à une cuisine centrale ? Déjà, je suis contre. La mutualisation des moyens pour ce syndicat peut s'expliquer puisqu'à une collectivité qui n'aurait pas besoin d'avoir à demeure à plein temps un technicien, par exemple seulement un mi-temps ou un quart temps, le syndicat propose seulement quelques heures, puisque c'est ce dont ils ont besoin.

Mais à la cuisine centrale, les personnes qui travaillent actuellement remplissent pleinement leurs heures parce qu'il y a du travail. Il n'y a donc pas besoin de mutualiser. Vous l'avez dit, il faut augmenter la qualité. Tous ensemble, la qualité est facile à augmenter. C'est déjà une qualité dans les aliments, et ensuite dans la composition et dans le savoir-faire.

Si maintenant, vous dites que ce qui sort de la cuisine centrale n'est plus bon pour nos enfants, je ne sais pas, moi, si j'étais cuisinier, comment je prendrai cela.

Pour répondre à Monsieur Aoummis, je partage pleinement ce qu'il dit et je suis convaincu qu'il croit à ce qu'il dit. Je crois aussi à ce que je dis mais j'ai une position contraire. Notre groupe et moi-même sommes intimement convaincus que nous avons toutes les cartes en mains pour continuer à fonctionner comme nous avons fonctionné jusqu'à maintenant et nous avons la possibilité, et financièrement, et techniquement, d'augmenter la qualité. Il faut s'appuyer sur les hommes, nous en sommes pleinement convaincus.

Nous ne participons pas, et vous ne trouverez pas mon nom sur les réseaux sociaux, je n'y suis jamais et je respecte les positions de chacun et de chacune.

M. le Maire : Merci, Monsieur Panetta. Monsieur Tisler et ensuite je propose de conclure et de passer au vote, parce que nous avons encore une petite dizaine de délibérations.

M. Tisler : Monsieur le Maire, si l'intégralité des membres du Conseil municipal avaient été présents lors de l'intervention de Nadia Brahimi je n'aurais certainement pas repris la parole, mais comme Monsieur Panetta n'était pas là, il ne peut pas savoir quelle position j'ai et pourquoi je l'ai.

J'ai quand même entendu tout à l'heure que l'on me prêtait, que vous me prêtiez, Monsieur Panetta, des propos que je n'ai jamais eus. Je n'ai jamais glorifié la cuisine centrale, je ne l'ai jamais non plus critiquée inutilement. Je n'aime donc pas que l'on me prête des propos qui ne sont pas les miens.

La position du groupe socialiste ce soir est la plus difficile à tenir, parce qu'entre la facilité démagogique de dire « on est contre », ce qui implique le fait que l'on reste dans un *statu quo*, et puis la position d'un vote favorable qui semble, certainement à raison, ouvrir trop largement la porte d'emblée au SIRESCO, notre position est une position pragmatique et intermédiaire, précisément.

Parce que si nous votons pour, et Madame Brahimi l'a très bien dit, c'est un vote pour avec des conditions et c'est un vote pour qui ne préjuge absolument pas du vote final que nous aurons à émettre lorsque nous aurons vraiment l'adhésion au SIRESCO à voter, ce qui n'est pas le cas ce soir.

Madame Brahimi l'a très bien développé, je ne développerai pas plus, mais j'ai quand même le besoin de dire que j'ai été, dans ce processus, témoin de beaucoup de réunions, dont certaines étaient ouvertes à l'Opposition municipale.

Je pense par exemple à une réunion de commission d'appel d'offres où malheureusement l'encadrement de la cuisine centrale nous a dit que le passage au bio n'était pas possible dans le cadre des marchés que l'on négociait et où nous avons pris conscience, étant élus – Monsieur Id Elouali était là aussi – que le passage au bio paraissait très difficilement intégrable dans l'esprit de ceux qui avaient à diriger la cuisine centrale. En tant qu'élus, il y avait de quoi s'inquiéter, je le dis au personnel de la cuisine centrale. J'étais là aussi dans une autre commission d'appel d'offres lorsque nous avons été plusieurs élus à dire qu'il était indispensable que nos réfectoires, à terme, passent en self-service et où les mêmes nous ont répondu que la cuisine centrale, dans sa configuration, ne permettrait pas de livrer des écoles en self-service et des écoles qui ne l'étaient pas.

En tant qu'élus, il y avait de quoi s'inquiéter et moi je regrette profondément le manque de concertation utile – et le groupe socialiste l'a dit nettement – qui aurait voulu dire que prendre le pouls de la cuisine centrale n'était pas seulement d'écouter son encadrement mais aussi d'écouter ceux qui y travaillent tous les jours pour avoir précisément une réelle concertation. Si on avait suivi ce conseil que nous avons formulé il y a déjà plus d'un an, je pense que nous nous serions économisé à tous cette discussion-là.

Je sais que ce n'est pas agréable à entendre pour l'autre groupe de la Majorité mais je sais aussi, Monsieur Panetta, par rapport à ce que vous avez dit tout à l'heure, que les relations qui sont les nôtres entre les groupes de la Majorité, même lorsque nous achoppons sur ce genre de divergences dans les méthodes – parce que nous n'aurions pas, en tant que groupe socialiste, eu la même méthode de concertation et, nous l'avons dit tout à l'heure, notre vote est un vote conditionnel – même si mes camarades communistes entendront difficilement ce que je suis en train de dire et ne le supporteront pas, je sais quand même que mes relations avec eux et que les relations entre les groupes de la Majorité resteront de toute façon beaucoup plus cordiales que les relations qui existent actuellement entre au moins deux des groupes de l'Opposition. Je continuerai à parler à Monsieur le Maire, comme vous ne parlez pas à Madame Baron.

M. le Maire : Je pense que nous sommes sur le fond et non sur les personnes, sur les relations individuelles. Je vous en prie, on a l'impression aujourd'hui que c'est soit la Saint Tonino, soit la Saint Frédéric. Regardez bien le calendrier, je crois que ce n'est aucune des deux fêtes. Nous allons donc passer vraiment à autre chose.

Permettez-moi simplement, avant de soumettre au vote cette délibération, d'apporter un certain nombre de réflexions au regard de ce que j'ai entendu. J'ai pris des notes au fur et à mesure, je ne sais pas si je vais les lire mais je vais m'en inspirer, si j'arrive à me relire. En effet, il y a eu quand même un débat très riche et, de fait, et j'en remercie les uns et les autres, très serein.

Je crois aussi que le fait que l'ensemble des présidents de groupes ont permis l'interruption de séance de ce Conseil et autorisé la prise de parole du collectif entre dans cette démarche de débat.

Nous sommes sur un sujet sensible, la nourriture. C'est le goût, c'est le plaisir et ce n'est pas qu'une histoire d'enfants parce que notre question de restauration n'est pas uniquement scolaire, elle concerne aussi les personnes âgées et le personnel.

Comme nous sommes dans un sujet sensible tel que celui-là, je pense qu'en effet il faut faire attention aux propos et cela demande de l'analyse, cela demande aussi du recul et du discernement dans les interventions que l'on peut écrire les uns et les autres. Nous devons, il me semble, ici, quelles que soient nos opinions, voire même nos projections futures, être très audibles dans ce que nous disons les uns des autres mais aussi être très sérieux pour pouvoir par la suite être crédibles. Et, de fait, les effets de manche, parfois, peuvent avoir des effets boomerang. Soyons donc attentifs et je lirai avec beaucoup d'attention, évidemment, le verbatim de ce Conseil municipal.

Aujourd'hui, j'ai envie de vous dire que dans la démarche globale que nous avons depuis le début de ce mandat, nous voulons être une Ville à la pointe sur la question de la démocratie participative, parce que je souhaite que cela devienne une culture dans notre ville, que cela devienne une culture locale.

C'est pourquoi je suis certainement l'un des Maires du Val de Marne, et même au-delà du Val-de-Marne, celui qui croit peut-être le plus fortement à la participation des citoyens dans les décisions. Ce début de mandat en est un signe fort. Il n'y a jamais eu autant de réunions publiques, d'ateliers participatifs, créatifs, de votations citoyennes sur l'ensemble des sujets qui nous préoccupent. Et maintenant avec, de nouveau, deux autres créations, la création d'Un projet dans mon quartier et la création de la votation citoyenne sur le NPNRU – mais j'y reviendrai tout à l'heure, c'est la délibération qui suit – je pense qu'il faut que l'on soit dans cette démarche de démocratie participative, mais cette démarche ne doit jamais, jamais s'opposer à la démocratie représentative, à la démocratie portée par ceux que vous avez élus, et quel que soit le niveau de l'institution, qu'elle soit locale, départementale, régionale voire même nationale. Il y a des instances démocratiques et ces instances démocratiques doivent jouer leur rôle.

La question qui est posée là, et je suis fortement attaché à ces valeurs, c'est pour cela que j'ai envie de répondre à Madame Baron sur ce point, c'est que je ne suis pas un adepte du fait accompli. D'où vient cette histoire ? Regardez la réalité de notre ville ! Et je ne pense pas non plus que je suis de ceux qui appliquent le même traitement que Monsieur Macron aux employés. Je ne peux pas accepter ce propos. Puisque vous avez parlé de santé, voyez-vous ce que je vois ? Les seules ordonnances – puisque l'on parle de santé, permettez-moi ce jeu de mots – que je considère comme dangereuses, ce sont bien celles que nous a imposées le gouvernement Macron. Qu'il impose à qui ? Aux retraités, aux fonctionnaires, aux offices HLM, aux bénéficiaires des APL. Voilà les véritables ordonnances qui font mal à la santé des citoyens.

Pour revenir au propos, je pense qu'il faut dans toute démarche de participation citoyenne donner un cadre et donner un mandat à ce que l'on peut appeler la consultation, la concertation, l'information, voire même la co-construction, voire même la votation citoyenne.

Peut-être la méthode n'était-elle pas bonne, mais le mandat que nous nous étions donné et le cadre que nous avons pensé dans cette première partie de la réflexion, c'était la commission restauration. Pourquoi ? Comme cela a été évoqué par un certain nombre d'entre vous, elle est représentative à la fois des directeurs d'établissements et des élus – parce qu'il y a les élus du peuple mais il y a aussi les élus associatifs, d'organisations, et dans cette commission restauration il y a des élus des conseils d'école. Cela me semblait donc être – mais peut-être me suis-je trompé – un lieu de concertation démocratique avec l'ensemble des représentants qui interviennent dans le domaine de la restauration.

Dont acte, peut-être n'était-ce pas le bon lieu. C'est pourquoi je crois que dans la démarche de la délibération, et je l'ai dit, les conditions que certains des membres du Conseil municipal émettent, je les fais miennes. Je vais même au-delà puisque j'ai proposé à la conférence des

présidents – et je suis étonné que personne n'en parle, donc je vais le dire – que l'ensemble des représentants des groupes politiques participe à une commission municipale élargie, où l'ensemble même des membres du Conseil municipal pourrait venir, où l'étude Agriate sera de nouveau présentée et où l'on présentera la démarche de cette nouvelle mise en œuvre qui est celle que je souhaite porter maintenant avec cette proposition d'adhésion et les suites qui vont venir.

La réponse est donc claire. On a l'impression dans les interventions de l'Opposition que l'on fait fi, déjà, de ces acquis. Et je souhaite, bien évidemment, aller au-delà puisqu'il y aura bientôt une réunion publique avec l'ensemble des représentants délégués dans les écoles où nous présenterons aussi la démarche.

Nous irons au-delà, ensuite, si évidemment le Conseil municipal me donne mandat de travailler avec le SIRESCO, avec un travail approfondi et une réunion publique avec les représentants du SIRESCO.

Je pense qu'il faut également rétablir un certain nombre de vérités concernant ceux qui travaillent dans la cuisine centrale aujourd'hui. Cela fait partie de l'analyse de l'étude, oui, il y a des choses qui ont été considérées comme intéressantes et comme valables, comme quoi on travaillait bien. Il ne s'agit pas des questions de production et de distribution, il s'agit des questions d'organisation et de fonctionnement et cela, il faut le considérer. Cela fait partie des choses que nous aurons à porter avec le SIRESCO.

Donc non, il n'y aura pas de privatisation, c'est clair, cela a été dit et affirmé. Je me permets de le redire avec insistance parce que je sais que c'est facile – j'ai été aussi syndicaliste pendant des années, après j'ai été aussi un peu philatéliste, parce que je payais mes cotisations mais je ne militais plus. Mais c'est vrai que lorsque l'on a un tract et que l'on va au contact du public, on va vers le sujet le plus simple et c'est facile de dire : « Êtes-vous contre la privatisation ? ». Les gens disent oui, et signent vite. « Êtes-vous pour le fait que nos enfants soient malades ? ». Les gens disent non, c'est normal, etc.

Donc attention aux termes que l'on emploie quand on va au contact du public, soyons dans la vérité, dans le fait avec du recul. Non, il n'y aura pas de privatisation, en tout cas tant que nous serons là, tant que la ville sera gérée par une majorité de gauche. Parce qu'il faut aller au bout de la démarche. J'entends que l'on peut être attentif non pas à l'homme mais à l'humain.

Non, Monsieur Druart, ce ne sont pas des *a priori*. Regarder les bulletins des villes... je ne l'ai pas, c'est dommage, j'avais envie de vous apporter celui de Joinville. Je pourrais vous apporter ceux de beaucoup d'autres. Regardez la réalité politique lorsqu'une ville est prise par la droite, je dis simplement cela, regardez les suites pour l'ensemble du service public et pas uniquement sur la question de restauration. J'émetts juste cette hypothèse d'inviter ceux qui sont là à être attentifs à ce qui se passe lorsqu'il y a un changement politique majeur dans une commune.

Nous sommes, et je veux bien comprendre, dans un débat politique, de convictions différentes, mais soyons attentifs aussi à ces questions.

Soyez rassurés sur une chose, et je crois qu'il faut l'affirmer fortement : si le mandat m'est donné de discuter et de négocier avec le SIRESCO, sachez que je n'ai jamais eu peur de personne, ni d'un ministre qui est venu ici, de plusieurs ministres dont l'une que nous connaissons bien, elle était moins connue, Madame El Khomri, nous lui avons dit ce que nous avions à lui dire. Le ministre Kanner, quand nous lui avons dit qu'il fallait des augmentations sur le NPRU, nous ne nous sommes pas écrasés. Devant les lobbies

industriels et des chambres de l'agriculture, quand je siégeais à l'Agence nationale de l'eau, j'ai dit ce que j'avais à dire. Ce n'est donc pas devant le président du SIRESCO que je vais m'écraser par rapport aux convictions qui sont les nôtres et au mandat que vous allez me donner. Et je pense que les élus qui, ensuite, seront présents au sein du conseil d'administration, nos trois représentants, seront forces de proposition, mais pas seuls, avec les autres élus des autres villes qui ont les mêmes convictions que nous et qui veulent aussi porter la question de la qualité, de la santé et des secteurs de développement économique, que ce soit l'économie solidaire ou les développements des circuits courts et du bio.

Pour les circuits courts, en effet il y a deux aspects. Il y a les circuits courts économiques et les circuits courts de production. Ce sont deux choses sur lesquelles il faut, à mon sens, travailler.

J'avais beaucoup d'autres choses à dire mais j'ai peur d'être trop long. Je pense que les conditions sont celles-là, je les fais miennes et il faut que nous les portions jusqu'à la démarche qui sera menée pendant le travail avec le Préfet.

Je veux dire aussi que la question de la restauration ne s'arrête pas à une histoire de produits dans l'assiette et de qualité dans l'assiette. Pour moi, c'est aussi la question de la qualité de la pause méridienne et de la situation vécue par les uns et par les autres lorsqu'ils sont en conditions de restauration. Je parle notamment de ce qu'il en est dans les établissements. C'est une question à travailler, et à travailler au-delà de la question de l'adhésion au SIRESCO, parce que ce n'est pas une question de production et de distribution mais c'est une histoire de qualité de l'espace-temps pendant le moment de restauration. C'est donc un sujet à travailler, de même, et nous le disons bien dans la note qui vous a été présentée, que la question du gaspillage alimentaire qui est travaillée avec – je n'y peux rien – un autre syndicat intercommunal, la RIVED et - je n'y peux rien non plus – j'ai reçu une lettre qui était signée par la vice-présidente de la RIVED, ma collègue Nadia Brahimi. Donc, bien évidemment, nous travaillons ensemble sur cette question, avec aussi ce syndicat intercommunal.

Je pense donc que cela s'inscrit dans cette démarche globale qui a du sens et, bien évidemment, ce qui nous porte, et cela a été évoqué, ce n'est pas l'un ou l'autre, puisque dès la campagne municipale – et des agents de la cuisine municipale peuvent le dire parce que j'y mangeais assez régulièrement avant d'être Maire de cette ville – je suis allé les voir à plusieurs reprises et ils savaient déjà que nous voulions travailler sur la question de la restauration, la qualité des produits et l'amélioration de la situation pour les Choisyens. Je ne m'en suis jamais caché, bien avant la question qui nous a été imposée des baisses de dotations. Il y a donc la conjoncture des deux, pour répondre à Monsieur Panetta. Oui, il y a la question des baisses de dotations et des choix budgétaires mais aussi la question d'amélioration dans l'assiette et du moment de la pause méridienne.

Je vous propose de passer au vote.

La délibération n° 15 est adoptée à la majorité (2 abstentions, 15 votes contre)

M. le Maire : Je vous remercie, la délibération est adoptée.

M. Panetta : Monsieur le Maire, pouvons-nous avoir le résultat du décompte, quand même ? C'est important.

M. le Maire : Cela fait 26 pour, deux abstentions et 15 contre.

Il y avait une autre réponse que je voulais donner, mais je répondrai plus tard à Ali, parce qu'il a des contre informations notamment sur la question de la restauration végétarienne,

etc. Ce n'était pas un grand sujet mais c'était marqué dans le rapport du SIRESCO qu'ils font des repas de ce type pour les villes qui le demandent. Ce n'est pas grave, nous passons à la prochaine délibération qui est importante aussi.

HABITAT

→ 16. Projet de renouvellement urbain des Navigateurs : approbation du protocole de relogement

M. le Maire : je sais qu'il est tard mais cela concerne le projet de renouvellement urbain aux Navigateurs avec l'approbation du protocole de relogement. Vous savez que le projet de renouvellement urbain s'inscrit dans le cadre d'un protocole de préfiguration du NPNRU, le nouveau programme de renouvellement urbain, à la fois d'Orly et de Choisy, qui a été signé par les Villes, le Préfet et l'ANRU le 9 janvier 2017.

Aujourd'hui, nous avons avancé sur le lancement des études urbaines et aussi sur la réflexion à terme d'une programmation de développement économique et d'équipement parce que nous souhaitons que dans cette démarche de renouvellement de quartier il y ait à la fois de l'habitat mais aussi que l'on soit sur les trames vertes, la préservation d'équipement et notamment la question économique, et l'assistance à maîtrise d'ouvrage est aussi en cours sur la question du développement durable.

Vous savez que dans le projet qui a été présenté également à la population le 31 mai 2016 nous sommes dans cette démarche de démolition de 190 logements qui est un incontournable. Il s'agit des immeubles Jacques Cartier et Champlain impair. Cette démarche s'inscrit aussi dans une volonté de concertation avec les habitants puisque des ateliers avec les habitants détermineront l'avenir des autres immeubles. Nous avons lancé cette démarche le 17 octobre dernier à la salle des Navigateurs.

C'est donc dans le cadre de cette perspective de démolition qu'il y a un protocole de relogement. C'est un processus signé par le Préfet et par nous-mêmes qui pose les questions de relogement en termes d'enjeu fondamental pour la réussite du projet de renouvellement urbain.

L'essentiel est de permettre à l'ensemble des signataires d'affirmer leur volonté de coopérer pour faciliter ce relogement dans le cadre du projet mené. Dans ce cadre, une charte cadre départementale a été élaborée à l'initiative du Préfet et ce protocole la signifie. Il faut aussi que vous sachiez que Choisy-le-Roi va au-delà de cette démarche puisqu'en complément de ce protocole et pour aller au-delà des engagements avec l'État, aujourd'hui une charte est en cours d'élaboration avec les habitants, comme nous l'avons fait aux Troènes, comme nous l'avons fait à Briand Pelloutier, conduite par notre collègue Gabriel Roche, pour engager les bailleurs et permettre aux locataires de pouvoir bénéficier d'une charte de relogement spécifique à Choisy-le-Roi. C'est l'ensemble de cette démarche qui est présentée dans ce protocole que je vous propose d'adopter.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Il n'y en a pas, nous passons donc au vote.

La délibération n° 16 est adoptée à l'unanimité (2 abstentions)

M. le Maire : Je vous remercie.

DEVELOPPEMENT DURABLE

→ 17. Approbation de la convention de superposition d'affectations du domaine public pour les stations Vélib'

M. le Maire : Nous allons sur le développement durable avec l'approbation de la convention de superposition d'affectations du domaine public. C'est quelque chose qui ne vous dit rien mais lorsque je vous dirai que c'est pour mettre en œuvre notre démarche avec la Métropole de Vélib', vous aurez tout compris. Je vais peut-être donner la parole à Ali Id Elouali pour quelques explications.

M. Id Elouali : Merci. Très rapidement parce qu'il est bientôt minuit, Monsieur le Maire vient de le préciser, il s'agit bien sûr de conforter notre politique et nos orientations pour une ville durable qui consistent à proposer des alternatives à la voiture. C'est donc dans ce sens que j'ai eu le plaisir de vous présenter en janvier dernier une délibération concernant la demande d'adhésion de la Ville au réseau Vélib'.

Aujourd'hui, cela se concrétise puisqu'il s'agit d'installer trois lieux d'implantation sur la ville, l'un au débouché du pont et en lien avec le projet de la passerelle, le deuxième au niveau de Jean-Jaurès et le troisième au niveau du conservatoire.

La convention que j'ai le plaisir de vous proposer aujourd'hui est une demande d'approbation pour pouvoir installer les trois stations de Vélib' sur les lieux que je viens de vous indiquer.

M. le Maire : Merci. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Il n'y en a pas, nous passons donc au vote.

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité

DEVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETÉ

→ 18. Répartition de la subvention municipale aux associations locales - 3^{ème} répartition

Mme Benkahla :

M. le Maire : Nous passons aux questions concernant le développement local et la citoyenneté, notamment la troisième répartition de subventions aux associations. Y a-t-il des remarques sur cette délibération ? Non, je sou mets au vote cette délibération.

La délibération n° 18 est adoptée à l'unanimité.

→ 19. Répartition de la subvention municipale aux associations locales pour réservation d'un transport collectif (3^{ème} affectation)

M. le Maire : Répartition de la subvention municipale aux associations locales pour réservation d'un transport collectif. Nous avons déjà passé cette délibération deux fois, il s'agit donc de la troisième affectation sur des demandes spécifiques pour les bus. Il n'y a pas de problème ? Nous adoptons ?

La délibération n° 19 est adoptée à l'unanimité.

→ 20 . Adhésion de la Ville au Centre Hubertine Auclert, dans le cadre de la signature de la Charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes

M. le Maire : Concernant l'adhésion de la Ville au centre Hubertine Auclert, dans le cadre de la signature de la charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes, Élodie Massé.

Mme Massé : Je suis désolée, nous arrivons à un point qui est toujours au dernier moment dans le Conseil municipal mais j'aimerais que nous prenions quand même quelques minutes sur la question de l'adhésion au centre Hubertine Auclert. On a parlé beaucoup d'hommes, dans cette soirée. À un moment donné j'ai cessé de compter le mot « homme », parce que chaque fois les femmes sont mises de côté.

La municipalité est engagée sur l'égalité entre les femmes et les hommes depuis 2008. Nous avons ainsi mis en œuvre plusieurs initiatives de sensibilisation, d'éducation, de changement des comportements pour agir au plus près de la population, de ses réalités et des inégalités auxquelles les femmes se retrouvent quotidiennement confrontées. Ce travail s'est renforcé en 2014 avec le changement de dénomination de la délégation et l'affirmation qu'il est essentiel pour l'égalité entre les femmes et les hommes de s'investir sur le champ intégral de ce sujet transversal dans toutes les politiques publiques.

Lorsque nous avons voulu nous atteler au sujet des violences faites aux femmes, il est très vite apparu qu'il ne concernait pas uniquement les femmes victimes de violences de la part de leur conjoint ou conjointe mais qu'il s'agissait bien d'une accumulation de faits qui allaient au-delà de la personne physique et/ou, parfois, de la victime. Ainsi, appréhender la question du droit des femmes uniquement par le prisme de la question des violences nous amenait à ne pas traiter fondamentalement la question de l'égalité entre les femmes et les hommes mais à nous focaliser sur une seule partie du problème.

En 2016, nous avons malheureusement encore enregistré 216 000 dépôts de plaintes de femmes. 123 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint. 33 femmes sont victimes de viols chaque jour en France.

Je n'entrerai pas dans le débat qui agite notre société occidentale depuis plusieurs semaines, et pourtant il y aurait tant à dire de cette déferlante de témoignages de femmes victimes de harcèlement, d'agressions sexuelles et tant à dire sur les multiples réactions qui s'en sont suivies et sur la représentation que nous avons de ces violences.

Ce chantier vient de s'ouvrir, tout reste à faire et j'espère que nous y prendrons part. Il est le symbole d'un schéma patriarcal qui dure depuis des siècles et qui vient de craquer enfin. Charge aux femmes et aux hommes d'aujourd'hui de transformer l'essai et d'offrir aux nouvelles générations un nouveau modèle. Nous aurons l'occasion de débattre mercredi prochain dans cette salle sur ces questions et plus largement sur l'engagement politique que l'on peut avoir en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, à travers les prises de parole de Madame Françoise Héritier, qui est anthropologue, de Madame Frédérique Matonti, qui est professeure de sciences politiques, de Julie Miville-Dechêne qui viendra de très loin puisqu'elle est représentante du Québec, et que nous sommes très fiers d'avoir à nos côtés la semaine prochaine, et de Monsieur Paul Daulny qui est chargé de mission, justement, au centre Hubertine Auclert.

La signature de la charte européenne de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la vie locale marque un tournant dans nos politiques publiques. Nous allons avoir deux années de travail sur un diagnostic partagé et un plan d'action à travailler avec les Choisyens et les Choisyennes. Un groupe de travail sera mis en place à la suite de cette signature. De

l'éducation à la sexualité en passant par l'écriture inclusive, il y a de multiples chantiers qui doivent permettre de réduire les violences faites aux femmes et tendre vers l'égalité. L'impulsion sera locale et devra être soutenue par l'État en nous donnant les moyens nécessaires pour reconstituer un tissu sain.

La signature de cette charte, la semaine prochaine, est un outil, un début de réponse à notre volonté politique d'intégrer une vision de l'égalité inclusive. Nous aurons besoin de l'assistance technique et méthodologique du centre Hubertine Auclert pour nous accompagner dans nos actions de sensibilisation, d'animation auprès de la population sur les questions de genre, d'égalité, de violences faites aux femmes et également sur l'éducation. L'adhésion de notre collectivité à ce centre de ressources sera un soutien aux services municipaux et aux associations qui le souhaiteront pour mettre en œuvre nos engagements politiques et réaliser avec eux le plan d'action que nous élaborons dans les prochains mois.

Enfin, avant de passer au vote de cette délibération, j'aimerais revenir quelques instants sur la personnalité d'Hubertine Auclert, qui était pionnière avant l'heure. Elle a notamment milité en faveur des droits politiques des femmes. Elle a été la première à souhaiter que les femmes puissent concourir pour les emplois publics. Elle a été aussi la première à mener combat pour le contrat de mariage avec séparation des biens et partage des salaires. Elle a dénoncé l'usage dans lequel l'expression « tout Français » exclut les femmes quand il s'agit de voter mais pas quand il s'agit de payer ses impôts. C'est en jouant sur cette incohérence qu'elle demanda son inscription sur les listes électorales et refusa de payer ses impôts. En contrepartie, elle devint une ardente partisane de la féminisation des noms de métiers et de fonctions. Là encore, je dis bravo parce qu'elle est encore pionnière sur ces sujets et c'est toujours un combat, même encore aujourd'hui et même encore dans la fonction publique. L'usage systématique des termes masculins et féminins constitue pour elle un moyen efficace de promouvoir et de garantir l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sphères de la société.

Nous aurons donc, je l'espère, avec le centre de ressources francilien, l'âme d'Hubertine à nos côtés pour que l'égalité entre les femmes et les hommes évolue dans la philosophie qu'elle a insufflée il y a bientôt deux siècles en rendant visible les femmes qui ont œuvré pour que nous soyons toutes libres et ayons les mêmes droits que les hommes.

Je propose, Monsieur le Maire, que la prochaine fois que nous aurons à discuter d'un nom de rue, nous pensions naturellement à Hubertine Auclert. Je vous remercie.

M. le Maire : je subodorais que cela pouvait être une proposition qui vienne à la fin de votre intervention, Madame Massé. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Non, je sou mets au vote cette délibération.

La délibération n° 20 est adoptée à l'unanimité

ENFANCE

→ 21. Fixation des tarifs de location des centres de vacances du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018

M. le Maire : Y a-t-il des remarques sur cette délibération ? Aucune ? Je passe au vote

La délibération n° 21 est adoptée à l'unanimité.

M. Panetta : Excusez-moi, sur la précédente délibération, il avait été dit que des élus pouvaient aller là-bas, par exemple en séminaire, en payant bien sûr le séjour, mais qu'il fallait être organisé en association. Est-ce toujours ainsi, cela a-t-il évolué ? En période de vacances scolaires, lorsque c'est vide, cela permettrait, plutôt que d'aller payer un hôtel, d'aller profiter de ces lieux.

M. le Maire : En principe, oui, il faut une structure qui porte la demande, mais si ce sont des élus de la Ville, je ne veux pas m'avancer, mais je pense qu'il y a une possibilité. Frédéric Tisler.

M. Tisler : Si par exemple vous organisez une formation avec un organisme habilité, il suffira simplement que ce soit à cet organisme que soit facturé le séjour et qu'il vous répercute ce coût sur son prix de formation, auquel cas c'est le budget formation des élus qui jouerait.

Par contre si vous le voulez pour une réunion de groupe où vous ne seriez pas en formation, il faudrait quand même trouver une association loi 1901. Non, pas forcément, on peut mettre à disposition ?

Le principal est que nos contrats d'assurance puissent jouer en cas de problème.

M. le Maire : Nous allons regarder les modalités mais je pense que cela ne devrait pas poser de problème. Nous vous donnerons la réponse administrative dans les jours qui viennent.

ADMINISTRATION GENERALE

→ 22. Compte rendu des Décisions L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales

M. le Maire : Monsieur Druart avait des remarques sur le compte rendu des décisions. Je demande donc à l'administration d'être prête à intervenir à l'annonce du numéro.

M. Druart : Merci. J'ai une remarque sur la décision n°17396, 2^{ème} page, sur la préemption d'un bien sis 15-17 voie des Roses à Choisy-le-Roi au prix de 223 800 euros. Je voulais savoir quel est le but de cette préemption.

M. le Maire : C'est dans le cadre du travail, en effet, avec l'EPA ORSA, sur le Lugo, et il y a eu l'opportunité d'une vente. Nous avons donc préempté dans la démarche où le foncier acquis sera plus facile à transformer, au même titre qu'actuellement les fonciers qui sont en portage – il y a celui de Cavers, celui de Frazzi, etc.

A la demande du Maire, Madame Loridant, directrice générale adjointe à l'aménagement et au développement urbain durable, donne des explications

Mme Loridant : C'est un pavillon situé au 15, voie des Roses, donc assez éloigné des biens déjà portés avec l'EPFIF, l'EPA ORSA et la Ville. Néanmoins c'est une opportunité qui s'est présentée au regard de fonciers communaux qui se trouvent à proximité du 15, voie des Roses. Il y a, notamment non loin du cimetière, des biens qui appartiennent déjà à la Ville. Je précise que cette préemption s'est faite en vente parfaite et que les propriétaires, du coup, ne sont pas du tout lésés.

M. le Maire : Merci. S'il n'y a pas d'autre question, je clos cette séance. Monsieur Hervy.

M. Hervy : Une question un peu, mais pas complètement hors sujet. Est-il normal et autorisé que le Conseil municipal ait été filmé et soit déjà sur Facebook ? C'est une question, et je demande la réponse.

M. le Maire : Monsieur Richard.

M. Richard : On a le droit de filmer le Conseil municipal. Par contre l'utilisation qui en est faite est autre chose.

M. Hervy : Merci, Monsieur le Directeur général. Je vais donc préciser ma question, à laquelle on pourra avoir la réponse plus tard, puisque je pense qu'il n'y a pas l'intégralité des interventions. Il peut donc y avoir un souci entre ce qui a été filmé et mis en ligne sur l'ensemble, et la différence d'appréciation en fonction des interventions. Je pense qu'il faut que nous regardions cela de près, parce que je veux bien que les débats soient sur les réseaux sociaux, mais s'ils deviennent sélectifs dans les interventions des différents élus, il faut que nous nous interroguions. Je ne suis pas opposé à ce que cela apparaisse, mais c'est ou l'intégralité, ou rien.

M. le Maire : Je vous remercie et je clos la séance.

La séance est levée à 23h59.